



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

SENEGAL

Programme USAID Wula Nafaa

RAPPORT ANNUEL

OCTOBRE 2010–SEPTEMBRE 2011

Octobre 2011

Cette publication a été produite pour l'Agence Internationale du Développement des États-Unis par International Resources Group (IRG).

Programme USAID Wula Nafaa

RAPPORT ANNUEL

OCTOBRE 2010-SEPTEMBRE 2011

CONTRACT NO. 685-C-00-08-00063-00

Avertissements:

Les points de vue des auteurs exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement ceux de l'USAID ou du Gouvernement des USA.

TABLE DES MATIERES

SIGLES	I
1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF	1
2. INTRODUCTION.....	4
OBJECTIFS ET STRATEGIE DU PROGRAMME	4
3. PROGRÈS RÉALISÉS DURANT L'ANNÉE	7
3.1. Agriculture : Productivité et marché.....	7
3.1.1. Chaînes de valeurs Mil/sorgho/ Maïs	7
3.1.2. Chaîne de valeurs Riz	11
3.1.3. Produits halieutiques	13
3.1.4. Produits forestiers et agro forestiers	14
3.1.5. Autres infrastructures (Eau et assainissement)	16
3.1.6. Accès aux finances	16
3.1.7. Accès au marché	16
3.2. Contribution à la diversification de la production	16
3.2.1. Maraîchage	16
3.2.2. Disponibilité de l'eau potable et amélioration des conditions d'hygiène	17
3.3. Réformes politiques	18
3.3.1. Gestion de la biodiversité (Couloirs de chimpanzés)	18
3.3.2. Gestion foncière (COGIRBAF)	18
3.3.3. Gestion concertée des ressources forestières et halieutiques.....	19
3.4. Renforcement des capacités.....	19
3.4.1. Renforcement des institutions partenaires (ARD, Services techniques, CR, ANCAR, DRDR, etc.)	19
3.4.2. Capacités institutionnelles des universités	21
3.4.3. Renforcement du secteur privé (ONG, Micro-entreprises, chaînes de valeurs FTF et autres, CF, RNA, CG)	21
3.5. Gestion des ressources naturelles	25
3.5.1. Gestion durable des terres	25
3.5.2. Gestion de la mangrove.....	25
3.5.3. Aménagement des écosystèmes (PAF, PG, Gestion des feux de brousse).....	26
3.5.4. Conventions locales.....	30
3.5.5. Conservation de la biodiversité (chimpanzés, bas-fonds, mangrove).....	32
3.5.6. Suivi de l'impact environnemental et social des aménagements.....	33
3.5.7. Charbon et orpaillage traditionnel	33
3.6. Activités Transversales.....	35
3.6.1. Changements climatiques	35
3.6.2. Aspects genre.....	35
3.6.3. Innovations technologiques.....	35
3.6.4. Gouvernance et décentralisation.....	36

3.6.5. Communication, vulgarisation et capitalisation	36
3.6.6. Durabilité et désengagement.....	37
3.6.7. Suivi, Évaluation, Restitution et Analyse.....	38
3.7. Gestion du programme	38
3.7.1. Gestion et Administration	38
3.7.2. Gestion des facilitateurs	39
3.7.3. LASF/Subvention.....	40
4. CONTRAINTES, OPPORTUNITÉS ET AXES PRIORITAIRES POUR LA PROCHAINE ANNÉE.....	42
4.1. Contraintes.....	42
4.2. Opportunités.....	42
4.3. Axes prioritaires pour la prochaine année.....	42
5. SUCCESS STORIES	44
ANNEXE 1 : RÉSULTATS VISÉS	50
ANNEXE 2 : TABLEAU DES PROGRÈS RÉALISÉS	53
ANNEXE 3 : DOCUMENTS DÉVELOPPÉS DURANT L'ANNÉE	60
ANNEXE 4 : PARTICIPATION À DES RÉUNIONS, SÉMINAIRES OU ATELIERS	65
ANNEXE 5 : LISTE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE.....	67
ANNEXE 6 : ETAT DES ENGAGEMENTS LASF	69
ANNEXE 7 : PLAN D'ACTIONS OPÉRATIONNEL DES COGIRBAF.....	73

SIGLES

ACA	Association Conseil pour l'Action
ACEP	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production
ACF	Assistant Coordonnateur des facilitateurs
AG	Agriculture
AKAD	Association Kédougou Action Développement
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
APD	Avant-Projet Détaillé
ARD	Agence Régionale de Développement
AVSF	Association Vétérinaires Sans Frontière
BAD	Banque Africaine de Développement
BDS	<i>Business Development Services</i>
BIC	Bureau Inventaire et Cartographie
CADL	Centre d'Appui au Développement Local
CEE	Commission Economique Européenne
CF	<i>Conservation Farming</i>
CFA	Communauté Financière de l'Afrique
CG	Comité de Gestion
CGB	Comité de Gestion du Bloc
CGF	Comité de Gestion de la Forêt
CL	Collectivité Locale
CL	Convention Locale
CLPA	Conseil Local de Pêche Artisanale
CLCOP	Comité Local de Concertation des Organisations de Producteurs
CLUSA	<i>Cooperative League of United States of America</i>
CMS	Crédit Mutuel du Sénégal
COGIRBAF	Convention de Gestion Intégrée des Ressources du Bas Fond
CR	Communauté Rurale
CR	Conseil Rural
CVCR	Chef de Volet Création de Richesses
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DRDR	Direction Régionale du Développement Rural
DREEC	Direction Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés
E-ATP	Expanded Agribusiness and Trade Promotion
EMMP	<i>Environmental Mitigation and Monitoring Plan</i>
FAO	<i>Food and Agriculture Organization</i>
Fc	Forêt communautaire
FC	Forêt classée
FIARA	Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FtF	Feed The Future
GAF	Gestion Administrative et Financière
GDRN	Gestion Durable des Ressources Naturelles
GDT	Gestion Durable des Terres
GIC	Groupement d'Intérêt Communautaire

GIE	Groupement d'Intérêt Économique
GP	Groupement de Producteurs
GPF	Groupement de Promotion Féminine
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GUS	Gouvernement des États-Unis
HACCP	<i>Hazard Analysis Critical Control Points</i> (Analyse/Contrôle des points critiques)
IED	Innovations, Environnement, Développement
IMF	Institution de Micro-Finance
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
IRG	<i>International Resources Group</i>
ISRA	Institut Sénégalais de Recherche Agricole
JGI	<i>Jane Goodall Institute</i>
LASF	<i>Local Agriculture Support Fund</i>
MEPN	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
NCBA	<i>National Cooperative Business Association</i>
NRP	Nature-Richesse-Pouvoir
OCB	Organisation Communautaire de Base
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industrielle
OS	Objectif Stratégique
PAF	Plan d'Aménagement de la Forêt
PAPIL	Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale
PC	<i>Peace Corps</i>
PCE	Programme Croissance Économique
PCR	Président du Conseil Rural
PCV	<i>Peace Corps Volunteers</i>
PEPAM	Programme d'Eau Potable et d'Assainissement pour le Millénaire
PERSUAP	<i>Pesticide Evaluation Report and Safe Use Action Plan</i>
PGF	Plan de Gestion des Feux
PHAST	Participatory Hygiene and sanitation transformation
PLD	Plan de Local de Développement
POAS	Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
PROGEDE	Programme de Gestion Durable et Participative des Énergies Traditionnelles et de Substitution
PROMISO	Projet Mil Sorgho
PTA	Plan de Travail Annuel
RN	Ressource Naturelle
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RNC	Réserve Naturelle Communautaire
RTS	Radiotélévision Sénégalaise
SARAR	<i>Self-esteem, Associative strengths, Resourcefulness, Action-planning and Responsibility</i>
S-E	Suivi-Évaluation
SERA	Suivi, Évaluation, Restitution et Analyse
SFD	Système Financier Décentralisé
SIG	Système d'Informations Géographiques
SIGESCO	Simulation, Gestion, Comptabilité
SLG	Structure Locale de Gestion

SODEFITEX	Société de Développement et des Fibres Textiles
ST	Service Technique
SUAP	<i>Safe Use Action Plan</i>
TDC	Techniciens du Développement Communautaire
TDR	Termes de Référence
UICN	Union Internationale pour la conservation de la Nature

U-IMCEC	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Épargne et de Crédit
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
USDA	<i>United States Department of Agriculture</i>
USD	Dollar américain
VECO	<i>Vredeseilanden Country Office</i>
WADA	<i>Water and Development Alliance</i>
WN	<i>Wula Nafaa</i>

I. RESUME EXECUTIF

Ce troisième rapport annuel présente les activités menées entre octobre 2010 et septembre 2011 pour atteindre les résultats ciblés du Programme Agriculture et Gestion des Ressources Naturelles (AG/GRN) ou USAID Wula Nafaa au Sénégal.

La deuxième phase du Programme USAID-Wula Nafaa est financée dans le cadre de l'Accord d'Objectif Stratégique (OS11) passé entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal.

L'objectif général du Programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement local durable, en augmentant les revenus des producteurs ruraux et des communautés locales, grâce à l'autonomisation des autorités locales et à la promotion de la gestion participative intégrée et décentralisée des ressources. Il s'agit également de consolider tous les acquis de la première phase du Programme.

L'année 2010- 2011 a été marquée par la synergie entre les Volets pour mener des activités qui répondent à la stratégie FtF. Dans ce contexte, une étude de caractérisation de la biodiversité des bas-fonds de Ndinderleng et de Kaymor a été réalisée dont les résultats, en plus de l'état des lieux des deux bas-fonds, ont permis de faire l'Analyse d'impact environnemental, de définir les Indicateurs de suivi des paramètres agro-écologiques et la proposition de mesures compensatoires. De façon plus générale, sur la gestion des terres, des rencontres entre volets et des visites communes des expériences ont été organisées. Les rencontres de synergie ont surtout permis de définir un plan d'action sur les appuis techniques en matière de prise en compte de la gestion de la biodiversité et des ressources naturelles dans l'approche FtF.

Concernant la chaîne de valeur riz, l'intervention de WN s'est concentrée sur :

- Des investissements dans des infrastructures de bas-fonds (Ndinderleng, Wassadou, Ferme 2, Samécouta), totalisant une couverture de 1 066 ha. Des améliorations d'aménagements de bas-fonds ont également été finalisées (Némabah, Boli, Ndour Ndour, Djilor). En plus, l'aménagement de Kaymor a été entamé, et trois études pour des aménagements de nouveaux bas-fonds ont été entamées (Santanko, Ferme 1, Bambou dans la région de Kédougou). Ces aménagements en maîtrise partielle de l'eau contribueront à l'adaptation aux changements climatiques ;
- Un focus a été mis cette année pour mettre en valeur les aménagements. C'est donc le maillon production qui a été appuyé pour viabiliser économiquement les aménagements, même si d'autres aspects ont été également considérés dont les questions de gestion des aménagements (comité de gestion, COGIRBAF) pour la viabilité organisationnelle ;
- Pour l'année écoulée (hivernage 2010), ce sont 789 ménages qui ont produits 330 tonnes additionnelles au niveau des bas-fonds.

Concernant les chaînes de valeur mil/sorgho et maïs, le Programme a renforcé son accompagnement sur l'ensemble de la chaîne de valeur, avec un focus sur l'appui à une production durable et productive via la technique du Conservation Farming et autres techniques de bonne production qui y ont été associées (compostage, sélection semences, début de RNA entre autres). Ainsi, le Programme a appuyé :

- L'extension des surfaces sous Conservation Farming, passant de 885 ha en hivernage 2010 à 4 827 ha cet hivernage 2011, intéressant 4 360 producteurs (1 222 l'an passé) ;
- Développer des liens avec des acheteurs de maïs pour 2 259 tonnes contractualisées pour la saison en cours.

Concernant la diversification des cultures via les systèmes horticoles, le Programme est sur la finalisation de 5 aménagements horticoles totalisant près de 30 ha, et a continué l'appui au maraîchage individuel de façon directe (conseils via l'outil SIGESCO) ou indirecte via les fournisseurs privés d'équipements (pompes, forages, bassins d'irrigation).

Pour la gestion de la mangrove, la stratégie du Programme a été redéfinie. Il s'agit maintenant de travailler à l'échelle de la zone de mangrove du Sine Saloum. Ainsi, en concertation avec le service forestier, en appui au Conseil Régional de Fatick, un plan d'actions qui intègre les autres acteurs de la région intervenant dans le domaine de l'environnement et de la GRN a été élaboré. Parallèlement, les études techniques pour la fermeture des zones de cueillette des CLPA de Toubacouta et Missirah (CR de Toubacouta) ont été menées sur quatre bolongs et quatre vasières dans la zone de mangrove pour accompagner les arrêtés du sous-préfet. Les résultats de cette étude ont servi à l'élaboration d'un plan de gestion de la zone de cueillette des huîtres et mollusques. L'animation et la mise en œuvre de la Convention Locale de Bassoul a été une activité phare de l'année.

En matière d'aménagement forestier, les principaux résultats sont le démarrage de l'exploitation forestière à Sakar-Oudoucar, la finalisation et la validation du PAF de Koussanar et le début de sa mise en œuvre. Une activité test a aussi démarré à Sakar-Oudoucar à travers l'expérimentation d'un Plan de Gestion des Feux. Enfin un plan d'action pour réaliser un test d'exploitation du bois d'œuvre à Sare Bidji a été partagé avec les acteurs concernés qui ont pris connaissance du plan de gestion et du modèle de cahier des charges pour l'exploitation de cette ressource.

Sur la conservation de la Biodiversité, le Programme a fait appel à un consultant pour proposer un plan d'actions pour la conservation du Chimpanzé dans toute la région de Kédougou. De plus les activités de recherche sur la conservation du chimpanzé se sont poursuivies avec le suivi des subventions des Institutions spécialisées (Jane Goodall Institute, Janis Carter, Jill Pruetz) et les accords passés avec 2 Communautés Rurales pour la mise en place de vergers de madd. L'équipe de l'IJGE a beaucoup contribué à l'élaboration du Plan de gestion de la RNC de Dindéfelo qui devrait bientôt être adopté.

Dans le cadre du renforcement des capacités de nos partenaires techniques, des formations ont été dispensées pour les producteurs (en GRN et en Productivité agricole). De même, l'ensemble des BIC ont bénéficié de subventions pour un meilleur fonctionnement (nouveaux plotters pour Sédhiou et Fatick), pièces et de rechanges et licences professionnelles de logiciels de cartographie), construction ou réfection et équipement de locaux.

Le Programme a inscrit ses activités dans une démarche de durabilité et de consolidation des acquis. Celle-ci s'est traduite par la mise en place progressive des outils, des mécanismes et procédures dans la mise en œuvre des activités. Ainsi, les prestataires de services devant accompagner les communautés rurales dans la mise en œuvre des PAF ont exécuté en grande partie le travail qui leur a été confié. Il en est de même avec les ARD sur lesquelles le Programme s'est appuyé pour le même objectif, mais aussi pour agrandir l'échelle d'intervention du Programme. Le Programme a continué le renforcement des capacités des populations et des conseils ruraux, en vue d'une meilleure gestion des ressources à travers les conventions locales et une meilleure participation des populations dans la gestion des affaires locales.

Dans un autre registre, l'année a été marquée véritablement par l'investissement du Programme autour de la résolution du conflit entre Bassar et Bassoul sur le partage de la gestion des ressources naturelles, notamment sur l'exploitation du *Detarium senegalensis* (Ditax). En effet, le processus enclenché par le Programme en collaboration avec le Service Régional des Eaux et Forêts a finalement porté ses fruits et le plus illustrant a été le Diplôme de la paix décerné au Programme par le Sous-préfet de Niodior lors de l'anniversaire de l'Indépendance du pays, au cours d'une cérémonie officielle organisée à Niodior au siège de l'arrondissement auquel appartient la CR de Bassoul.

En plus de cela, l'accent a été également mis sur les processus et systèmes pouvant permettre une meilleure gestion des ressources des bas-fonds à travers la mise en œuvre de conventions locales (COGIRBAF) et la création et la formation de comités de gestion des bas-fonds et des périmètres maraîchers en Gestion Administrative et financière. En outre, des avancées significatives ont été enregistrées dans le cadre de l'appui à une meilleure organisation des CLPA à travers l'élaboration

d'un Document relatif à la gestion Administrative et Financière (GAF) des CLPA de Toubacouta et Missirah.

Les activités de communication ont été grandement exécutées durant l'année 2010-2011. Les émissions radiophoniques ont été poursuivies pour informer davantage les populations et les acteurs à la base sur les activités du Programme USAID Wula Nafaa. De nombreuses activités de sensibilisation, notamment l'hygiène et l'assainissement, ont renforcé les émissions radiophoniques. D'autres activités de communication portant, entre autres, sur des événementiels de communication ont été organisées ou assistées par le Programme. On peut citer le « Week End de Presse » à Kédougou, la participation à l'Exposition des 50 ans de présence de l'USAID au Sénégal, la célébration de la journée de l'Environnement, l'inauguration des puits construits dans le cadre du partenariat stratégique USAID et la Fondation Africa Coca Cola.

De nombreuses publications ont été aussi réalisées pour rendre visible les activités du Programme. C'est ainsi que quatre suppléments ont été édités en collaboration avec LE SOLEIL et des articles publiés dans certaines revues nationales et internationales. Pour ce qui est des success stories, 6 ont été rédigés et validés.

La participation à la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) et l'organisation d'un business forum ayant réuni plus de 250 participants ont été des événements majeurs dans la vie du Programme. Elles ont contribué à une meilleure visibilité des entreprises et des produits assistés. Les activités liées à l'eau potable et l'assainissement ont démarré avec 29 chantiers ouverts dans l'ensemble des Communautés Rurales d'intervention du Programme. Elles se sont déroulées en continuité des activités entamées courant l'année fiscale 2009 – 2010.

Sur le Plan de l'Eau et l'Assainissement, 20 puits ont été réceptionnés, 1192 personnes formées pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement dont 603 femmes et 199 séances de sensibilisation sur l'hygiène menées.

Avec la formation de 17 comités de gestion sur les aspects juridiques de la gestion de l'eau, sur la gestion administrative et financière et sur la planification, le Programme a jeté les bases de la pérennisation des ouvrages construits.

Avec l'organisation de la cérémonie officielle d'inauguration des puits construits par le WADA un important plaidoyer a été fait pour une pérennité des investissements réalisés.

2. INTRODUCTION

Ce troisième rapport annuel présente les activités menées d'octobre 2010 à septembre 2011, pour atteindre les résultats ciblés du Programme USAID Wula Nafaa au Sénégal. Le Programme USAID Wula Nafaa est financé par l'USAID/Sénégal et mis sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN). En janvier 2003, l'USAID/Sénégal a adjudgé un contrat à *International Resources Group* (IRG) pour fournir de l'assistance technique à long et à court terme ainsi que d'autres services visant à appuyer la réalisation des objectifs et résultats du Programme. La signature, le 11 Août 2008 du contrat USAID/IRG consacre le démarrage administratif de la phase II du Programme USAID Wula Nafaa, financée dans le cadre de l'Accord d'Objectif Stratégique (OS11) passé entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal.

OBJECTIFS ET STRATEGIE DU PROGRAMME

Le Programme a été conçu pour tirer profit de l'interaction entre « Nature, Richesse et Pouvoir ». En traitant les besoins et opportunités étroitement liés à la gestion, la valorisation et le renforcement des droits relatifs aux ressources naturelles, le Programme cherche à corriger les points faibles des premières approches sectorielles du développement agricole et de la GRN, et à atteindre des impacts durables concernant la réduction de la pauvreté et le développement économique durable, basés sur la gestion améliorée des ressources naturelles et une meilleure gouvernance locale.

Cette approche de « NRP » vise à appuyer simultanément des actions qui :

- Conduisent à la productivité accrue des ressources et à la préservation de la biodiversité (Meilleure gestion de la **Nature**) ;
- Apportent une croissance économique marquée, bénéfique aux communautés locales (Augmentation des **Richesses** en tant qu'incitation pour la bonne gestion des ressources) ;
- Contribuent à faire des communautés rurales non plus des entités passives, mais des structures d'actions de gestion des RN débouchant ainsi sur une société plus démocratique et plus décentralisée (Renforcement du **Pouvoir** et de la bonne gouvernance, afin d'assurer une prise de décision transparente et une répartition équitable des bénéfices).

L'objectif général du Programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement local durable, en augmentant le revenu des producteurs ruraux et des communautés locales, grâce à la responsabilisation des autorités locales et à la promotion de la gestion participative, intégrée et décentralisée des ressources. Il s'agit également de consolider les acquis de la première phase.

Malgré les interventions des bailleurs de fonds dans le secteur agricole, au Sénégal plus de 3 millions de personnes - ~ 25% de la population, souffrent de la faim pendant toute l'année ou selon les saisons, ce qui compromet la capacité du Sénégal à réaliser une croissance économique durable.

Ceci constitue l'effet combiné d'un sous-investissement de longue durée dans le secteur agricole et d'une vulnérabilité traditionnelle aux chocs alimentaires et à certains facteurs externes. La faible compétitivité du secteur agricole (68% de la population active, mais seulement 14% du PIB) affecte la sécurité alimentaire et met en péril la croissance économique.

Ces raisons ont poussé le Gouvernement Américain à revoir sa stratégie en matière agricole en se focalisant sur les régions de Sine Saloum, Kolda, Tambacounda, Matam et Saint-Louis.

La Stratégie quinquennale de l'USAID/Sénégal a pour objectifs principaux :

1. Améliorer la productivité et liens avec les marchés en se focalisant sur les filières du riz, du maïs, du mil et de la pêche ;

2. Mettre en œuvre des mesures essentielles pour renforcer la nutrition ;
3. Améliorer la réforme des stratégies de développement agricole ;
4. Améliorer les infrastructures en milieu rural ;
5. Renforcer les capacités en ressources humaines.

Bien que le Programme USAID Wula Nafaa ait été développé avant l'Initiative « *Feed The Future* », le défi est d'intégrer progressivement cette stratégie en améliorant la production agricole, la nutrition par l'horticulture, en développant des liens commerciaux pour les activités sur les filières agricoles non-traditionnelles, naturelles et halieutiques.

Parmi les principes fondamentaux guidant la conception et la mise en œuvre d'USAID Wula Nafaa figure la gestion responsable et locale des ressources naturelles. Ce principe est fondamental et va être maintenue grâce à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans les zones agricoles où le Programme intervient en utilisant la Régénération Naturelle Assistée. Ceci pour maintenir le principe de la gestion de l'environnement et pour favoriser la fertilité des sols et l'augmentation de la production agricole à travers l'agriculture de conservation (Conservation Farming). Ainsi, le Programme va se concentrer sur une approche filière qui intègre la gestion durable des ressources naturelles de base.

Ainsi, les six grands Volets du Programme répondent parfaitement à ces objectifs concernant :

- L'accroissement de la production vivrière et des revenus générés par l'agriculture marchande en mettant à profit les potentiels écologiques, humains et économiques des terroirs d'intervention **(Volet Agriculture) ;**
- La conservation et la gestion de la biodiversité et des aires biologiquement significatives en renforçant les capacités des partenaires et en leur apportant une assistance technique pour assurer une utilisation durable des ressources ciblées dans le Volet Création de Richesses et une amélioration globale de la biodiversité **(Volet Biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles) ;**
- Le renforcement de la capacité des collectivités locales à gérer les ressources locales de manière transparente et durable, celle des Conseils Régionaux, des Agences Régionales de Développement, des Conseils Ruraux et des comités villageois de développement pour une gestion transparente des ressources naturelles **(Volet Amélioration de la Bonne Gouvernance) ;**
- L'information sur les expériences pour une meilleure gestion décentralisée des ressources naturelles et l'amélioration du dialogue sur les politiques publiques et la compréhension globale des lois et règlements concernant l'utilisation des ressources naturelles et agricoles **(Volet Politique et Communication).**
- L'augmentation des revenus tirés par les populations de l'exploitation durable des ressources naturelles, agricoles et halieutiques, par la diversification et l'amélioration de la production et de la commercialisation, en vue de promouvoir un commerce local et international durable des produits agricoles **(Volet Création de Richesses) ;**
- L'amélioration des conditions de vie des populations, des communautés rurales, en leur facilitant l'accès à des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement qui protègent la santé humaine et contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement **(Volet Eau Potable et Assainissement).**

Le Programme tire plein profit des enseignements de plus d'une décennie d'assistance aux secteurs de l'AG/GRN. Il représente une approche novatrice de l'aide au développement qui n'est pas tournée vers les projets sectoriels. Le Programme consacre d'importants efforts au suivi et à l'analyse des impacts, résultats et exemples de réussite à travers son ***Volet Suivi-Evaluation, Restitution et Analyse (SERA)***.

L'équipe du Programme travaille avec un grand nombre de partenaires des secteurs public et privé, en vue de promouvoir une synergie des interventions. Le Programme s'appuie sur des ***facilitateurs communautaires*** pour promouvoir le développement des entreprises, le renforcement de leurs capacités et la responsabilisation des communautés locales.

Par ailleurs, en vue de procurer un mécanisme flexible d'appui aux innovations technologiques, le Programme met à la disposition des partenaires **un Fonds de petites subventions**.

3. PROGRES REALISES

DURANT L'ANNEE

3.1. Agriculture : Productivité et marché

3.1.1. Chaînes de valeurs Mil/sorgho/ Maïs

Renforcement des chaînes de valeur

Les zones d'intervention relatives à la chaîne de valeurs mil/sorgho et à la chaîne de valeurs maïs concernent 4 pôles économiques majeurs (19 communautés rurales) :

- Toubacouta et Djilor (département de Foundiougne) au niveau de 5 Communautés rurales (Keur Saloum Diané, Keur Samba Gueye, Nioro Alassane Tall, Toubacouta, Djilor) ;
- Nioro du Rip (département de Nioro du Rip) au niveau de 3 Communautés rurales (Kaymor, Medina Sabakh, Ngayene Sabakh) ;
- Tambacounda (départements de Koumpentoum et de Tambacounda) au niveau de 9 Communautés rurales (Ndam, Bamba, Mereto, Maka, Koutiagaidi, Passkoto, Sinthiou Malème, Koussanar, Dialacoto) ;
- Bandafassi / Bembou (départements de Kédougou et de Saraya) au niveau de 2 Communautés rurales (Bandafassi, Bembou).

Un accent a été mis sur le **renforcement de la chaîne de valeurs mil/sorgho et de la chaîne de valeurs maïs** au niveau des *maillons de base* i) intrants, ii) équipements, iii) production compétitive et durable, iv) distribution et au niveau des *activités de soutien* suivantes v) animation de la chaîne et vi) échanges.

Intrants

Des efforts ont été fournis pour mettre au point les besoins (semences et engrais) réels des producteurs afin de les orienter vers l'obtention d'un crédit campagne et vers les structures d'approvisionnement. Les fournisseurs d'engrais, les fournisseurs de semences et les IMF se sont ainsi côtoyés avec les groupes CF à l'occasion de rencontres inter acteurs tenues pour la préparation de la campagne de commercialisation des céréales. Cet encadrement demeure toutefois très timide : même si les producteurs ont pu obtenir une partie du crédit, certains n'ont pas pu obtenir les quantités d'engrais dont ils avaient besoin et/ou l'ont obtenu tardivement ; certains ont aussi dû se résigner à ne pas acheter de semences certifiées.

Parallèlement à l'appui pour l'accès aux intrants chimiques, un appui a été apporté à tous les groupes CF dans la production du compost nécessaire pour la pratique Conservation Farming. En effet, avec l'engouement affiché par les producteurs, les dépôts d'ordures jusqu'ici utilisés deviennent de plus en plus rares. Il faut alors trouver une alternative à cela. Cette activité a démarré par l'appui d'un volontaire du Programme Farmer to Farmer, expert en gestion de la fertilité des sols. Il a proposé une technique simple de confection de compost, a formé les Facilitateurs du Programme concernés, ainsi que quelques producteurs. Les facilitateurs ont ensuite démultiplié cette formation. Suite à cette formation, 569 producteurs ont mis en œuvre le compostage dans leur exploitation. Ceci fera l'objet d'une évaluation fin 2011 – début 2012 afin d'encourager cette pratique dans les groupes CF. Voici dans le tableau qui suit la situation.

Tableau – Etat de la mise en œuvre de la technique de compostage par les producteurs

Région	Communauté rurale	Nbre entreprises l'ayant adopté	Hommes	Femmes	Total
Kaolack	Djilor	1	3	0	3
	Toubacouta	5	8	0	8
	Keur Samba Gueye	17	21	0	21
	Keur Saloum Diané	5	5	0	5
Tambacounda	Méréto	11	179	0	179
	Maka	7	25	0	25
	Pass koto	2	10	0	10
	Sinthiou Malème	1	14	0	14
	Dialacoto	5	29	0	29
Kédougou	Bandafassi	11	99	13	112
	Bembou	8	40	3	43
Kolda	Koussy	11	53	67	120
Totaux		84	486	83	569

Equipements

Pour permettre aux producteurs de mettre en œuvre correctement le Conservation Farming, l'outil principal « le ripper » a fait l'objet d'une étude particulière. Cela a abouti à la formation des artisans locaux sur l'espace d'intervention du Programme. Les formations se sont déroulées en deux sessions. Une première session à Koussanar, a réuni les artisans de Kédougou, Tambacounda et Matam¹ et une deuxième à Toubacouta pour les artisans de Fatick et Kaolack.

Au total dix (10) artisans évoluant dans la zone d'intervention du Programme USAID Wula Nafaa ont reçu une formation solide leur permettant d'apporter une assistance aux groupes de producteurs CF

dans leur zone. A côté de ces artisans, deux (2) autres artisans de la zone d'intervention de projet USAID Yaajeendé ont aussi suivi la même formation.

Chacun des nouveaux groupes CF a été doté de cette version 2 du ripper.

A la suite du test très prometteur, le modèle reste quand même à perfectionner du point de vue de sa solidité. Il faudra aussi affiner les études sur le coût à l'hectare. Ces éléments nécessiteront des investigations supplémentaires durant l'année à venir.

Production compétitive et durable

Les chaînes de valeurs mil-sorgho et maïs sont appuyées avec un axe majeur fondé sur la technique du Conservation Farming. Il faut néanmoins souligner que par cette technique,



Photo 1 : Traçage de sillons avec le ripper tracté (Maka)

¹ Cette formation s'est faite en partenariat avec USAID Yaajeende

c'est aussi d'autres techniques de bonnes pratiques agricoles, visant une production durable et compétitive, qui sont promues cette année : RNA, lutte contre le striga, sélection de semences paysannes.

Des formations à la technique CF ont été dispensées. Suite à ces formations, un total de 4 360 ménages a mis en œuvre le CF, sur une surface totale de 4 827 ha.

**Tableau - Etat de la mise en œuvre du système de gestion de l'eau et de la fertilité
« Conservation Farming »**

Région	Communauté Rurale	Superficie (ha)	Nbre de ménages touchés
Kédougou	Bembou	40,0	105
Kaolack	Djilor	255,5	216
Fatick	Keur Saloum Diane	496,0	439
Fatick	Keur Samba Gueye	279,0	232
Fatick	Nioro Alassane Tall	449,5	379
Fatick	Toubacouta	168,3	166
Kaolack	Médina Sabakh	217,0	170
Kaolack	Kaymor	261,3	258
Kaolack	Ngayène Sabakh	91,3	99
Tamba	Maka	328,8	311
Tamba	Méréto	512,3	357
Tamba	Ndame	231,5	163
Tamba	Bamba Thialène	313,5	245
Tamba	Sinthiou Malème	232,5	157
Tamba	Koussanar	193,3	155
Tamba	Pass Koto	294,5	338
Tamba	Kouthia Gaydi	201,3	209
Tamba	Dialacoto	99,3	122
Tamba	Bandafassi	162,8	239
Total		4 827,3	4 360

Concernant la RNA (régénération naturelle assistée), pour amplifier le degré de fertilisation naturel des sols, elle a été introduite par la formation des groupes CF. Cette technique qui renforce la mise en œuvre du Conservation Farming est pour le moment nouvelle pour les producteurs. Ainsi pour faciliter l'adoption, il est prévu l'élaboration d'un guide technique sur la RNA, comme module CF.

Concernant la lutte contre le striga et la sélection de semences (mil, sorgho) en milieu paysan, six facilitateurs ont été formés dans ces techniques. Cette formation très importante pour l'appui conseil de qualité auprès des producteurs, a été conduite en collaboration avec le PROMISO II. La formation a débouché par l'implantation de neuf (09) sites d'essais dans huit (08) Communautés Rurales.

Distribution

Sept (7) rencontres inter acteurs ont été tenues en deux phases dans les zones favorables à la commercialisation du maïs, du mil et du sorgho. La première phase dite rencontre commerciale exploratoire avait réuni les producteurs CF, les acheteurs, les fournisseurs d'intrants (engrais, semences) et les responsables des IMF. Ces rencontres avaient pour objectif d'initier des liens préliminaires pour la campagne 2011 entre ces différents acteurs.

La deuxième phase dite rencontres de signature de contrats a permis effectivement de contractualiser 2 259 tonnes de maïs jaune réparti en treize (13) contrats pour les réseaux qui ont un potentiel de production de maïs acceptable. Ainsi, deux rencontres furent organisées : une à Toubacouta pour les producteurs de la région de Fatick et une à Koussanar pour les producteurs de Tambacounda.

Rencontre de contractualisation de Toubacouta		Rencontre de contractualisation de Koussanar	
Communauté rurale	Quantité (tonne)	Communauté rurale	Quantité (tonne)
Keur Samba Guèye	467	Passkoto	53
Keur Saloum Diané	355	Kouthiagaydi	38
Toubacouta	113	Koussanar	24
Nioro Alassane Tall	215	Sinthiou Malème	111
Djilor	445	Maka	44
		Méréto	159
		Ndam	148
		Ndiayenne Bamba	87
Total	1 595		664

Ces rencontres ont aussi vu la présence massive des Présidents de Conseils Ruraux. Ils ont accompagné le processus de signature et ont pris des engagements fermes quant à la mise à disposition de l'engrais aux groupes CF. Notons aussi la participation d'USAID PCE dans ce processus.

Animation de la chaîne

L'organisation pour la mise en œuvre du Conservation Farming repose sur les groupes CF par village. Cette organisation est légère et chapeautée par les réseaux de producteurs (une entité plus grande) au niveau de la Communauté Rurale. Les groupes CF sont animés et suivis par les producteurs leaders (PL). Cette année l'animation globale de la chaîne a été faite par les facilitateurs appuyés de temps à autre par les spécialistes. Cette animation a permis la formation de 3 789 producteurs (voir tableau précédent).

Pour cette année, 38 évaluations zonales ont été faites. Ces évaluations ont réuni 973 personnes réparties dans 299 villages.

Cette évaluation fait partie d'une série de rencontres prévues pour un diagnostic approfondi de la mise en œuvre du CF. Les autres étapes sont l'évaluation des rendements par les DRDR des quatre régions d'intervention (Fatick, Kaolack, Tambacounda et Kédougou) et l'évaluation prospective qui réunira les producteurs leaders et les conseillers ruraux et les services techniques de l'Etat.

Echanges

Le partenariat avec le Programme USAID PCE a permis une extension du Conservation Farming au-delà des bases du Programme USAID Wula Nafaa. Ainsi deux sessions de formation ont été réalisées dans les régions de Kaolack et Thiès avec les Facilitateurs formateurs (06) du Programme USAID Wula Nafaa. Ainsi, ont participé à ces sessions de formation des producteurs, des animateurs communautaires et des agents d'USAID PCE et E-ATP.

Aujourd'hui, grâce à la synergie entre les projets USAID PCE, USAID Yaajeendé, USDA CLUSA et USAID Wula Nafaa, la diffusion de la technique du Conservation Farming commence à s'étendre au Sénégal.

Aussi, l'expérience liée à la stratégie de la mise en œuvre du Conservation Farming acquise au cours de l'année 2009 et d'une partie de l'année 2010 a été capitalisée dans un livret. Ce livret a été diffusé à nombres de partenaires.

Impact

Les impacts pour 2011 des activités conduites dans les chaînes de valeurs mil/sorgho et maïs ne sont pas encore totalement connus (les évaluations de rendement sont en cours par les DRDR). Ce sont néanmoins 1 580 ménages qui ont été impliqués pour la chaîne de valeurs mil, 686 pour la chaîne de valeurs sorgho et 2 647 pour la chaîne de valeurs maïs.

RNA

Le Programme a entamé une action à grande échelle, de promotion et diffusion des techniques de Régénération Naturelle Assistée (RNA) qui compléteront celles du Conservation Farming (CF) sur les mêmes zones d'intervention. Les principaux résultats attendus de ce « paquet technique » sont l'amélioration des rendements agricoles des trois chaînes de valeurs principales et plus généralement une Gestion Durable des Terres (GDT). La technique s'appuie sur la réintroduction des arbres « utiles » dans les cultures, qui vont contribuer à améliorer la diversification de la production, la sécurité alimentaire et les conditions de vie des exploitants (fruits, fourrages, bois, ombrage, etc.). Tous ces avantages permettent de multiplier les sources de revenus en améliorant la biodiversité.

3.1.2. Chaîne de valeurs Riz

Infrastructures rurales

Au cours de l'année fiscale 2011, les aménagements des bas-fonds de Ndinderleng, Wassadou, Ferme 2 et Samécouta ont été complètement réalisés et réceptionnés provisoirement. Par contre, l'ouvrage de Kaymor a été seulement réalisé à près de 90%. Les travaux ont été arrêtés à cause des fortes pluies enregistrées au début du mois d'août 2011.

Tableau - Etat de la mise en œuvre des systèmes de gestion de l'eau par aménagements de bas-fonds

Région	Communauté rurale	Site	Type de système	Superficie (ha)	Nbre de ménages touchés
Fatick	Keur Samba Gueye/Toubacouta	Ndinderleng	Digue de retenue	974,0	296
Kédougou	Bandafassi	Samécouta	Epandage d'eau/submersion	22,0	80
Kédougou	Bandafassi	Ferme 2	Aménagement bas fond	50,0	100
Tamba	Dialacoto	Wassadou	Digue de retenue	20,0	280
Total				1 066,0	756,0

En vue de l'extension des parcelles, les diguettes de Ndour Ndour (02), de Boli (02), de Djilor (01) et de Néma Bah (10) ont été renforcées et leurs systèmes d'évacuation d'eau améliorés.

En outre, des études socio-économiques, topographiques, cartographiques, pédologiques et environnementales ont été menées dans les bas-fonds de Ferme 1, Bambou et Santanko. Il reste les études hydrologiques, climatologiques et la conception des aménagements à réaliser.

Renforcement des chaînes de valeurs

i) Le maillon production

Le riz de bas-fonds est avant tout un riz destiné à l'auto consommation. Aussi, la mise en valeur des bas-fonds aménagés est, pour nombre d'entre eux, une affaire nouvelle : le producteur est amené à maîtriser sa parcelle en lien avec le nouvel aménagement existant et la gestion de la lame d'eau. Enfin, les investissements consentis dans les infrastructures doivent être rentabilisés. Ainsi, les activités phares d'USAID Wula Nafaa dans la chaîne de valeurs riz concernent avant tout l'appui au **maillon production**.

C'est ainsi que le Programme a appuyé de manière dégressive en semences et labour une partie des producteurs des bas-fonds comme suit :

- USAID Wula Nafaa a financé en labour et semences sélectionnées les extensions de surfaces par rapport à l'hivernage 2010 ;
- Les producteurs et leurs comités ont pris entièrement en charge les surfaces anciennes à partir de la collecte des redevances de la campagne passée (2010).

Les autres activités majeures entreprises relatives au maillon production sont les suivantes :

- Les comités de gestion de Ndinderleng et Ndour Ndour ont reçu chacun un semoir de riz trois



Photo 2 : Ndinderleng, novembre 2010

rangs pour test. La conception de ces semoirs a été appuyée par USAID PCE ;

- Les comités de gestion sont accompagnés durant l'hivernage dans la gestion de la lame d'eau et les facilitateurs Agri ont participé du 07 au 09 juillet 2011 à un atelier de formation sur le riz ;
- L'appui à la délimitation des parcelles de Ndinderleng en relation avec le BIC de Sokone ;
- Un programme de recherche action avec AfricaRice sur les variétés productives adaptées de riz et la gestion de la fertilité.

ii) Equipements / intrants

Au niveau équipements / intrants, les activités ont porté sur :

- La contribution au rapprochement de fournisseurs de semences de riz des producteurs de riz marchand par :
 - La formation approfondie des producteurs de semences de Ndinderleng et leur accompagnement par la DRDR de Fatik ;
 - L'accord avec FAO, AVSF et PAPIL pour que ces derniers fassent des appuis en production de semences au niveau d'autres bas-fonds dont Boli Mandaw et Ndour Ndour.
- Le test d'un semoir adapté au riz développé avec l'appui d'USAID PCE ;
- L'estimation des besoins au niveau de chaque bas fond ciblé (engrais, semences) et le rapprochement avec des IMF (dont ACEP, CMS) pour la facilitation fournisseur de semences - producteurs. Notons toutefois, que les producteurs n'ont pas obtenu l'engrais pour des raisons liées à des difficultés au niveau de ces IMF.

iii) Post récolte

En janvier, USAID Wula Nafaa a partagé les résultats de l'étude 2010 labour / décortiquage aux autres parties prenantes des aménagements / mise en valeur des bas-fonds. Des ateliers ont ainsi été organisés à Kédougou (18 janvier) et à Kaolack (20 janvier). L'atelier de Kaolack a vu la présence de l'entreprise AGRIPRO qui a procédé à une démonstration de ses équipements, dont principalement la décortiqueuse à riz.



Suite à cette étude, des dossiers de crédit pour des promoteurs labour (3) et décorticage (1) ont aussi été élaborés.

Développement du secteur semencier

Un programme de production de semences est en cours au niveau des bas-fonds de Ndour Ndour, Boli Mandaw et Ndinderleng. Ce programme est appuyé par USAID WN, la FAO et le Programme AVSF : des ententes entre ces Projets / Programmes ont été passées pour agir en synergie. Avec l'appui du Programme, les producteurs de semences de Ndinderleng ont reçu une formation de la part de la DRDR de Fatick. Après cette formation, ces producteurs ont déroulé d'eux-mêmes la mise en œuvre de leur production, en lien avec la DRDR, en commençant par l'achat des semences pour la production de semences.

Impact

Pour l'hivernage 2010, l'impact des activités sur la chaîne de valeurs riz se synthétise en :

- 789 ménages concernés par la production rizicole ;
- 330 tonnes de production additionnelle de riz.

Caractérisation de la biodiversité

Une étude de caractérisation de la biodiversité des bas-fonds de Ndinderleng et de Kaymor nouvellement aménagés principalement pour l'augmentation de la production de riz a été réalisée. Les inventaires réalisés dans chaque site (21 placettes à Ndinderleng et 20 placettes à Kaymor) ont permis de faire l'état des lieux de ces bas-fonds. Cette étude réalisée en collaboration avec les responsables locaux a été présentée, à Kaolack, à l'ensemble des partenaires (Eaux et Forêts, Environnement, DRDR, CADL...). En plus de cet état des lieux, le Programme a fait réaliser une Analyse d'impact environnemental afin de prévoir les effets et les modifications sur le milieu naturel de la mise en eau des bas-fonds. Les principaux résultats présentés dans le rapport de caractérisation sont, les indicateurs de suivi des paramètres agro-écologiques et la proposition de mesures compensatoires.

3.1.3. Produits halieutiques

La principale activité réalisée concernant l'amélioration de la productivité et la diversification de la production sur la zone des mangroves du Sine Saloum, est la mise en œuvre du plan de gestion des bolongs, pour sécuriser les activités de cueillette des huitres et mollusques, contribuant ainsi à l'amélioration et à la diversification de la production alimentaire dans cette zone.

Les produits halieutiques assistés par le Programme constituent sont largement dominés par les femmes. En effet de 2009 à 2011, dans le nombre de personnes ayant accru leur revenu grâce à l'assistance du Programme dans ce secteur d'activité qui cumule 2790 personnes, 2246 sont des femmes soit 80,5%.

Les volumes commercialisés en 2011 ont porté sur 1118 tonnes pour une valeur de 789,7 millions de FCFA. Les revenus obtenus par les personnes assistées sont en permanente progression comme le montre le tableau suivant :

2009	2010	2011
70 972 749	487 936 555	789 726 033

En 2011, les exportations de produits halieutiques ont représentés 210 millions de FCFA sur 789,7 millions de chiffre d'affaires et concernent uniquement le cobo fumé séché destiné principalement au marché de la sous-région africaine. Il est à noter que 2/3 des revenus tirés du cobo proviennent de l'exportation.

Les populations assistées ont tiré en conséquence 579 millions des ventes locales d'huitres séchées (*yokhoss*), coque (*pagne*) et *cobo*. Les progrès notés tant dans les quantités vendues que le revenu ont été rendus possible par l'amélioration de la qualité, l'assistance aux foires.

Le Programme a en effet initié la conception d'emballage et étiquettes pour les huîtres séchées (*Yokboss*) et les coques séchées (*Pagn*) ; il a en outre accompagné par une subvention l'accès aux emballages et initié le processus d'obtention d'autorisation de mise sur le marché (code FRA) pour 2 entreprises féminines de production.

En vue de contribuer à la réduction de l'utilisation du bois de mangrove, le Programme a initié des discussions avec les transformateurs dans allant le sens de l'approvisionnement en bois provenant des forêts aménagés.

3.1.4. Produits forestiers et agro forestiers

Appui à la mise en place des vergers de madd

Les CR d'Ethiolo (Dar Salam) et de Dindéfelo ont bénéficié d'un appui pour la mise en place de vergers de madd afin d'une part, d'améliorer la production de ces fruits, et d'autre part, de soulager la pression sur les pieds de madd sauvages dans les zones de fréquentation des chimpanzés, contribuant ainsi au maintien en l'état de leur biotope et à la sauvegarde des groupes existants.

Anacarde

Au cours de l'année 2011, le Programme a appuyé l'organisation de la filière anacarde, notamment par l'appui à la mise en place d'une organisation intégrant des producteurs individuels et des groupements des régions de Ziguinchor et Sédhiou. La Coopérative des Producteurs d'Anacarde de la Casamance (COPROCA) qui regroupe déjà 104 membres a bénéficié d'appui organisationnel et de formation à la qualité de la noix et a pu commercialiser 1600 tonnes de noix brutes pour une valeur de 720 millions de FCFA.

En outre, ces appuis ont permis la participation à la conférence annuelle de African Cashew Alliance (ACA) en Gambie qui a été l'occasion d'être en contact avec les importateurs en vue de se positionner comme futur exportateur direct mais aussi d'explorer les méthodes de transformation modernes.

La campagne a suivi les tendances analysées dès le premier trimestre 2011 concernant les l'évolution favorable des prix concomitamment avec des quantités en hausse par rapport à la saison 2011 durant laquelle un phénomène climatique a eu des conséquences néfastes sur l'offre globale sénégalaise.

Les prix au producteur se sont négociés entre 200 FCFA le Kg et 450 en moyenne avec des pics de 500 à 550 FCFA/kg.

A l'exportation, les noix de la région qui étaient cotées en mai 2010 entre CNF 975 USD et 1025 USD par Mt CNF se sont échangées entre 1600 et 1550 USD/Mt FOB. Selon les analystes, « Les prix à l'exportation atteignent un niveau record jamais égalé de 1500 à 1550 USD FOB. La qualité est également bonne, se situant à 54 lb, bien qu'elle ait à présent baissé à 50-51 lb ».

Les résultats 2011 pour le Programme ont dépassé les prévisions les plus optimistes. En effet, 9609 tonnes ont été commercialisées en 2011 contre 2887 tonnes en 2010 avec des revenus respectifs de 5,825 milliards de FCFA en 2011 et 1,159 milliards en 2010. La progression du prix unitaire moyen du kg de 401 FCFA à 606 FCFA prouve du reste le caractère exceptionnel de l'année 2011. La filière a polarisé 3877 personnes dont 470 femmes, qui ont ainsi bénéficié de l'augmentation des revenus tirés de l'anacarde.

Durant les mêmes périodes, les exportations sont passées de 592 millions en 2010 à 3,431 milliards de FCFA en 2011.

Des groupements de producteurs et unités de transformation des régions de Sédhiou et Fatick ont pu bénéficier de subventions pour des aires de séchage et équipements de transformation afin d'améliorer la qualité et accroître leurs profits économiques.

Conscient de la durabilité des succès rencontrés, le Programme s'est inscrit dans une démarche de consolidation de la montée en échelle des acteurs assistés en participant activement à l'initiative nationale tendant à organiser la filière avec la participation des acteurs étatiques. D'autre part, il a estimé

plus cohérent à l'orée de la quatrième année d'exécution de nouer un partenariat stratégique avec le Programme d'Appui au Développement de la Casamance pour pérenniser les acquis.

Gomme Mbepp

L'année 2011 est marquée par une baisse importante de la production de la gomme au niveau des zones d'intervention du Programme. Cette situation a favorisé le développement du commerce local caractérisé par des prix plus compétitifs que ceux des exportateurs traditionnels. Ainsi, 796 tonnes ont été produites avec des revenus de 796 869 106 F CFA. La commercialisation de la gomme Mbepp a connu une augmentation de près de 565 396 331 F CFA permettant un changement de bénéfices en valeur relative de 244,26 % par rapport à l'année 2010 et 51% par rapport à 2009. Cette filière a permis à 627 personnes dont 94 femmes d'augmenter leurs revenus.

Baobab

Avec l'autorisation de la Commission Economique Européenne(CEE) de commercialiser le baobab au niveau de l'Europe, des investisseurs privés se sont intéressés pour l'installation d'unités de transformation locales avec l'assistance du Programme USAID Wula Nafaa. Les revenus enregistrés sont de 274 938 555 FCFA soit une augmentation de 77 580 770 FCFA par rapport à l'année passée et 189 206 945 FCFA en 2009.

Cette augmentation de 39,31% est due à l'impact positif des emballages sur les prix et les volumes commercialisés, la participation aux foires, les formations sur les techniques de transformation et sur la qualité. La commercialisation de poudre de baobab est passée de 19,2 tonnes à 33,9 tonnes de 2010 à 2011, soit une progression de 76% alors que la commercialisation de baobab décortiqué a évolué de 25% ; ce qui montre la tendance forte à la transformation et l'augmentation notée sur les revenus.

Le nombre de personnes tirant des revenus accrus de la filière reste dominé par les femmes qui font 1129 sur les 1202 soit 56,1% et représentent l'essentiel des transformateurs 566 sur 631 soit 89,6%.

La stimulation de l'offre et de la demande de services entre les entreprises évoluant dans la filière baobab (entre unités de transformation, entre réseaux et GP membres) de même que la création d'un cadre direct de concertation et de négociation entre les producteurs et les acheteurs avant le démarrage de la campagne ont eu un impact positif sur la bonne organisation de la filière et les résultats obtenus.

L'amélioration de la qualité et de la présentation du produit transformé par la dotation aux entreprises de Tamba, Kédougou et Kolda d'emballages et thermo soudeuses et leur formation sur le contrôle de l'hygiène dans le processus de transformation ont permis d'augmenter considérablement les volumes des différents produits commercialisés par les producteurs.

Le Programme a, en outre, facilité l'obtention d'autorisations légales de mise sur marché matérialisées par des « codes FRA » attribuées à cinq unités dynamiques et formalisées après un processus incluant l'analyse des produits ainsi que la vérification de la qualité de l'emballage et sa conformité avec les dispositions réglementaires au Sénégal. Ces entreprises vont ainsi pouvoir avoir accès au marché de la grande distribution.

Fonio

Les difficultés rencontrées par les transformatrices dans l'approvisionnement en fonio pré décortiqué suite à la baisse de la production et à la restriction par la Guinée de l'importation du fonio, la baisse de l'exportation expliquent la baisse des revenus qui passent 230 945 150 FCFA en 2009 à 194 464 730 FCFA en 2011. Le changement de bénéfice négatif de 36 480 420 FCFA soit - 15,80 % en valeur relative est essentiellement dû à la baisse de la production et du volume de l'exportation de l'ordre de - 64,17 %. Cependant, 1473 personnes dont 1180 femmes ont augmenté leurs revenus.

La mise en place d'une fédération des transformatrices et l'appui à la construction d'un complexe à Dindéfelo vont contribuer à l'harmonisation du processus de fabrication et de la qualité et à faciliter la collecte du produit. En plus, les autorisations de mise sur le marché permettront l'accès du produit dans les grandes surfaces.

3.1.5. Autres infrastructures (Eau et assainissement)

Cette année les travaux de construction des puits a connu une ascension fulgurante avec l'ouverture de 23 nouveaux chantiers répartis sur un rayon de 100 km.

La construction des ouvrages suit son cours normal avec 20 ouvrages réceptionnés pour des profondeurs variant de 20 à 70 mètres. La réalisation des essais de débits pour estimer le comportement de la nappe en fin de saison sèche a été opérée et des résultats satisfaisants ont été enregistrés.

De même avec le fonds des petites subventions la construction de 120 latrines privées a été possible. L'inauguration des puits de Touba Fall (puits à pompe solaire) et de Lycounda (puits à pompe manuelle) a permis de montrer aux différents partenaires les progrès réalisés par le Programme en terme d'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable par des ouvrages simples et à faible coût.

3.1.6. Accès aux finances

Le Programme a collaboré avec trois partenaires (CMS, U IMCEC, ACEP) pour l'accès au financement des producteurs. Ainsi, 6835 Petites et Moyennes Entreprises ont accédé au crédit pour un montant global de 272 762 650 FCFA.

L'organisation de task force sur le crédit, la formation en gestion de crédit, l'élaboration de notes de présentation et le suivi auprès des institutions financières ont permis d'obtenir ces résultats. Cependant, des manquements sont observés notamment le retard au niveau de l'ouverture des comptes et de la mobilisation de l'apport par les producteurs, la lenteur dans le traitement des dossiers soumis aux institutions et la diminution des montants demandés.

Des perspectives de collaboration avec d'autres institutions de micro finances sont identifiées. En plus, l'accent sera mis sur la mobilisation de l'épargne et l'autofinancement des producteurs, ce qui permettra de réduire leur dépendance sur le crédit.

3.1.7. Accès au marché

L'amélioration de la qualité des produits et de la présentation commerciale, les autorisations de mise sur le marché, les participations aux foires et l'implication du secteur privé dans les filières agricoles et forestières ont considérablement renforcé l'accès au marché des produits pour les entreprises appuyées.

Pour 2012, l'accès au marché sera renforcé par la mise en place de boutiques de distribution des produits dans les grands centres de consommation. En plus, le Programme envisage d'appuyer certaines entreprises dans l'obtention du « Code Barre ».

3.2. Contribution à la diversification de la production

3.2.1. Maraîchage

Les périmètres horticoles

Le programme maraîcher appuyé par USAID Wula Nafaa est mis en œuvre dans le département de Fatick au niveau des villages de Dassilamé Sérère (10ha), Némababah (5ha), Keur Mama Lamine (10ha), Ndour Ndour (2,5ha) et Djilor (1 ha). En ce moment, les travaux d'aménagement sont presque achevés pour certains périmètres.

Mise en valeur des périmètres horticoles

Dans la recherche d'une meilleure gestion de l'espace cultivable afin d'appliquer l'ensemble des principes qui fondent la planification maraîchère et éviter les conflits, une organisation spéciale (morcellement du terrain, identification de voies d'accès, etc.) a été faite dans les périmètres de Dassilamé Sérère, Keur Mama Lamine et Ndour Ndour. Ce travail qui entre dans l'organisation du groupe de producteurs en direction de la production, a été en même temps un temps fort pour la capacitation des producteurs afin qu'ils acquièrent un savoir-faire pouvant leur permettre de reproduire cela dans le futur. Les femmes sont majoritaires dans l'activité maraîchère. Leur implication est très importante pour le suivi de cette activité.

Notons que la mallette SIGESCO a été faiblement utilisée au cours de cette année car les travaux au niveau des périmètres maraîchers n'étaient pas achevés.

Les services d'appui à l'irrigation privée ont été renforcés au cours de cette année. Suite aux formations entamées ces derniers mois, les départements de Foundiougne (région de Fatick) et de Kaolack (département de Nioro du Rip) disposent désormais des services suivants :

- 4 fabricants de pompes à pédales : Nioro du Rip, Toubacouta, Karang, Sokone ;
- 4 installateurs de mini forages : Keur Samba Dié (Kaymor), Némanding (Toubacouta), Keur Ibra Mberry (Nioro Alassane Tall), Djilor ;
- Des maçons installateurs de bassins d'irrigation en zone de Djilor et de Toubacouta.

Une situation d'un certain nombre (non exhaustif) de jardins privés ayant amélioré leurs systèmes de gestion de l'eau est fait dans le tableau ci-dessous.

Tableau - Etat de la mise en œuvre des systèmes de gestion de l'eau de petite irrigation

Région	Communauté rurale	Site	Type de système	Superficie (ha)	Nbre de ménages touchés
Kaolack	Djilor	Keur Niaouth	Pompe	1,0	1
Kaolack	Djilor	Guédé	Forage+Pompe	0,2	1
Kaolack	Djilor	Keur Farba	Forage+Pompe+Bassin	0,5	42
Kaolack	Djilor	Péthie	Forage+Pompe	0,4	1
Fatick	Nioro Alassane Tall	Ndiayène Moussa	Forage+Pompe	1,2	1
Fatick	Nioro Alassane Tall	Keur Aliou Gueye	Forage+Pompe	20,0	1
Fatick	Nioro Alassane Tall	Touba Mouride	Forage+Pompe+Bassin	3,9	1
Fatick	Keur Saloum Diane	Keur Saloum Diane	Forage+Pompe	5,0	1
Fatick	Keur Samba Gueye	Keur Samba Gueye	Forage+Pompe+Bassin	2,1	1
Fatick	Keur Saloum Diane	Keur Andallah Willane	Forage+Pompe	0,4	1
Total				34,6	51,0

Impact

Les impacts du Programme au niveau des horticulteurs pour l'année en cours se synthétisent comme suit :

- 2 408 ménages directement concernés ;
- 538 tonnes de production horticole additionnelle.

3.2.2. Disponibilité de l'eau potable et amélioration des conditions d'hygiène

La disponibilité de l'eau potable a été possible pour 3 750 personnes supplémentaires et l'amélioration des conditions d'hygiène a été possible grâce aux séances de sensibilisation menées au niveau des villages d'intervention. L'organisation de séances de sensibilisation, la javellisation de l'eau au niveau domestique et l'amélioration du cadre de vie au niveau des villages bénéficiaires sont des indicateurs qualitatifs des changements de comportements entamés. Le fonctionnement des clubs environnement au niveau scolaire continue avec les séances de formation PHAST/SARAR organisé à leur égard. L'audience que connaissent aussi les émissions radiophoniques sur l'hygiène avec la participation du Service d'Hygiène de Tambacounda et quelques membres des comités de gestion des puits sont aussi des indicateurs de l'adhésion des populations à un changement de comportements en termes d'hygiène.

La continuation des activités de sensibilisation s'est élargie à l'ensemble des 29 villages ciblés par le Programme avec le redéploiement des TDC sur de nouvelles CR et la continuité de ce qui a été entamé par les comités de gestion en place avec l'appui des facilitateurs concernés. Au total, 143 séances de sensibilisation sur l'hygiène ont été organisées et plusieurs émissions diffusées. L'information avec les acteurs principaux suit son cours normal via la plateforme des acteurs de l'eau, de l'hygiène et de

l'assainissement mais aussi par le contact direct avec les comités de gestion mis en place et les communautés rurales, cette liaison étant assurée par les facilitateurs.

L'apport en eau potable combiné à des actions de sensibilisation permet une amélioration du niveau sanitaire général du village. Ce mieux-être sera soit réinvesti dans une augmentation des rendements de l'activité quotidienne soit dans de nouvelles activités potentiellement génératrices de revenus.

L'organisation de session de formations in situ sur la méthode PHAST/SARAR permet de conduire le processus de changement de comportements au niveau des villages ciblés.

3.3. Réformes politiques

3.3.1. Gestion de la biodiversité (Couloirs de chimpanzés)

Les interventions du Programme ont été orientées vers l'appui aux Communautés Rurales pour la mise en place d'aires protégées ou la gestion durable de celles-ci (élaboration du POAS de Dar Salam et d'Ethiolo dans le cadre des conventions locales pour une mise en réserve éventuelle d'une partie de la forêt galerie longeant la rivière Diarha).

3.3.2. Gestion foncière (COGIRBAF)

Concernant les COGIRBAF, celle de Ndinderleng a été finalisée et celles de Wassadou et de Kaymor sont en cours.

La COGIRBAF a été réalisée principalement en deux phases :

1. Une phase consistant à impulser une dynamique organisationnelle structurante et pérenne, endogène, afin de valoriser le bas fond de Ndinderleng par la prise en charge des activités, et l'implication de tous les acteurs concernés ;
2. Une phase portant sur la réalisation d'une situation de référence pour le bas-fond avant l'intervention de l'USAID Wula Nafaa par rapport à la mise place des aménagements et faire une projection avec l'intervention du Programme en matière d'aménagements et d'appui à la mise en valeur des aménagements.

Pour Ndinderleng, la mission s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de pérennisation initiée par le Programme pour le compte des populations productrices menant des activités génératrices de revenus au niveau des bas-fonds.

Celle-ci consiste à les préparer, à les former, à les appuyer et enfin à leur créer les conditions propres à leur autonomisation.

C'est pourquoi l'approche méthodologique que nous avons adoptée intègre cette vision et s'articule autour de trois axes majeurs :

- Le tracé d'une trajectoire : impulser une dynamique organisationnelle structurante et pérenne. Ce contexte d'intervention se présente sous forme d'ateliers avec tous les acteurs que l'on envisage de toucher ;
- La mise en place d'un dispositif local : Cadre de concertation porté par le conseil rural et regroupant l'ensemble des partenaires au développement et les services déconcentrés de l'état pour gérer les concurrences sur l'occupation du bas fond, afin de définir une ligne directrice engageant tous les partenaires, l'impulsion de l'organisation de tables de concertation pour harmoniser les interventions et faciliter la complémentarité et la recherche de synergie. Favoriser l'élaboration d'un plan d'occupation et d'affectation des sols afin de permettre la délimitation des terres de culture, des pâturages et autres zones ;
- Le tracé d'un référentiel de compétence, organisations de producteurs (comités de gestion, Association des usagers du bas fond, comités techniques.), dynamiques et opérationnels, élus locaux et services déconcentrés de l'état disponibles pour appuyer et conseiller.

3.3.3. Gestion concertée des ressources forestières et halieutiques

Ressources forestières

Des efforts considérables ont été réalisés dans le cadre de la convention locale de Bassoul ayant consisté à aider les populations à asseoir une approche concertée d'exploitation du ditax, un produit très prisé sur le marché nutritionnel. Ainsi, des contacts sont en train d'être pris avec des acheteurs potentiels pour aider les populations à mieux commercialiser le produit. Cette forme d'organisation va faire tâche d'huile dans les îles du Saloum, notamment dans la CR de Dionewar pour valoriser le produit.

Malgré la validation du plan de gestion du bois d'œuvre, le processus reste bloqué au niveau du service des Eaux et Forêts sur la réforme de la fiscalité.

Ressources halieutiques

Les CLPA de Missirah et de Toubacouta (Arrondissement de Toubacouta) ont procédé à des fermetures de bolongs et vasières sur la base d'arrêtés préfectoraux N°132/SP/Tb et N°133 / SP/Tb (août 201). Les zones concernées ont fait l'objet d'un plan de gestion validé. Ainsi, suite au plan de gestion élaboré, des activités de bonne gouvernance ont été développées pour permettre aux structures de gestion des CLPA de disposer d'un outil de gestion administrative et financière pouvant permettre d'assurer la durabilité et l'entretien de l'outil de leurs actions. Cet outil, appelé GAF, est un système d'organisation, de fixation de paiement de redevances, de règles et outils de gestion qui a pour finalité de faire mobiliser des ressources financières *à partir de l'outil GRN et à investir dans la prise en charge des coûts récurrents de la mise en œuvre de l'outil.*

3.4. Renforcement des capacités

3.4.1. Renforcement des institutions partenaires (ARD, Services techniques, CR, ANCAR, DRDR, etc.)

Formation et recyclage

En matière de renforcement des capacités des acteurs, des formations ont été dispensées :

- La formation sur la récolte du madd s'est déroulée dans les Communautés Rurales de la région de Kédougou et a été assurée par le Service des Eaux et Forêts. Elle a été complétée par des séances de démultiplications organisées par les facilitateurs du Programme dans les villages. Les modules déroulés sont relatifs à la production de plants de madd et à la mise en place de vergers de madd ;
- Plusieurs séances de formation sur les techniques de compostage entre dans le cadre de la valorisation de la paille et des déchets d'animaux ont été réalisées par les facilitateurs à travers les zones de Kédougou, Toubacouta et Sédhiou ;
- L'atelier de formation des conseillers à Bassoul sur la gestion des ressources naturelles ;
- La vulgarisation des règles de gestion de la convention locale de Sinthiou Malème, Toubacouta et Koussanar ;
- Les séances de démultiplication de la formation sur les techniques de la Conservation Farming, en vue d'améliorer la fertilité des sols dans les zones d'intervention par le Volet Agriculture ;
- La formation des producteurs de la forêt aménagée de Koussanar sur les prescriptions techniques pour 32 personnes membres des SLG, du Conseil Rural ou représentants des services techniques en juillet 2011 (*formation assurée par un prestataire désigné par le Chef de Secteur des Eaux et Forêts*) ;

- La formation des producteurs locaux de la forêt communautaire de Koussanar sur les techniques de coupe et de carbonisation (*formation assurée par une formatrice du PROGEDE désignée par le Chef de Secteur des Eaux et Forêts et deux assistants locaux choisis par la formatrice parmi les acteurs travaillant dans les forêts aménagées*).

Subventions (équipement et suivi)

- Construction d'un local pour abriter et BIC de Kédougou et d'une salle de Conférence de l'IREF de Kédougou ;
- Appui institutionnel de l'ensemble des BIC à travers des subventions groupées :
 - Consommables informatiques et cartographiques ;
 - Pièces de rechange pour l'ensemble des *plotter* A0 (Tambacounda), A1 (Kédougou, Kolda, Ziguinchor) ;
 - Achat et installation (avec pièces de rechange et consommables) de deux nouveaux *plotters* A0 (Sédhiou et Fatick) ;
 - Réfection et équipement d'un local pour le BIC de Fatick (délocalisé de Sokone à l'IREF de Fatick) ;
 - Acquisition de licences des logiciels de cartographie et d'imageries satellites (*Arc GIS 10* et *Google Earth Pro*).



- Suivi des premières récoltes des ruches introduites dans la RNC du Boundou : Les premiers résultats de l'appui institutionnel alloué au Conseil Régional de Tambacounda avec la subvention pour la mise en place du programme de développement apicole de la RNC du Boundou a donné ses premiers résultats. Les premières récoltes du miel ont été effectuées sur les 25 ruches installées en 2010. Le produit est libellé *Limbam Boundou*.

Collaboration avec les services techniques et les partenaires

Toutes les activités du Programme sont mises en œuvre sur la base d'une participation active des services techniques en collaboration avec les collectivités locales concernées. Ainsi, cette approche est une forme de renforcement de capacités qui permet aux agents des différents services concernés d'avoir des opportunités de jouer leurs rôles dans le cadre de la gestion décentralisée des ressources naturelles et de participer au développement d'activités liées à la Décentralisation.

C'est dans ce cadre que des modèles sont en train d'être développés avec les ARD pour mieux vulgariser ce que le Programme a réussi en matière de mobilisation des ressources financières (Taxe rurale, Etat civil, Organisation de marchés hebdomadaires, Droit d'embarquement et de débarquement des pirogues, etc.) et d'aménagement de forêts.

Pour ce qui concerne l'ANCAR et la DRDR, des protocoles sont signés avec ces institutions qui touchent des aspects liés à l'assistance technique i) la mise en œuvre de l'appui à la production rizicole de saison des pluies (tant pour la mise en valeur d'une partie des aménagements réalisés par l'USAID Wula Nafaa, que pour l'amélioration de la production de surfaces existantes) ; ii) la Recherche – Action pour le développement d'un dosage approprié pour la technique du Conservation Farming.

3.4.2. Capacités institutionnelles des universités

Depuis la première phase du Programme, des outils de gestion participative des ressources naturelles ont été conçus, mis en œuvre et suivis. Il s'agit particulièrement de la Convention Locale (CL) et du Plan d'Aménagement Forestier (PAF). Ces outils ont contribué à une meilleure gestion des ressources naturelles et s'adaptent au contexte de la décentralisation. Ils constituent des points forts de la mise en œuvre du Programme USAID Wula Nafaa. De nombreuses expériences sont ainsi capitalisées, notamment dans la gestion des conflits, des forêts communautaires et des espaces naturels communautaires.

Les outils sont utilisés dans la mise en place d'activités d'accompagnement des Collectivités Locales. Ils servent de cadre d'intervention clair en matière d'élaboration des plans d'aménagement forestier et de conventions locales pour la gestion participative et inclusive des ressources naturelles.

Dans le Plan de Travail Annuel (PTA) 2011, il était prévu une vulgarisation des guides et outils au niveau des universités et écoles de formation en foresterie et gestion des ressources naturelles. C'est ainsi qu'une équipe du Programme s'est rendue au niveau du Département Agroforesterie de l'Université de Ziguinchor, du Centre de Formation des Techniciens des Eaux et Forêts de Ziguinchor, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture de Thiès, de l'Institut Supérieur de Formation Agricole et Rurale (ISFAR) de Bambey et du Centre Forêt de Thiès.

L'objectif principal est de faire connaître la démarche d'élaboration et le contenu des outils de gestion des ressources naturelles aux étudiants et professeurs des établissements de formation forestière.

Cette activité va se poursuivre dans le prochain PTA avec les universités de Dakar et de Saint Louis.

3.4.3. Renforcement du secteur privé (ONG, Micro-entreprises, chaînes de valeurs FTF et autres, CF, RNA, CG)

Chaîne de valeurs mil/sorgho et maïs

Au total, le Programme a formé 2 401 producteurs dont 125 femmes à la technique simple de fabrication du compost. Le tableau ci-dessous renseigne sur les effectifs formés.

La formation continue des groupes Conservation Farming sur la technique de base CF a permis de toucher 3 795 producteurs dont 153 femmes.

Chaîne de valeurs riz

En hivernage 2010, les formations en techniques de production et de multiplication de semences de riz et en techniques de conservation des semences ont été sous traitées avec l'ANCAR.

Tableau – Etat des formations en hivernage 2010 en technique de production et de multiplication des semences de riz, et en technique de conservation des semences de riz

Région	Communauté rurale	Site	Nbre de groupements représentés	Participants		Total
				Hommes	Femmes	
Kédougou	Bandafassi	Samécouta	1	0	25	25
Kédougou	Kédougou	Kédougou	23	0	25	25
Fatick	Djilor	Djilor	1	18	7	25
Fatick	Djilor	Djilor	1	10	15	25
Fatick	Djilor	Boli Sérère	1	13	12	25
Fatick	Djilor	Boli Sérère	1	12	13	25

Gestion du Programme						
Fatick	Djilor	Ndour Ndour	1	8	17	25
Fatick	Keur Saloum Diané	Keur Andalla	4	19	19	38
Fatick	Keur Samba Gueye	Keur Saloly	1	65	12	77
Fatick	Toubacouta	Dassilamé Sérère	1	10	41	51
Fatick	Toubacouta	Dielmon	1	4	37	41
Fatick	Toubacouta	Némabah	1	10	23	33
Fatick	Nioro Alassane Tall	Keur Mama Lamine	6	28	7	35
Fatick	Keur Saloum Diané	Keur Saloum Diané	3	12	19	31
Total			50	209	272	481

Par contre, cet hivernage 2011, certaines des formations sont assurées par l'ANCAR principalement pour les nouveaux sites mis en valeur. Pour les autres ayant déjà reçu des formations l'année passée, les conseils de l'ANCAR ou la formation reçue par les facilitateurs par USAID PCE en juillet 2011 suffisent à apporter des appuis – conseils – formations complémentaires au besoin. Voici l'état des formations assurées à ce jour pour l'hivernage en cours :

Tableau – Etat des formations en hivernage 2011 en technique de production et de multiplication des semences de riz

Région	Communauté rurale	Site	Nbre de groupements représentés	Participants		Total
				Hommes	Femmes	
Kédougou	Bandafassi	Santanko	1	12	1	13
Kédougou	Bandafassi	Samécouta	1	7	0	7
Kédougou	Bandafassi	Kédougou	1	7	0	7
Kédougou	Bembou	Bembou	3	10	10	20
Kaolack	Kaymor	Kaymor	8	9	7	16
Fatick	Toubacouta	Dassilamé Sérère	1	8	28	36
Fatick	Nioro Alassane Tall	Nioro Alassane Tall	5	15	5	20
Fatick	Toubacouta	Bani	3	16	24	40
Fatick	Keur Samba Gueye	Saloly	1	15	0	15
Fatick	Keur Samba Gueye	Saloly	1	52	18	70
Total			25	151	93	244

Lors de la formation des facilitateurs sur la production du riz en juillet, un module a été donné par le staff agriculture à l'attention des facilitateurs sur l'utilisation saine des pesticides pour le riz. Ceux-ci ont répercuté la formation auprès des producteurs de riz comme le renseigne le tableau ci-dessous.

Tableau – Etat des formations sur l'utilisation saine des pesticides appliquée au riz

Région	Communauté rurale	Site	Nbre de groupements représentés	Participants		Total
				Hommes	Femmes	
Kédougou	Bandafassi	Santanko	1	12	0	12
Kédougou	Bandafassi	Samécouta	1	7	0	7
Kédougou	Bandafassi	Kédougou	1	7	0	7
Kédougou	Bandafassi	Dar Salam	1	7	0	7
Kédougou	Bandafassi	Dar Salam	1	7	0	7
Kédougou	Bembou	Bembou	3	8	8	16
Kaolack	Kaymor	Kaymor	8	9	7	16
Fatick	Toubacouta	Dassilamé Sérère	1	8	28	36
Fatick	Nioro Alassane Tall	Nioro Alassane Tall	5	15	5	20
Fatick	Toubacouta	Bani	3	16	24	40
Fatick	Keur Samba Gueye	Saloly	1	52	18	70
Total			26	148	90	238

Eau et Assainissement

L'organisation de deux sessions de formation dont une décentralisée dans la CR de Bala a été une étape capitale dans le renforcement de la gouvernance des ouvrages au niveau communautaire. L'organisation de session de formations in situ sur la méthode PHAST/SARAR permet de conduire le processus de changement de comportements au niveau des villages ciblés.

La formation aussi des maçons de Dindéfelo a permis de renforcer les capacités de 22 personnes sur les techniques de construction des latrines et la sensibilisation pour l'amélioration des conditions d'hygiène au niveau communautaire et domestique.

BDS et Renforcement des Capacités

L'accent a été mis sur le renforcement de capacités des facilitateurs et des entreprises agricoles assistées. Ainsi, **42 facilitateurs** du Programme ont été formés sur les techniques de pré diagnostics et de diagnostics des micros et petites entreprises. Après avoir acquis tous les outils nécessaires aux diagnostics des entreprises, les facilitateurs ont procédé aux diagnostics croisés auprès 202 entreprises réparties dans les différentes zones d'intervention du Programme.

L'autre appui a été réalisé au profit de **dix-sept (17)** entreprises de produits de mer et **treize (13)** prestataires de services constitués par les fabricants de pompes manuelles pour le maraîchage et de matériels agricoles (Magoye Ripper, Shaka houe) et les foreurs.

Des outils de gestion simplifiés ont été conçus et mis à la disposition des producteurs et artisans formés. Ces outils préparés sont destinés aux producteurs et aux prestataires de services utilisés dans le cadre de la production de matériel agricole pour le Conservation Farming, la construction de mini forages et la fabrication de pompes à pédales ainsi que les services de prestations de labour et de décorticage des céréales. Ils permettent à ces acteurs économiques d'améliorer leurs capacités de gestion. Les outils préparés sont les outils élémentaires et classiques de gestion pour tous les prestataires (journal de caisse, journal de banque et plan d'actions) ; le cahier de production et le cahier de commercialisation pour les fabricants de pompes manuelles et de matériel agricole ; le cahier de commande et le cahier d'exécution pour les foreurs et le cahier de stock /commande et le cahier de ventes pour les prestataires de labour et de décorticage.

Dans la filière charbon, la formation réalisée par l'entreprise Jamm Diack entreprise sur la fabrication de cheminées a permis à **12 forgerons et menuisiers métalliques** des régions de Kolda et de Tamba de maîtriser les techniques de conception des cheminées utilisées par les producteurs de charbon.

Formation en gestion des entreprises

Deux (2) formations en gestion des entreprises ont été organisées au profit de **47** groupements et réseaux de producteurs CF et de riz des zones de Fatick et de Kaolack. Les formations ont permis aux producteurs agricoles de renforcer leurs capacités de gestion notamment sur les outils élémentaires de gestion des entreprises et sur les principes de bonne gouvernance des OCB.

A ces deux formations, il faut ajouter les autres en gestion réalisées par thème séparé au profit de **123** entreprises. Au courant de l'année, **276** entreprises ont été créées et **83** entreprises ont été redynamisées. C qui fait un total de **482 entreprises** qui ont amélioré leurs pratiques de gestion.

La participation à la FIARA 2011

30 entreprises ont été appuyées par le Programme et ont participé à la FIARA qui leur a permis d'exposer et de vendre des produits et services divers et de réaliser un chiffre d'affaires de **22 530 750 F CFA**.

Parmi les produits exposés par les entreprises, la poudre de baobab a été le produit vedette de cette FIARA. Elle a constitué la plus grande attraction pour les clients nationaux et étrangers.

Business Forum

Organisé en marge de la FIARA, le Business Forum a été une innovation de taille pour le Programme. Il a permis des rencontres directes entre les entreprises demandeurs de services et les services providers dans des domaines divers tels que l'emballage, les équipements agricoles, les décortiqueuses, le commerce électronique, la transformation de céréales locales, les exportations d'anacarde et les renforcements de capacités.

Participation à la Foire régionale de Kolda

Six (6) entreprises de Kolda, Kédougou et de Tamba ont été appuyées pour participer à la foire régionale de Kolda, organisée par l'Association pour la Valorisation du Gombo de Fouladou (AVGF) en collaboration avec les Volontaires du Peace Corps. Le Programme a loué un stand mis à la disposition des entreprises pour leur permettre d'exposer et de vendre leurs produits et aussi apprendre comment mieux vendre dans les foires.

Participation à la journée du fonio à Kédougou

Organisé par le GIE Koba Club de Kédougou, la journée a permis à **20 entreprises de fonio** des régions des régions de Kédougou, Tamba et de Kolda des échanges économiques inter groupements.

Amélioration de la présentation commerciale des produits halieutiques

Le Programme a appuyé la confection de **120 000 emballages (60 000 pour les coques et 60 000 pour les huîtres)** de produits de mer pour les entreprises de coques (pagne) et d'huîtres (yokhoss) de la région de Fatick. L'acquisition des emballages a permis aux producteurs de mollusques d'améliorer la qualité de la présentation commerciale et d'augmenter leurs revenus.

Appui dans l'obtention de l'autorisation FRA

Le lancement du processus par le recrutement de l'entreprise Maria Distribution pour accompagner sept (7) entreprises (2 de fonio, 3 de baobab et 2 de produits halieutiques) dans l'obtention de l'Autorisation FRA est effectué au courant de mois de septembre 2011.

Appui dans l'élaboration de dossiers de crédit

Les task force tenues dans les différentes zones d'intervention du Programme ont permis de renforcer les capacités des producteurs dans l'élaboration des dossiers de crédits. Ainsi, **6835 petites et**

moyennes entreprises ont été appuyées pour l'accès au crédit auprès des IMF, à travers l'élaboration des notes de présentation et le montage des dossiers de crédit.

Autres types d'assistance aux entreprises

Les autres types d'assistance aux entreprises ont porté sur le renforcement de capacités à travers des thèmes dont :

- Le montage de GP et de réseau ;
- La préparation et l'évaluation de campagne de filières;
- L'augmentation de revenus ;
- L'appui à la commercialisation ;
- La redynamisation ;
- La tenue des outils de gestion ;
- La formation sur les techniques de transformation (production de galettes de jujubes : 2 entreprises) ;
- La formation sur la démarche HACCP.

En somme, au courant de l'année, **728** entreprises dont **81** entreprises de femmes ont été appuyées par le Programme. Ces entreprises sont constituées par **10 587** membres dont **2811** femmes.

3.5. Gestion des ressources naturelles

3.5.1. Gestion durable des terres

Sur la gestion des terres, des rencontres et des visites des expériences ont été organisées par le volet agriculture et le volet biodiversité. Ces rencontres ont surtout permis de définir un plan d'action sur les appuis techniques en matière de prise en compte de la gestion de la biodiversité et des ressources naturelles par l'approche FTF.

Les résultats les plus probants sont le document de caractérisation biophysique des bas-fonds de Ndinderleng et de Kaymor par un Consultant, la cartographie dynamique des zones inondables selon les cotes de fermeture des ouvrages des bas-fonds (avec un calcul précis des surfaces boisées menacées).

3.5.2. Gestion de la mangrove

La stratégie du Programme a été redéfinie. Il s'agit maintenant de travailler à l'échelle de la zone de mangrove. Ainsi, en concertation avec le service forestier, en appui au Conseil Régional de Fatick, un plan d'actions qui intègre les autres acteurs de la région intervenant dans le domaine de l'environnement et de la GRN a été élaboré et partagé lors d'un atelier organisé en novembre 2010.

Parallèlement, les études techniques pour la fermeture des zones de cueillette des CLPA de Toubacouta et Missirah (CR de Toubacouta) ont été menées sur quatre bolongs et quatre vasières dans la zone de mangrove pour accompagner les arrêtés du Sous-préfet. Les résultats de cette étude ont servi à l'élaboration d'un plan de gestion de la zone de cueillette des huîtres et mollusques. Le document a été restitué et adopté en réunion communautaire à Toubacouta, en présence des autorités administratives, du Conseil Rural, des membres des CLPA

Tableau : liste des bolongs et vasières fermés en 2010 par arrêtés préfectoraux et leur superficie (CLPA de Missirah et Toubacouta)

CLPA	Bolongs		Vasières	
	Noms	Sup.en ha	Noms	Sup en ha
Toubacouta	Cocobolong	10,1	Badiaké	2,3
	Ndereng	51,13	Ndimbal	12,1
	Nakel	4,28	Saré Mag	8,9
	Djilène	5,06	Ndereng	25,9
Missirah	Koumbeng	39,36	Koumbeng	0,8
	Mbantantou	26,43	Badiare	13,2
Totaux		136,40		63,2

La mise en œuvre du plan de gestion des bolongs va contribuer à la sécurisation des activités de cueillette des huîtres et mollusques, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté.

Rappelons que cet appui aux CLPA ne concerne pas les pêcheries mais seulement la « cueillette » des coquillages pour une gestion durable de ces produits essentiels à la diversification de la production et à la sécurité alimentaire de ces zones. L'approche de mise en place de CLPA basée sur les conventions locales et l'évaluation des ressources des pêcheries est même recommandée par la Direction des Pêches à l'intention du projet USAID/COMFISH.

3.5.3. Aménagement des écosystèmes (PAF, PG, Gestion des feux de brousse)

Elaboration de PAF

Les aménagements forestiers ont été principalement marqués par la finalisation et la validation technique du Plan d'Aménagement Forestier de Koussanar. La séance de validation technique du document a été marquée par la participation de la Direction des Eaux et Forêts (le Chef de la Division des Aménagements et de la Production Forestière). Conformément à un plan d'actions élaboré avec l'ensemble des acteurs (CR et Services des Eaux et Forêt), les parcelles d'exploitation de 2011 sont délimitées, les producteurs formés et l'exploitation entamée. Le processus d'aménagement de la forêt de Mangagoulack a été relancé.

Mise en œuvre de PAF

Un plan d'actions pour l'exploitation du bois d'œuvre a été lancé à Saré Bidji / Thièty. Les résultats de l'inventaire d'exploitation de la parcelle test (4-6A) ont été présentés aux exploitants scieurs des régions de Kolda et Sédhiou. Un cahier des charges de l'exploitation finalisé a été proposé pour validation. Un appel à manifestation d'intérêt pour l'exploitation des bois d'œuvre doit être prochainement lancé. Le processus reste bloqué par la signature d'une note de service par le Directeur des Eaux et Forêts sur la fiscalité.

L'élaboration d'un programme pilote de lutte contre les feux de brousse

Les Volets Biodiversité et Bonne Gouvernance ont travaillé avec deux CR de la Région de Sédhiou (Sakar et Oudoucar) pour expérimenter un Plan de Gestion des Feux (PGF), tester la faisabilité, le coût, l'efficacité et les problèmes soulevés. Ce plan de gestion des feux a été élaboré par une équipe de trois agents des Eaux et Forêts dans le courant du mois d'avril. Le document final a été présenté aux populations et au service forestier le 19 mai à Sakar. Des restitutions sont aussi faites au niveau des

comités de blocs sur la base d'un travail cartographique qui a rendu le plan opérationnel pour la prochaine saison sèche à partir de fin octobre prochain.

L'organisation d'un atelier régional sur les démarches d'élaboration et d'évaluation des PTA et Budgets des comités de gestion des PAF

Pour la durabilité et la poursuite des activités par les collectivités locales et par les comités de gestion des PAF, le Programme a initié, à Kolda, un atelier d'échange avec les acteurs des plans d'aménagement. L'objectif recherché était d'évaluer les contenus et procédures d'élaboration et d'évaluation des plans annuels de travail et budgets des comités de gestion des PAF, et à la lumière de ces évaluations, proposer un calendrier normé et de déterminer les responsabilités dans la mise en œuvre de ce calendrier.

Les PCR, les membres des comités de gestion, les Services des Eaux et Forêts, les CADL et les ARD étaient les participants à cet atelier. Le produit clé de l'atelier a été **le calendrier de la campagne annuelle de mise en œuvre des PAF**. En effet, un calendrier consensuel en cinq étapes a été retenu. Il consacre un processus largement participatif et des responsabilités très clairement définies, notamment pour les PCR et les Présidents de conseils de gestion de la forêt.

Les produits ainsi obtenus ont été vulgarisés au niveau des autres sites aménagés notamment à Missirah, Koulor et Sinthiou Bocar Aly dans la région de Tamba et des dispositions ont été également prises pour un début d'application, à tous les niveaux. Par ailleurs, le Programme a réalisé une évaluation à mi – parcours de ce calendrier pour en identifier les forces et faiblesses et dégager les corrections éventuelles. Ces différentes mesures ont permis d'assurer la mise en œuvre des PAF, pour une large part, des conditions de succès. Les démarches retenues pour l'élaboration et l'évaluation des budgets des comités de gestion ont permis également d'assurer des conditions plus démocratiques et transparentes des ressources financières dégagées par les plans d'aménagement. En effet, elles ont donné plus de place à la consultation et l'information des populations à la base que ce soit dans les planifications que dans les évaluations.

Une nouvelle démarche pour la maîtrise par les leaders locaux du processus d'élaboration et d'évaluation des PTA et Budgets des comités de gestion des PAF

L'atelier organisé à Kolda (28 au 29 Décembre 2010) et consacré à la revue des contenus et processus d'élaboration et d'évaluation des PTA et Budgets des comités de gestion des PAF constitue un pas important vers la prise en main par les acteurs locaux du processus de mise en œuvre des plans d'aménagement forestiers. En effet, après trois à quatre ans (selon les cas) d'exercice de la mise en œuvre des PAF, les PCR, Présidents de CGF et Services Techniques (Eaux et Forêts, ARD, CADL) ont accepté de se mettre ensemble pour faire une analyse critique des capacités et comportements vis-à-vis de ce processus et de définir ensemble, un produit phare permettant à chacun de mieux exercer ses responsabilités. Ce produit, c'est le CALENDRIER NORME d'élaboration et d'évaluation des PTA et Budgets des comités de gestion des PAF.

Un fait marquant à souligner a été la participation et l'engagement de l'ARD de Kolda à s'impliquer davantage dans l'accompagnement du processus des aménagements forestiers, au bénéfice d'une meilleure maîtrise des prérogatives des collectivités locales.

Le recrutement et la mise en place de prestataires de service pour le suivi de la mise en œuvre de la GAF des PAF des CR partenaires

Le Programme, en application des recommandations de l'évaluation des PAF/GAF de décembre 2009, a lancé un processus de recrutement des prestataires pour le suivi de la mise en œuvre de la GAF des plans d'aménagement. Au courant de premier trimestre (Octobre/Décembre 2010), ceci a finalement pu se matérialiser avec le recrutement de deux ONG que sont ACA (Association Conseil pour l'Action) et Aide 18 Safar dont l'une pour les PAF de la région de Tambacounda et l'autre pour ceux des régions de Kolda et de Sédhiou. Ainsi, ACA doit s'occuper du suivi des PAF de Koulor/Sinthiou Bocar Aly et de Sita Niaoulé (CR de Missirah) et Aide 18 Safar, des PAF de Saré Bidji/Thièty et de Sakar/Oudoucar. Lesdits prestataires, recrutés sur la base d'un appel d'offre de service, ont été installés et ont commencé leur prestation depuis le mois d'octobre 2010. La mission confiée aux prestataires se résume en cinq

grands axes : *l'Audit financier de la gestion des structures de gestion ; la Formation en GAF des structures de gestion du PAF et des Conseillers Ruraux, l'Elaboration du manuel de procédures administratives et financières, la Mise en place du fond documentaire sur la GRN et le PAF Suivi périodique et assistance technique.* Cette approche de suivi optée par le Programme vise fondamentalement à mettre en place les conditions d'une mise en œuvre pérenne et durable des plans d'aménagement forestier en créant des relations de service entre les collectivités locales et les prestataires locaux de services.

La formation et l'assistance technique aux comités de gestion des PAF sur la gestion administrative et financière

Suite au renouvellement des structures de gestion dans les 07 communautés rurales disposant d'un PAF, le besoin de former et d'assister les nouveaux membres sur le système de GAF s'imposait. C'est ainsi que, dans le cadre du contrat qu'il a signé avec des prestataires, le Programme a organisé plusieurs sessions de formation et d'assistance technique (une dans chaque CR) au bénéfice des membres des comités de gestion, mais aussi de certains conseillers ruraux, non membres des comités de gestion. Les formations ont été assurées soit par l'ONG ACA dans la coordination de Tamba et par l'ONG Aide 18 Safar, dans la coordination de Kolda/Sédhiou, soit par les facilitateurs. Ces sessions de formation ont touché au total **1866 personnes** (membres comités de gestion, CR, Groupes de Producteurs, populations, services techniques) dont **1528 Hommes (81,89 %) et 338 Femmes (18,11 %)**.

Dans le cadre de l'assistance technique continue aux structures de gestion, le Programme, suite à la conception et l'impression des outils de gestion par le canal de ses prestataires, a également ré initié les membres de ces dites structures au remplissage des outils. A ce jour, l'ensemble des membres des structures chargées de la gestion ont été formés. Soit au total **29 comités de gestion formés**.

L'assistance technique aux CR et aux Structures de Gestion des PAF dans l'évaluation et l'élaboration de leurs PTA et Budgets 2010

Dans le cadre de l'accompagnement des CR et des structures de gestion dans la mise en œuvre des PAF, le Programme a appuyé l'organisation des ateliers d'évaluation et d'élaboration des PTA et budgets. Cette activité est d'autant plus importante qu'elle constitue un des principes de bonne gouvernance qu'est la redevabilité des délégués de pouvoir (les structures de gestion) à l'égard de leurs mandants (conseil rural, populations). En effet, l'exercice d'évaluation et de restitution des PTA et budgets auquel sont astreints les comités de gestion vise à rendre compte chaque année de l'exécution des activités planifiées avant de faire de nouvelles projections. C'est ainsi que toutes les structures de gestion des PAF des sept (07) CR de Saré Bidji, Thièty, Koulor, Sinthiou Bocar Aly, Missirah, Sakar et Oudoucar ont été assistées à évaluer et élaborer et faire valider de leurs PTA et budgets. Au total ce sont 23 structures de gestions appuyées.

Les services techniques dans de bonnes dispositions d'accompagner les collectivités de Sakar et Oudoucar dans la mise en œuvre de leur PAF

La problématique de l'accompagnement des populations dans la pérennisation des actions et processus entamés par les Projets et Programmes, a été bien comprise des services techniques régionaux de Sédhiou impliqués dans le processus de mise en œuvre du PAF de Sakar et Oudoucar. Au-delà de l'approche, ce sont des mécanismes bien pensés qui ont été mis en place avec ces derniers pour leur permettre de se les approprier, de capitaliser et de prendre en main de façon effective la conduite des activités sur le terrain. Aujourd'hui les activités relevant des services techniques sont entièrement prises en main et suivies de façon convenable. Ces derniers clament haut et fort et ne cessent de poser des actes qui témoignent de leur détermination et leur engagement à jouer pleinement leur partition dans tout ce qui touche leurs domaines de compétences techniques au-delà même de l'intervention du Programme USAID Wula Nafaa.

Il faut ainsi noter, une mobilisation de plus de **CFA 45.000.000** de redevances versées par les exploitants (locaux et externes) de produits forestiers. Sur ces quarante millions, 10 % revenant aux conseils ruraux, ces derniers ont bénéficié par conséquent de plus de **CFA 4.500.000**.

Le tableau qui suit donne des indications sur les ressources financières mobilisées au niveau des différents plans d'aménagement, assorti des ressources fournies ou prévues pour les conseils ruraux.

Tableau : Situation annuelle des comptes des CGB/PAF d'Octobre 2010 à Septembre 2011

CR/PAF	Situation Compte (solde)	Observations
Koulor	8.930.000	+ 800.000 CFA pour le Conseil
Sinthiou Bocar Ali	10.870.000	+ 1.000.000 CFA pour le Conseil
Thièty	2.890.250	+ 280.000 CFA pour le Conseil
Saré Bidji	8.040.500	+ 800.000 CFA pour le Conseil
Missirah	14.485.000	+ 1.400.000 CFA pour le Conseil
Oudoucar	70.000	7.000 CFA pour le Conseil
Total	45.285.750	+ 4.500.000 CFA

La restitution et la validation du plan d'aménagement de la forêt communautaire de Koussanar

Le Programme a participé à la préparation et à la restitution du plan d'aménagement de la **forêt communautaire de Koussanar**. Le plan a été validé par le conseil rural en présence des populations (CV, Relais, OCB, producteurs, exploitants) et des Services techniques.

La validation technique du PAF de Koussanar, avant dernière étape du processus d'élaboration, au-delà de son caractère technique, a été un cadre d'intenses discussions de haute facture entre les principaux acteurs (Service des Eaux et Forêts, CR, Programme USAID Wula Nafaa) dans la mesure où à l'issue, le Plan d'Aménagement, sous réserve des observations faites, a été validé. Le système de gestion administrative et financière du PAF a été également adopté et un plan d'action consensuel pour la finalisation de tout le processus est aussi élaboré. C'est dire que cet atelier a été utile et a constitué un progrès remarquable à plus d'un titre, car il a permis de relancer définitivement le processus qui a connu une certaine lenteur.

Il s'en est suivi l'organisation d'une rencontre communautaire d'orientation et de validation de la GAF du PAF ; la mise en place des structures de gestion ; la formation des différentes structures de gestion (GAF) et groupements d'exploitants (Prescriptions techniques du PAF et Techniques de coupe et de carbonisation).

La finalisation du nouveau Plan d'Aménagement de la Forêt Communautaire de Saré Bidji/Thièty qui intégrant l'exploitation du bois d'œuvre

Avec la finalisation du PAF de Saré Bidji/Thièty qui intègre l'exploitation du bois d'œuvre, les redevances collectées par lesdits CR vont sensiblement augmenter dans les prochains mois. Pour le moment, un processus est déclenché pour permettre de faire un test qui permettra d'étendre l'expérience dans toute la forêt et dans les autres forêts communautaires qui jusqu'ici n'ont pas encore pris en compte le bois d'œuvre dans leur système d'exploitation.

Appui à la mise en place d'un manuel des procédures administratives et financières dans les PAF en cours de mise en œuvre

Le Programme, dans le souci de l'amélioration de la gestion des PAF, en complément du système de gestion administrative et financière déjà mis en place, appuie l'élaboration d'un manuel des procédures administrative et financière à travers les services de ses prestataires (ONG Aide 18 Safar et ACA). En effet, il s'agit pour les collectivités locales concernées de prévoir toutes les dispositions utiles et indispensables pour une bonne gouvernance à tous les niveaux de gestion des PAF. Au total cinq PAF regroupant **huit CR** ont été dotés de cet outil dont le processus a été bouclé avec les ateliers de restitution et de validation et la mise en place de la première version du manuel au niveau des collectivités locales et de leurs structures de gestion.

Appui à la mise en place de Groupement d'Intérêt Communautaire (GIC)

Les CR de Koulor, Saré Bidji et Sakar, ont chacune été divisées en deux communautés rurales distinctes, suite au redécoupage administratif opéré en 2008 par l'Etat Sénégalais. C'est ainsi que de :

- L'ancienne communauté rurale de Koulor, sont créées les CR de Koulor et Sinthiou Bocar Aly ;
- L'ancienne communauté rurale de Saré Bidji, sont créées les CR de Saré Bidji et Thièty ;
- L'ancienne communauté rurale de Sakar, sont créées les CR de Sakar et Oudoucar.

Avec ces divisions, les forêts aménagées de Koulor, Saré Bidji et Sakar sont maintenant sous la juridiction de deux communautés rurales différentes. Cette situation, pose le problème de la gestion partagée d'une ressource (notamment forestière) par deux collectivités locales distinctes, qui, si elles partagent beaucoup de réalités, n'ont pas d'accord juridique sur la gestion de ladite ressource. Cet accord est d'autant plus nécessaire que la forêt demeure unique et qu'elle doit être gérée par deux institutions différentes.

Pour aider à résoudre cette question, sur la demande des communautés rurales concernées, le Programme, en rapport avec les acteurs concernés, a sollicité le concours de Consultants expérimentés avec comme mission d'aider les entités en question à se constituer en Groupements d'Intérêt Communautaires viables et durables et dans le respect des textes en vigueur au Sénégal.

Les progrès réalisés dans ce processus sont entre autres : la tenue de larges concertations avec l'ensemble des acteurs impliqués (les Conseillers Ruraux, les autorités administratives à leur tête les gouverneurs de région, les services techniques et les populations), la délibération par les CR concernées pour marquer leur adhésion à la création du GIC et la mise en place des conseils de GIC.

3.5.4. Conventions locales

En matière de Conventions locales pour la gestion des Ressources Naturelles, les activités menées sont :

- La finalisation des POAS des CR de Bambali et de Tomboronkoto ;
- La réalisation des Conventions Locales de Dindéfelo et Sabodala ;
- Le démarrage des conventions locales de Dar Salam et Ethiolo ;
- L'animation des conventions locales de Bassoul et de Bambali.

Appui à la résolution du conflit Bassoul/Bassar



Photo 4 : Remise du diplôme de la paix au Facilitateur du Programme de la zone

A Bassoul, la mise en place de la convention locale a connu une interruption en raison d'un conflit qui a éclaté entre Bassoul village et Bassar autour de l'exploitation du « Ditax ». En effet, entre les rencontres d'information sur les modalités de mise en place de l'outil et l'élaboration des règles de gestion de la convention locale, il y a eu un affrontement entre les populations des deux villages pour s'arroger les droits d'exploiter cette ressource dont les peuplements se trouvent entre les deux villages. Ce conflit qui est récurrent entre les deux villages a été ainsi pris en charge par l'élaboration de la convention locale. Plusieurs rencontres ont été ainsi organisées pour réconcilier d'abord les

deux villages et ensuite définir des règles locales permettant une exploitation rationnelle de l'ensemble des fruitiers forestiers de la communauté rurale. Cet important travail du Programme a été salué par les autorités administratives de la zone qui ont décidé de lui décerner, à l'occasion de la fête de l'Indépendance du pays, un Diplôme de la paix en guise de reconnaissance des efforts consentis.

Appui à l'élaboration de la GAF de Bambali

A Bambali, il a été testé à la convention locale, une gestion administrative et financière (GAF) en vue de corriger la carence en moyens financiers des conventions locales. En effet, à Bambali, comme dans les autres Communautés Rurales assistées par le Programme, le fonctionnement des conventions locales reste confronté à un manque de moyens financiers pour prendre en charge les coûts récurrents à la mise en œuvre de l'outil. Dans une démarche participative, l'élaboration de la GAF a permis d'identifier des mécanismes de financement des activités de la convention locale grâce à la fixation de redevances sur les produits de cueillette et de la pêche. Les taux ont été validés par les principaux acteurs au cours d'une rencontre communautaire présidée par le 1^{er} Vice-président de la Communauté Rurale.

L'objectif de cette GAF au-delà de la mobilisation des ressources financières pour mettre en œuvre la convention locale est également de permettre une bonne organisation des populations dans le cadre global de la GRN et de l'environnement de la CR. Des comités seront ainsi mis en place au niveau des villages, des zones et de la communauté rurale pour contrôler l'exploitation des ressources naturelles au niveau des terroirs villageois. Après leur installation, ces comités seront chargés de la bonne gestion des fonds générés à travers l'utilisation d'outils de gestion identifiés et validés par les principaux concernés. Si le test est concluant, il est prévu de l'étendre à d'autres CR disposant de convention locale.

Convention locale et RNCD

A Dindéfelo, la convention locale a été introduite pour faciliter et accompagner la mise en place de la Réserve Naturelle Communautaire de Dindéfelo (RNCD). Cette Collectivité Locale n'avait pas de convention locale mais avait décidé d'ériger une Réserve Naturelle Communautaire pour la conservation et la protection des chimpanzés. L'élaboration de la convention locale a permis de définir les limites de la Réserve. Une superficie de 13 000 Ha a été définie, cartographiée, restituée et validée par les populations. Des règles locales ont été par la suite définies dans la convention locale dans de nombreux domaines dont les activités agricoles (dispositions sur l'agriculture), l'élevage, et la foresterie (cueillette de produits forestiers) qui menacent la conservation des ressources naturelles de la zone en particulier l'habitat des chimpanzés.

Appui à la gestion des chimpanzés et de l'orpaillage traditionnel

A Dar Salam et Ethiolo, la convention locale a été également introduite pour sensibiliser les populations à la présence des chimpanzés et surtout de l'opportunité de créer dans ces deux CR un ou des sanctuaires pour leur protection le long de certaines parties de la Diarha (Rivière). Le processus d'élaboration de la convention locale est à l'étape de la mise en place des règles de gestion. Cette étape sera suivie de l'élaboration d'un plan d'occupation et d'affectation des sols pour compléter la convention locale.

A Sabodala, l'élaboration de la convention locale a été appuyée par le Programme dans le but d'encadrer l'exploitation traditionnelle de l'or aux effets néfastes sur les ressources naturelles et l'environnement. Les différentes rencontres ont permis aux populations de définir dans la convention locale des règles permettant une exploitation rationnelle de la ressource dans les terroirs villageois. Des dispositions ont été également prises pour prévenir des cas de conflits dans les sites d'exploitation communément appelés « Diouras ».

Mise en relation des services techniques et Conseils Ruraux

Dans le cadre de la consolidation de la paix à Bassoul, une démarche mettant ensemble le service des eaux et forêts notamment le secteur forestier de Foundiougne et la communauté rurale a été construite. Elle a permis au Chef de secteur de Foundiougne d'accompagner le Conseil Rural sur site pour la mise en place des comités de gestion pour superviser les opérations de cueillette dans les villages. Au total, cinq comités villageois et un comité inter villageois ont été montés. Le Secteur forestier a également

élaboré avec la facilitation du Programme un plan d'actions pour superviser la mise en place de la convention locale. Ainsi, des sorties de terrain ont été effectuées par le Secteur forestier de Foundiougne pour soutenir les différents comités dans l'application des règles consensuelles de la convention locale surtout en ce qui concerne l'exploitation du « Ditax ».

La même démarche mettant ensemble les services techniques et la Communauté Rurale a été appliquée à Bambali. Cela a permis à l'IREF de Sédhio de coordonner toutes les rencontres de conception, d'élaboration et de validation du schéma d'organisation des structures de gestion autour de la convention locale et de mobilisation de ressources financières. Il s'agit pour le Programme d'étendre cette expérience à d'autres communautés rurales dans le cadre de ses nouvelles planifications annuelles, afin de pérenniser ses activités.

Appui à l'élaboration d'une GAF pour le fonctionnement des Conseils Locaux de Pêche Artisanale (CLPA)

Pour accroître les productions de cueillette de coquillages et d'huitres au niveau des zones de mangrove, le Programme a appuyé les CLPA de Missirah et Toubacouta dans l'élaboration de plan de gestion des bolongs à travers un système de fermeture rotative de certaines activités (production huitres, pagnes et coques). Dans le même sillage le Programme a réalisé un important travail de renforcement organisationnel de ces CLPA ***dont leur forme actuelle est inapte à entretenir cet outil***. Les deux CLPA ont été ainsi appuyés en leur dotant d'un document de gestion administrative et financière (GAF). La démarche est nouvelle dans le secteur de la pêche, domaine non encore transféré aux populations. Les différentes concertations organisées pour l'établissement du document, ont permis aux membres du conseil de rediscuter de l'organisation interne du CLPA afin de l'adapter pour une prise en charge correcte de l'ensemble des aspects liés à la mise en œuvre du plan de gestion des bolongs. Ainsi, les conseillers ont introduit de nouveaux organes dans l'organisation interne des deux CLPA : Assemblée générale, bureaux et des commissions spécialisées. Leurs rôles, composition et fonctionnement ont été clairement définis dans le document. Les conseillers se sont également entendus sur la nomenclature des différentes instances du CLPA : comités locaux au niveau des villages et Comité de Coordination et de Conseil, comme nouvelle appellation de l'Instance de coordination et de conseil. Les membres ont également introduit le paiement de redevances, sorte d'impôt à payer par les acteurs de la pêche (pêcheurs, mareyeurs, transformatrice, constructeur naval) pour améliorer les moyens de fonctionnement du CLPA. Enfin, les membres ont identifié et validé pour un meilleur fonctionnement administratif et financier du CLPA, un ensemble d'outils de gestion.

3.5.5. Conservation de la biodiversité (chimpanzés, bas-fonds, mangrove)

Les activités ont été marquées par la finalisation, par un Consultant, du rapport d'étude sur la mise en place d'un plan d'action pour la conservation du Chimpanzé dans toute la région de Kédougou. La restitution de ce rapport a servi de cadre pour la planification des activités des conventions locales d'Ethiolo et de Dar Salam. Ainsi, le processus de mise en place des CL et POAS à Dar Salam et Ethiolo a pu être lancé.

Par ailleurs, la réunion du Groupe de travail sur la conservation du chimpanzé s'est tenue à Kédougou le 23 juin 2011 et a porté sur l'information des acteurs impliqués dans l'exécution du Programme sur l'évolution des activités depuis la dernière réunion du 10 décembre 2010 ;

- La restitution du travail du Consultant sur le plan d'actions de la conservation ;
- La validation de la carte d'occupation des sols produite par USGS en tenant compte des zones de haute conservation et des points chauds.

Les activités de recherche sur la conservation du chimpanzé se sont poursuivies avec le suivi des subventions des Institutions (Jane Goodall, Janis Carter, Jill Pruetz). A cet effet, l'équipe d'IJG a beaucoup contribué à l'élaboration du Plan de gestion de la RNC de Dindéfelo.

Concernant la RNC de Dindéfelo proprement dite, suite aux études techniques (socioéconomiques et biophysiques) et à la mise en place de la Convention Locale, le processus de l'élaboration du Plan de Gestion a été lancé avec l'ensemble des acteurs (Services techniques, Conseil Rural, Représentants des villages, membres des Organisations Locales).

3.5.6. Suivi de l'impact environnemental et social des aménagements

Une étude de caractérisation biophysique a été réalisée par le Programme dans les bas-fonds de Ndinderleng et Kaymor.



Photo 5 : Caractérisation biophysique du bas-fond de Ndinderleng

Pour un meilleur suivi des indicateurs et de l'impact des aménagements sur la biodiversité animale et végétale, un cadre a été défini. **Pour le bas fond de Ndinderleng**, le Programme avait comme **principale préoccupation la réduction des impacts négatifs** sur le milieu naturel, notamment sur les **zones boisées**. A cet effet, la digue a été positionnée de façon à réduire les impacts négatifs sur les **191 ha** de zones boisées situées en amont de la digue. Car cet emplacement correspond au **meilleur compromis pour préserver le maximum de zones boisées autant en aval qu'en amont**. Ce positionnement de la digue a entraîné **un surcoût sur les ouvrages**. Cela a permis de préserver de l'inondation – en aval de la digue - **environs 125 ha**

de zone boisée. Il en est également du choix de la **côte de retenue à 40,5 m** (alors que la côte maximale est de **41,5 m**). Il en est surtout de la **durée de retenue d'eau** qui est de **2 à 3 mois** au maximum selon les experts du volet Agriculture.

Pour ce qui concerne le suivi, des propositions détaillées ont été faites aussi bien dans le domaine des **activités de plantations (superficie, nombre de sujets...)** que dans le domaine de **l'évolution des écosystèmes (espèces disparues, espèces nouvelles...)**.

A Kaymor, la problématique majeure n'est pas l'inondation des zones boisées car ces zones se trouvent nettement en amont (**50 ha d'un seul tenant**), mais plutôt celle de la **salinité qui a causé une mortalité importante** de la végétation arborée et herbacée. Les populations ont affirmé que **42 espèces ont disparu** avec ce fléau. Ainsi, la mise en eau après l'implantation de la digue devrait diminuer considérablement le taux de salinité et on peut **espérer le retour de la végétation**, notamment dans les **zones qui ne seront pas mises en culture**. Ce sont respectivement **70 ha, 91 ha et 120 ha** qui seront mis en eau pour les côtes respectives de **16 m, 16,40 m et 16,90 m**. Des mesures compensatoires ont été tout de même proposées afin que les quelques sujets arborés pouvant être touchés par cette mise en eau. Par ailleurs, les indicateurs concernent principalement le suivi de la salinité, de la mortalité des arbres et de l'apparition de nouvelles espèces.

3.5.7. Charbon et orpaillage traditionnel

Charbon

Les revenus issus de la vente du charbon pour l'année 2010-2011 sont de 386 773 025 FCFA contre 68 632 580 FCFA en 2010. Cette augmentation exponentielle de 318 140 445 FCFA soit 463,54% en valeur relative est principalement due à l'annulation des quotas dans les forêts aménagées permettant d'augmenter les volumes de production et les revenus au niveau des forêts aménagées, à une prolongation de la campagne 2010.

Elle est également due à la maîtrise par les producteurs locaux du circuit de commercialisation et à la signature de protocoles avec les externes donnant une priorité aux producteurs locaux par rapport aux

externes qui ne peuvent accéder à la ressource que lorsque les locaux auront exprimé leurs besoins. Ainsi, 328 producteurs dont 14 femmes ont vu leurs revenus augmenter au cours de cette année.

Orpaillage traditionnel

Le recrutement de AKAD au courant du mois d'avril 2011 a permis de relancer les activités du Programme dans l'orpaillage traditionnel. Ainsi, en six (6) mois d'activités, le Programme par le biais de AKAD a pu finaliser le processus de fabrication des unités de traitement amélioré de l'or aux GIE d'orpailleurs traditionnels appuyés dans le cadre de la subvention. Les unités constituées par deux (2) broyeurs à marteaux et deux (2) trommels sont réparties comme suit :

Unités	Equipement	Entraînement	Groupe électrogène et moteurs thermiques	Accessoires	GIE Bénéficiaire	Localisation
Unité 1	Broyeur	Moteur thermique de véhicule	sans	Aspirateur à cyclone	Association des GIE de Ngari, Ngari Sékhoto, et Tenkoto	Ngari
Unité 2	Broyeur	Moteur thermique de véhicule	sans	Aspirateur à cyclone	GIE Tomborokoto	Tomborokoto
Unité 3	Trommel	Moteur électrique 0,37 KW	5 KVA	Sluices complet armoire électrique	GIE Diamadjigui	Linguékoto
Unité 4	Trommel	Moteur électrique 0,37 KW	5 KVA	Sluices complet armoire électrique	GIE Kanbeng	Kérékonko

Après la formation des Présidents des GIE sur les aspects techniques liés au fonctionnement des unités par Monsieur Guèye, fabricant des machines, AKAD s'est attelée à la remise officielle et à la livraison desdites machines aux GIE bénéficiaires. Ainsi, les deux broyeurs ont été ainsi livrés et installés à Ngari et Tomborokoto au courant de ce mois d'octobre 2011. Un test a été effectué par le fabricant en présence de l'équipe de coordination d'AKAD. Pour les trommels, l'installation se fera après l'arrêt des pluies car les deux villages (Kérékonko et Linguékoto) sont difficiles d'accès à cette période.



Photo 6 : Remise officielle des machines aux GIE d'orpaillage par le Chef de Service Régional des Mines et Géologie de Kédougou

Au courant de l'année, les GIE d'orpaillage traditionnel appuyés par le Programme ont réalisé un CA de **386 505 000 F CFA**, soit une hausse de **65 807 500 F CFA (20,52%)** par rapport à l'année 2010. **68** nouveaux emplois ont été créés dans la filière dont **25 femmes** et **459** personnes (**178 femmes**) ont pu augmenter leurs revenus.

Pour l'année 2012, l'accent sera mis sur le suivi des GIE, le suivi de l'application des dispositions environnementales et sociales par les GIE, la collecte des données et la relance du cadre de concertation sur l'orpaillage traditionnel.

3.6. Activités Transversales

3.6.1. Changements climatiques

Les systèmes de gestion de l'eau pour l'agriculture introduits par le Programme contribuent à l'adaptation des producteurs aux changements climatiques. Pour rappel, pour cette année et par catégorie de système, les surfaces concernées sont les suivantes :

- Conservation Farming : 4 827 ha
- Aménagements de bas-fonds : 1 066 ha
- Technologies de petite irrigation pour l'horticulture : 34 ha

Même si le résultat principal attendu du « paquet technique » de la Gestion Durable des Terres (GDT) est l'amélioration des rendements agricoles, le plan d'actions en cours d'élaboration, s'appuie sur des itinéraires techniques de réintroduction des arbres à multi-usages dans les cultures, et va contribuer à améliorer la diversification alimentaire et les conditions de vie des exploitants (fruits, fourrages, bois, ombrage, etc.), multiplier les sources de revenus, améliorer la biodiversité. Ce plan permet ainsi aux populations d'être moins vulnérables aux aléas des changements climatiques.

3.6.2. Aspects genre

Dans le cadre de la Gestion des Communautés Rurales, peu de place est réservée aux femmes et aux handicapés pour des raisons sociologiques. Cependant, il est constaté çà et là des leaders qui émergent, notamment dans le cadre des organisations communautaires. La frange la plus importante dans les activités du Programme s'adonne à la riziculture.

L'aspect genre dans les activités eau et assainissement du Programme a été intégré avec l'implication et la participation des femmes dans la mise en place des instances de gestion des points d'eau. Ainsi dans les comités de gestion mis en place sur 5 postes 2 à 3 sont occupés par des femmes.

Faciliter l'accès à l'eau de proximité a considérablement diminué la charge de travail des femmes et des jeunes filles ce qui leur a permis vraisemblablement aux premières d'initier des activités économiques génératrices de revenus additionnels pour le ménage et pour les secondes d'amoindrir une des causes sociales de la déscolarisation des jeunes filles.

3.6.3. Innovations technologiques

Les innovations technologiques appliquées cette année fiscale par les producteurs sont les suivantes :

- L'utilisation de variétés de maïs certifiées adoptée par 17 entreprises, 138 producteurs ;
- La réalisation de compostières, adoptée par 84 entreprises et 569 producteurs ;
- L'utilisation de différentes variétés de riz (SH 108, SH 134, BG 90-2) adoptée par 40 entreprises et 1 567 producteurs ;
- Le Conservation Farming (dont utilisation des versions 2 du ripper et de la houe) adopté par 4 360 producteurs.

D'autres innovations technologiques sont en test. Ainsi, avec le PROMISO2, un programme d'appui à l'amélioration de la productivité du mil et du sorgho dans la sous-région (Afrique de l'Ouest), 9 sites tests sur les thèmes suivants :

- Culture du mil et test de deux variétés (Souma3, ICMV IS 89305) ;
- Culture du sorgho et tests de trois variétés (ISRA 621-A, ISRA 621-B, ISRA 622-B) ;
- Lutte contre le striga dans la culture du mil.

Ces sujets sont d'une importance capitale pour l'augmentation de la productivité dans la chaîne de valeur mil/sorgho dans la zone d'intervention du Programme.

3.6.4. Gouvernance et décentralisation

Plusieurs accords ont été signés au cours de cette année. On en trouvera une liste en annexe. De façon résumée, il s'agit d'accord avec :

- Les structures de l'Etat ou parapubliques : DRDR Fatick, DRDR Kaolack, DRDR Tambacounda, DRDR Kédougou, ISRA, AfricaRice ;
- Les Programmes ou projets : Programme Farmer to Farmer / NCBA, PAPIL (en cours de signature)
- Autres : FAO
- Les structures privées : ateliers de menuiserie métallique, ateliers de foration manuelle ;
- Les communautés rurales concernées par la maîtrise d'ouvrage des aménagements de bas-fonds ;
- Les comités de gestion pour la mise en valeur des bas-fonds.

Mobilisation des ressources financières

Le Programme s'est investi dans cette activité pour aider les CR à mettre en œuvre des activités de développement. Ainsi, des subventions ont été octroyées pour leur permettre de développer des stratégies durables d'amélioration leurs ressources financières :

- Taxe rurale à Dindéfelo : le recouvrement est passé de 27 % en 2011 à 53,09 % en 2011 ;
- Organisation de marché hebdomadaire à Sinthiou Malème : plus de 58 000 FCFA dès le premier jour de test ;
- Etat Civil à Bambali : le stationnement et le droit de place ont permis un recouvrement de 162 250 francs CFA et l'apposition des vignettes d'état civil a permis de recouvrir un montant de 12 000 francs CFA ;
- Droit de d'embarquement et de débarquement des pirogues à Bassoul et Djirnda : le processus est en cours.

Formation des conseillers communautaires et régionaux en Décentralisation, Bonne Gouvernance et Gestion Décentralisée des Ressources naturelles

La stratégie utilisée, consistant à former des formateurs locaux a connu un succès éclatant. Ainsi, 169 formateurs locaux et plus de 2100 personnes dont des conseillers ruraux, des techniciens et des membres d'OCB ont été formés.

3.6.5. Communication, vulgarisation et capitalisation

Les activités de communication et de sensibilisation ont été fortement développées durant l'année 2010-2011 pour d'une part, rendre visible le Programme et les appuis de l'USAID et d'autre part partager les acquis avec le grand public.

Les émissions radiophoniques développées sur l'étendue des zones d'intervention du Programme grâce à un réseau de radios partenaires a permis de mieux comprendre les activités du Programme notamment dans la vulgarisation de la technique de Conservation Farming, la gestion du crédit par les producteurs, la négociation des contrats, l'élaboration des budgets pour les collectivités locales, la gestion de la biodiversité, la décentralisation et la gouvernance des ressources naturelles, la sensibilisation sur l'assainissement et la gestion de l'eau, etc.

Durant l'année dernière, le Programme a réalisé 156 émissions radiophoniques sur l'étendue de sa zone d'intervention sur son réseau de radios partenaires et 143 séances de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement au niveau de la région de Tambacounda dans le cadre des activités Eau et Assainissement.

En plus de ces émissions radiophoniques, le Programme a réalisé ou participé à des événements de communication. Un «Week-End de Presse» à Kédougou avec l'Association des Journalistes de Tambacounda dans le cadre d'une subvention pour les renforcer dans la collecte d'informations sur les

activités du Programme au niveau de Kédougou avec la gestion de la biodiversité, la mise en place de la réserve de Dindéfelo et les activités agricoles.

Le Programme a participé à l'Exposition des 50 ans de présence de l'USAID au Sénégal. Une occasion de rendre visible les appuis de l'USAID dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles à travers le Programme USAID Wula Nafaa.

Le Programme a participé à la célébration de la journée de l'Environnement au niveau des régions de Tambacounda et de Kédougou et a organisé aussi une grande mobilisation pour l'assainissement du quartier abritant ses bureaux à Tambacounda.

Dans le cadre de l'appui aux populations pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement, le Programme a procédé à l'inauguration des puits construits dans le cadre du partenariat stratégique USAID et la Fondation Africa Coca Cola.

Dans le cadre des activités de communication extérieure, le Programme a assuré une vingtaine de publications.

Un protocole de partenariat a été signé avec le Journal LE SOLEIL pour la production et la diffusion de quatre (04) suppléments sur les activités du Programme USAID Wula Nafaa. Le premier numéro du supplément a été consacré aux activités du Volet Agriculture, le second aux filières et à la création de richesses, le troisième à la gouvernance et la gestion des ressources naturelles et enfin le dernier à la durabilité. Ces publications ont constitué des moments forts de communication et de visibilité du Programme et des appuis de l'USAID au niveau national et international. Les publications figurent en ligne sur le site Online du Journal LE SOLEIL.

De nombreuses autres publications ont été réalisées par le Programme. Un article portant sur le POAS a été aussi publié dans le journal « Nature et Faune » de la FAO. Un article sur la résolution du conflit a été aussi rédigé et publié dans le journal VIE de l'Université de Dakar. L'objectif était de vulgariser l'outil de convention locale comme moyen de résolution de conflit dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Deux autres articles traitant l'aménagement communautaires des forêts avec l'expérience du Programme USAID Wula Nafaa et la valorisation des filières agro forestières et forestières, ont été rédigés et envoyés pour la publication dans la revue AGRIDAPE sur la demande de l'IED.

De nombreux articles ont été écrits sur les activités du Programme lors de la participation à la FIARA. L'annuaire des collectivités locales a enregistré une insertion de présentation du Programme.

En ce qui concerne les success stories, 6 ont été rédigés et validés. Il s'agit de : l'emballage dope les ventes, le charbon investit et modernise l'habitat, l'ostréiculture contre la pauvreté, la gouvernance des bolongs et des vasières, le puits favorise la salubrité du village et riziculture : la graine renaît à Boli.

3.6.6. Durabilité et désengagement

Le Programme a fait un effort certain dans l'implication systématique des Services Techniques dans la préparation et l'exécution de ses activités dans l'objectif d'assurer un désengagement proche.

La forte implication du service forestier dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des PAF a permis déjà d'amorcer une stratégie de sortie du Programme plus rapide, autant pour les forêts de Koussanar et de Sakar-Oudoucar que pour celles qui avaient été aménagées auparavant.

Le Programme a développé une approche avec tous les acteurs clés impliqués dans sa mise en œuvre, en vue de les préparer à assurer la continuité. Ainsi, les services techniques prennent en charge les formations (par exemple, les prescriptions techniques pour l'exploitation du charbon dans forêts aménagées, la formation des surveillants de forêts) le suivi technique des activités développées telles que les évaluations des rendements agricoles. Les conseils ruraux, dans beaucoup d'activités, ont délégué une bonne partie de leurs prérogatives à des comités de gestion en charge de la gestion des bas-fonds, des périmètres maraîchers et des forêts aménagées.

Des comités consultatifs sont créés pour accompagner les comités en charge de la gestion des bas-fonds dont le secrétariat est assuré par les CADL.

L'ensemble des activités concourent à rendre disponible localement toutes les offres de service qui garantissent une gestion pérenne des infrastructures. Ainsi tant du point de vue de l'exploitation que de la maintenance, des structures sont disponibles pour la poursuite des activités à la fin du projet.

La durabilité des activités repose sur la stratégie développée, basée sur un renforcement de capacités mais aussi la sensibilisation pour le changement de comportement idoine afin d'aboutir à une meilleure prise en charge des problèmes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les villages.

De plus, la contractualisation avec des préposés à la gestion des pompes manuelles permet de créer des emplois rémunérés au niveau du village ce qui est gage du fonctionnement continu du point d'eau.

Le renforcement de capacités vise le changement de comportement des élus, des leaders locaux, et des populations et non pas simplement se limiter au transfert de connaissances. Pour ce faire, les méthodes utilisées ont été diverses et variées en fonction des activités et leur application aboutit à l'adoption et l'application des principes de bonne gouvernance, c'est-à-dire l'obligation pour les leaders locaux, y compris les élus et les responsables d'organisations communautaires.

3.6.7. Suivi, Évaluation, Restitution et Analyse

Pour le SERA, cette année a été marquée par la venue de deux missions d'audit. La première menée par le Responsable du Suivi-Evaluation de l'USAID s'est déroulée entre le 22 et le 26 novembre 2010 avait pour objectif de vérifier les données fournies dans le rapport annuel soumis à l'USAID / Sénégal.

Pour évaluer la qualité des données fournies par l'USAID Wula Nafaa, le M&E de l'USAID a rencontré une partie du staff de WN à Tambacounda pour expliquer les raisons et le but du DQA, qui, à leur tour, ont présenté leur système de collecte, de traitement et de stockage des données.

Des conclusions et des recommandations préliminaires pour améliorer la collecte des données du Programme, le traitement, les rapports et les procédures de stockage ont été faites.

La seconde mission a été menée par le bureau de l'audit de l'USAID et a recommandé de revoir les objectifs de performance du Programme pour le SERA. Ainsi, plusieurs réunions ont été organisées entre les membres de l'USAID et le staff du Programme pour discuter de cette question. Au finish, le nombre d'indicateurs est passé de 51 à 43. Les indicateurs liées à la nouvelle stratégie « Feed the Future » ont été également intégrés sur cette liste.

A la suite de cette révision, le manuel de SE a été réactualisé pour prendre en compte ces changements et des séances de formations ont été organisées dans les régions de Kolda, Kaolack et Tamba pour imprégner les facilitateurs des changements qui sont intervenus.

En outre, la responsable du SERA a participé à deux ateliers organisés par l'USAID à Dakar et à Accra. Ces ateliers avaient pour objectifs d'avoir une même compréhension des indicateurs FtF.

En plus de ces activités, SERA a eu à appuyer la Direction du Programme et les différentes composantes dans la planification et la prise de décisions en matière de SE et d'accès à l'information

3.7. Gestion du programme

3.7.1. Gestion et Administration

Dans le cadre de l'approche liée à l'Initiative Alimentaire pour le Futur, le Programme a développé une autre démarche en matière de planification. Ainsi, le décloisonnement des Volets est maintenant effectif permettant d'élaborer un PTA qui prend en compte la synergie entre les différentes composantes sur la base du triptique « Nature, Richesse, Pouvoir ». C'est sur cette base qu'une planification opérationnelle mensuelle est élaborée, prenant en compte les activités prévues par mois dans le PTA. A la place des réunions hebdomadaires, il est prévu des réunions thématiques à chaque fois que nécessaire, afin d'approfondir certains sujets de manière concertée.

3.7.2. Gestion des facilitateurs

Suivi et Supervision des Facilitateurs

Pour la première fois, suite au réaménagement survenu dans le dispositif des coordinations avec la création de poste de supervision, des réunions de coordination tournantes regroupant les ACF, les Superviseurs et la direction du Programme se sont tenues afin de trouver les voies et moyens à mettre en œuvre pour renforcer le suivi et l'assistance aux facilitateurs.

Les ACF et les superviseurs ont effectué des missions de suivi et de supervision durant toute l'année dans les zones au cours desquelles une assistance technique a été apportée ; également des difficultés d'ordre technique et logistique ont été notées et ont fait l'objet de prise en charge par le Programme.

Evaluation des performances et réaménagement du dispositif des Facilitateurs

Le meilleur suivi des facilitateurs a été une préoccupation avec la volonté d'être proche des facilitateurs et répondre rapidement aux sollicitations du terrain. C'est ainsi qu'il a été décidé de créer deux zones de supervision : la zone Sud-est comprenant les Coordinations de Tambacounda, Kolda et Kédougou et la zone Sud-ouest avec les Coordinations de Kaolack, Fatick et Ziguinchor. Deux superviseurs ont été nommés à ces postes et sont chargés : a) d'appuyer les Assistants Coordonnateur de Facilitateurs (ACF) ; b) suivre la cohésion des activités menées, en vue de l'atteinte des résultats ; c) identifier les points de désengagement possible du Programme ; d) vérifier l'application des orientations des Volets ; e) et participer à une évaluation plus cohérente des ACF et Facilitateurs.

Pour une cohérence de l'ensemble, des réunions trimestrielles ayant un caractère tournant ont été organisées dans les coordinations, afin de trouver des solutions aux préoccupations des facilitateurs et réfléchir sur le bon déroulement des activités planifiées et proposer des solutions à la Direction.

Les performances annuelles des Facilitateurs ont été évaluées, conformément aux procédures existantes en la matière. Les analyses et conclusions de ces évaluations sont également faites et partagées avec les intéressés.

Ces évaluations de performance ont été la base de la réduction du nombre des facilitateurs et du réaménagement corrélatif du dispositif. En effet, tenant en compte les objectifs de durabilité et de pérennisation des acquis du Programme, un désengagement progressif a été effectué à la fin de l'année. Ce désengagement concerne des communautés rurales et entraîne une réduction du nombre des facilitateurs ainsi que leur redéploiement.

Compte tenu des aménagements ci-dessus, la ventilation des facilitateurs par Coordination est la suivante :

- Supervision Zone Sud/Est : 1 superviseur, 4ACF dont 1 ACF technique pour les activités du volet Agriculture et 15 facilitateurs :
 - Tambacounda : 2 ACF et 7 facilitateurs dont 5 pour le Volet Agriculture ;
 - Kolda : 1 ACF et 4 facilitateurs dont 1 femme ;
 - Kédougou : 1 ACF et 4 facilitateurs dont 2 pour le Volet Agriculture ;
- Supervision Zone Sud / Ouest : 1 superviseur, 1 ACF et 8 facilitateurs :
 - Ziguinchor : 1 superviseur ;
 - Kaolack/ Fatick: 1ACF et 8 facilitateurs dont 7 pour le Volet Agriculture parmi lesquels 1 femme.

Formation des Facilitateurs

Le Programme a continué le renforcement de capacités des facilitateurs dans de nouveaux domaines et est en train de les préparer dans des domaines pouvant servir l'atteinte plus rapide des résultats et susciter de nouvelles vocations. Il a entrepris des formations au tour des thèmes suivants :

- La formation des nouveaux facilitateurs sur la l'approche participative et la facilitation ;

- Pré-diagnostic et diagnostic des entreprises pour leur permettre de mieux comprendre la situation d'une entreprise et proposer des solutions pour son développement ;
- Evaluation de la formation en Conservation Farming et participation à la formation d'autres Projets dans cette activité avec identification des facilitateurs pouvant devenir des formateurs en CF ;
- Fertilisation des sols par le compostage avec la participation d'un consultant en Farmer to Farmer mis à la disposition au Programme par le Projet partenaire CLUSA USDA ;
- Gestion intégrée de la fertilité, lutte contre le *striga* et multiplication des semences ;
- Rédaction de *success stories* pour les facilitateurs de Kaolack et Fatick ;
- Bonne Gouvernance et Décentralisation. : cette formation a été initiée à l'intention des facilitateurs et des personnes ressources des CR partenaires dans le but de permettre d'en assurer la démultiplication au niveau des communautés pour atteindre un plus grand nombre de public ;
- Régénération Naturelle Assistée (RNA) : à travers cette formation des facilitateurs, le Programme vise la promotion des bonnes pratiques de conservation des terres et de la biodiversité auprès des populations rurales en général et des producteurs agricoles en particulier. L'adoption de cette pratique par les producteurs peut être un facteur de fertilisation des terres agricole et du coup d'amélioration de la productivité ;
- Recyclage des facilitateurs sur le système de suivi-évaluation du Programme : suite à la revue des indicateurs contractuels par l'USAID, des sessions de mise à niveau des facilitateurs ont été organisées pour renforcer la compréhension et permettre le remplissage correct des fiches de collecte ;
- Formation des facilitateurs sur les bonnes pratiques de production de riz ;
- Formation des nouveaux facilitateurs (Koulor et Koumpentoum) sur la collecte et le remplissage des cahiers et registres ;
- Formation sur le questionnaire de durabilité des entreprises ;
- Formation sur l'approche coopérative ;
- Formation en SUAP dans le cadre du protocole avec ICS/Senchim pour le traitement des cultures avec des produits naturels.

3.7.3. LASF/Subvention

LASF

Le Fonds d'appui à l'agriculture locale d'USAID Wula Nafaa (LASF) appuie les investissements directs au niveau des activités de terrain à travers des sous-contrats, des services de consultation et des ordres d'achat. Les besoins sont identifiés à travers l'analyse des chaînes de valeurs et l'interaction avec les acteurs du terrain. C'est ainsi qu'au cours des années fiscales 2010 et 2011, le LASF a contribué à appuyer les investissements suivants. Il s'agit :

- Des investissements dans la chaîne de valeur riz comme la construction d'ouvrage hydro-agricole dans les bas-fonds de la Communauté Rurale de Ndinderleng de Keur Samba Guèye / Toubacouta, de Kaymor dans la Communauté Rurale de Kaymor, de Wassadou dans la CR de Dialacoto, de Ferme 2 et Samécouta dans la CR de Bandafassi et commune de Kédougou, et aussi comme la construction digues et d'ouvrages hydro agricoles à Djilor, Nemabah, Boli 1, Boli2, et Ndour Ndour ;
- Des investissements dans les chaînes de valeur mil/sorgho et maïs comme la fabrication de rippers et houes adaptés au Conservation farming, le développement de relations liées à des services professionnels comme les producteurs de semences, services de labour, services de décorticage entre autres ;
- Des investissements dans le secteur de l'amélioration de la diversification des revenus (l'horticulture) dans la fabrication des pompes à pédales, les clôtures des périmètres maraichers et aussi construction de puits, bassins, et de réseau de distribution d'eau entre autres.

Chaque activité déjà réalisée ou en cours durant des années fiscales 2010 et 2011 continuera à contribuer à l'objectif global de réduction de la pauvreté et accroître la sécurité alimentaire des ruraux pauvres au Sénégal grâce à l'utilisation du LASF.

Fonds des Petites Subventions

Le Programme USAID Wula Nafaa dispose aussi d'un Fonds de Petites Subventions pour compléter les autres Volets.

L'objectif du Fonds est de contribuer à la durabilité des résultats du Programme à travers les activités développées par les autres Volets. C'est ainsi que durant des années fiscales 2009 et 2010 le Fonds des Petites Subventions continue à contribuer à la mise en œuvre des actions ciblées par le Programme. Durant des années fiscales 2010 et 2011, certaines activités sont en cours, notamment la conservation des chimpanzés et développement de l'écotourisme durable dans la région de Kédougou, au Sud-est du Sénégal.

Grâce au Fonds de petites subventions, la composante eau et l'assainissement de l'USAID Wula Nafaa est en train de travailler avec la communauté rurale de Dindéfelo pour la construction des latrines publiques et privées pour améliorer l'hygiène et la santé des villageois. Cette activité est presque terminer.

Grâce à un Fonds de petites subventions avec IDEE Casamance, les pêcheurs sénégalais, parties prenantes et la société civile, sont en train d'apprendre de meilleures pratiques de pêche dans la région de Casamance. Le projet organise des émissions de radio pour informer, sensibiliser et éduquer le public sur les risques de surpêche ainsi que le suivi et l'évaluation de l'industrie de la pêche dans la zone de Goudomp. Cette activité qui était prolongée jusqu'en septembre 2011 vient de se terminer.

La composante de Création de Richesses est en train de travailler avec le GIE ostréiculture de Sokone grâce au Fonds de Petites Subventions pour une réorientation de l'effort de cueillette des huîtres vers l'ostréiculture et l'adoption des bonnes pratiques de cueillette dans le cadre d'une gestion durable de la mangrove et de ses ressources. Cette activité va permettre d'équiper les participants avec les outils nécessaires pour non seulement mieux gérer les ressources naturelles existantes et de la mangrove d'une manière plus durable, mais aussi les moyens d'accroître et de maximiser leurs profits de la récolte des huîtres. Le GIE ostréiculture de Sokone a déjà réalisé des activités comme la sensibilisation et la préparation de site. Ils ont aussi acheté du matériel d'élevage, confectionné 28 800 guirlandes et démarré les travaux d'extension et la réfection du bassin de pré dégorgement de Medina Sangako.

Toutes les activités déjà en cours ou prévues permettraient au Programme USAID Wula Nafaa de travailler avec ses partenaires dans un contexte de facilitation et de stimulation du développement des entreprises ainsi que de l'encouragement de l'utilisation durable et de la gestion améliorée des ressources naturelles dans les zones ciblées.

4. CONTRAINTES, OPPORTUNITES ET AXES PRIORITAIRES POUR LA PROCHAINE ANNEE

4.1. Contraintes

Aucune contrainte majeure influant sur l'exécution du PTA n'a été notée.

4.2. Opportunités

Les opportunités suivantes ont été notées :

- Les appuis des Volontaires Farmer-to-Farmer à l'équipe du Programme USAID Wula Nafaa pour continuer à améliorer nos connaissances sur la fertilité du sol, pour contribuer à améliorer des pratiques rizicoles dans les bas-fonds et le suivi de l'impact des changements climatiques ;
- Le fonctionnement des BIC a permis aux CL d'avoir des outils d'aide à la décision pour une gestion durable des ressources naturelles ;
- L'inauguration des puits financés par le WADA ;
- Les insertions dans le Journal LE SOLEIL ont été de grands moments de communication et de visibilité du Programme et des appuis de l'USAID ;
- L'inauguration de la digue de Ndinderleng a été aussi un moment fort pour mobiliser le comité de pilotage du Programme autour des réalisations ;
- La participation à des foires (FIARA, FIDAK, Foires régionales) ;
- La signature de protocoles avec certains partenaires.

4.3. Axes prioritaires pour la prochaine année

Les axes prioritaires suivants sont définis :

- Le renforcement des capacités des producteurs leaders au niveau communautaire afin de garantir la mise en œuvre correcte des différents principes CF ;
- Le développement des outils nécessaires aux comités de gestion pour une mise en valeur optimale des aménagements rizicoles ;
- La consolidation des activités d'aménagement forestier et de gestion des ressources naturelles ;
- Le test d'exploitation du bois d'œuvre « aménagé » dans la Forêt de Saré Bidji ;
- La finalisation du plan de gestion de Dindéfelo et sa mise en œuvre ;
- L'introduction de la RNA pour une meilleure gestion des terres agricoles ;

Contraintes, opportunités et axes principales

- La poursuite de la caractérisation biophysique des bas-fonds aménagés (Wassadou) ;
- La formation des responsables des BIC en SIG/BD ;
- La création d'une dynamique de gestion durable des ressources naturelles dans les terroirs villageois à travers la convention locale ;
- La finalisation et la consolidation des ouvrages Eau et Assainissement avec l'implication des acteurs locaux et des services techniques.
- La production et la diffusion de *success stories* en vidéo ;
- La conception de manuels et guides pour la capitalisation des démarches et d'approches du Programme ;
- Le partage des documents avec des centres de ressources au niveau national et international ;
- L'appui aux entreprises pour la mise en place de points de vente des produits forestiers et agricoles à Dakar et à Thiès (Cantine FIARA).

5. SUCCESS STORIES

SUCCESS STORY

Le charbon investit et modernise l'habitat

Les retombées de l'exploitation durable des forêts servent à investir dans l'habitat en zone urbaine.



Photo : Anath Diop

IBRAHIMA BALDE DEVANT SA MAISON EN BANCO (MATIERE SABLO-ARGILEUSE) POINTANT SON DOIGT VERS LA VILLE OU IL CONSTRUIT UNE MAISON MODERNE.

«Le charbon est du ressort des peulhs venant d'autres contrées selon les croyances. Mon expérience avec USAID Wula Nafaa m'a permis de comprendre que l'exploitation n'a rien changé de mon statut social ; bien au contraire »
Ibrahima Baldé, GPC Peliital de Niandiaye, Saré Bidji.

L'aménagement des forêts constitue pour le Programme USAID Wula Nafaa un moyen de contribuer à l'augmentation des revenus des populations tout en assurant une gestion durable des ressources naturelles. C'est devenu une réalité au niveau de la région de Kolda, dans le Sud du Sénégal. Dans la forêt de Saré Bidji où les populations étaient culturellement réticentes à l'exploitation du charbon, un horizon nouveau se profile : la gestion durable de la forêt procure des revenus aux populations. Ainsi, les populations se sont organisées en groupements de producteurs. Fait innovant, les recettes tirées de l'exploitation servent à investir dans d'autres secteurs comme le bâtiment en milieu urbain. C'est le cas d'Ibrahima Baldé du Groupement de Producteurs de Charbon. « J'avais une exploitation maraîchère qui m'assurait un revenu de 200.000 à 300.000 francs CFA ainsi qu'un champ d'arachide qui m'ont permis de vivre et construire ma maison en banco. En intégrant le GPC, je minimisais les retombées. Cependant après 6 mois d'exploitation, j'ai pu envoyer un camion de charbon en ville et je me retrouve avec un bénéfice d'un million de francs CFA » révèle Ibrahima Baldé avec un brin de fierté. Poursuivant, il déclare, « Surpris par autant d'argent en 6 mois, je me suis consacré un peu plus à l'exploitation. J'ai pu ainsi faire partir 2 camions le trimestre suivant avec le même bénéfice unitaire soit 2 millions de francs CFA. Ainsi, j'ai décidé d'entreprendre à Kolda la construction d'un bâtiment dont le coût est d'environ 3,5 millions de francs CFA ».

Le Programme USAID Wula Nafaa appuie l'Etat du Sénégal dans la lutte contre la pauvreté par un développement local durable et une gestion durable des ressources naturelles dans les régions Centre, Sud Est et Sud.

Ibrahima Baldé indique qu'il plaide pour l'entrée des populations autochtones dans l'exploitation du charbon qui rapporte des revenus substantiels tout en préservant la nature.

SUCCESS STORY

Le puits favorise la salubrité du village

Le phénomène est captivant. L'installation d'un puits a changé le décor du village. L'assainissement est passé par là.



Photo : Samba Diouf

UNE SEANCE D'ASSAINISSEMENT
DANS UN VILLAGE AVEC DES
POPULATIONS MOBILISEES

« Avant le Programme, le village était très sale. Aujourd'hui, des journées de nettoyage sont régulièrement organisées », a soutenu le PCR Sakho

Le village de Tivaoune Kroum-Coupé dans la communauté rurale de Koar, Région de Tambacounda est remarquablement propre. On y respire de l'air vif et fort salubre. Ce changement qualitatif noté avec satisfaction par les populations, est intervenu avec l'arrivée du Programme USAID Wula Nafaa dans ce village. Tout est parti d'un puits réalisé par le Programme dans le cadre de ses activités d'accès à l'eau potable et l'assainissement « C'est bien de forer un puits parce que cela permet aux populations d'avoir de l'eau potable. Mais le programme est allé un peu plus loin en sensibilisant les populations sur un ensemble de pratiques individuelles et collectives visant à la préservation et à l'amélioration de la santé », a expliqué Abdoulaye Boly, responsable du volet eau et assainissement du programme.

Le Programme USAID Wula Nafaa appuie les populations à travers les collectivités locales, en collaboration avec les services techniques, pour un meilleur accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Le comité de gestion du puits que le Programme a aidé à mettre en place, a permis aux jeunes et aux femmes de ce village de se familiariser avec les bons comportements d'hygiène. L'impact des formations dispensées par les agents du Programme est visible sur le terrain. A Tivaoune Kroum-Coupé, tout le monde sait désormais comment se laver les mains et pourquoi ce geste simple est important. « En matière d'hygiène, nous avons beaucoup appris. Nous savons maintenant quels comportements adoptés pour éviter les maladies hydriques », s'est félicitée Aissatou Sarr, vice-présidente du comité de gestion du puits.

Le Président du Conseil Rural s'est surtout réjoui de la réalisation du puits dans une communauté rurale où les gens ont « très » soif. « Sur les 20 villages de la Communauté rurale, seuls 3 disposent de l'eau potable », a souligné Baganda Sakho qui ajoute que le seul forage motorisé de la zone date de 1982.

SUCCESS STORY

L'emballage dope la vente des produits

Des entreprises améliorent l'emballage. Résultat : le produit est mieux apprécié par les consommateurs



Photo : Madior FALL

LE FONIO ET LA POUDRE DE BOUY EN EMBALLAGE AVEC LE DESIGN DU PROGRAMME USAID WULAA SUR LES RAYONS

« Avant le charbon était emballé dans des sacs de 40 Kg vendus entre 6 000 FCFA mais avec les sachets, nous avons pu obtenir 8 500 FCFA pour la même quantité soit 2500 FCFA de plus sur le sac ». ADY Diallo, Secrétaire du Réseau des Producteurs de charbon de Missirah.

Ce n'est plus un secret. Les consommateurs deviennent de plus en plus exigeants face aux produits alimentaires. La réalité est bien comprise par certaines entreprises rurales travaillant dans la valorisation des produits agricoles et agro forestiers.

Le Programme USAID Wula Nafaa a appuyé les entreprises rurales à s'inscrire dans cette dynamique, considérée comme une innovation pour un meilleur positionnement dans un marché concurrentiel et exigeant. « L'objectif visé à travers un appui pour la conception d'un design et l'acquisition d'emballages est de permettre aux unités bénéficiaires d'améliorer le conditionnement ainsi que la présentation de leurs produits afin d'augmenter leurs ventes donc leurs revenus. La première commande des emballages a été entièrement supportée par le Programme et les entreprises bénéficiaires se sont, par la suite, organisées pour les autres commandes et bénéficier ainsi d'une économie d'échelle. », a expliqué Mme Bineta Coly Guèye, Responsable Marketing du Programme.

Le Programme USAID Wula Nafaa appuie la valorisation des productions agricoles et agro forestières dans les régions Centre, Sud Est et Sud du Sénégal.

Les bénéficiaires des emballages apprécient fortement. Interrogé, M. Kadiali Konté, Président de l'Unité de transformation Soutoura, déclare « Le Programme USAID Wula Nafaa nous a doté de 2 300 sachets de fonio et de baobab, nous a formé dans le conditionnement et nous a donné toutes les informations pour commander des sachets. C'est ainsi qu'après avoir vendu tout mon stock rapidement, je me suis rendu seul à l'usine de fabrication pour acheter un stock de 4000 sachets en prévision. Les sachets attrayants nous ont permis d'améliorer la présentation de nos produits et de mieux vendre ».

Gouvernance des Bolongs et vasières

Les zones de production des ressources halieutiques sont mises en gouvernance par les populations locales



Photo : Madior FALL

UN PANNEAU SIGNALITIQUE
INDIQUANT LA FERMETURE D'UN
BOLONG A TOUBACOUTA

« Le Programme USAID Wula Nafaa est en train de faire ce que les services techniques n'ont pas pu faire dans la restauration de la biodiversité à cause du manque de moyens » M. Bocar Barry, Chef du service des pêches de Foudiougne

La gouvernance des ressources naturelles est devenue une réalité au niveau des ressources halieutiques dans la région de Fatick, au Sénégal. Des conventions locales de gestion des ressources au niveau des bolongs et des vasières, sont élaborées et mises en œuvre par les populations locales en collaboration avec les services techniques et les collectivités locales. Ainsi dans les zones de mangrove sont identifiés, les vasières et les bolongs fermés temporairement à l'exploitation, à travers une croix portée par des plaques. Avec l'appui du Programme USAID Wula Nafaa, une centaine de bolongs et de vasières de la région naturelle du Sine Saloum, soit environ une superficie de plus de 10 000 ha, seront soumis sous gestion.

Le Programme USAID Wula Nafaa a pour objectif de permettre à la population d'exploiter la ressource de façon durable en mettant un terme aux pratiques néfastes dans la récolte des mollusques. « Avec l'appui de l'USAID Wula Nafaa nous a permis de mettre en place des Conseils locaux de pêche artisanale (CLPA) et de redynamiser celles qui existaient déjà. C'est un partenariat bénéfique à tout point de vue, car il nous aide à impliquer la base dans les prises de décisions conformément à la lettre de politique sectorielle », soutient Abdoul Aziz Ly, Inspecteur régional des Pêches de Fatick.

« Les décisions de fermeture se prennent aux réunions des Conseils locaux de pêche artisanale (CLPA) où tous les villages sont représentés », explique Yandé Ndao, Présidente du groupement de femmes « Mbogoyiff ». Les populations se sont approprié des notions de bonne gouvernance locale grâce à la mise en place de cadres locaux de pêche artisanale. Tout se fait sur la base de consensus établis. Une démarche de fermeture rotative des bolongs et vasières, favorisée par l'approche participative instaurée entre administration des pêches et les acteurs impliqués, explique le spécialiste des pêches du Programme USAID Wula Nafaa.

SUCCESS STORY

L'Ostréiculture contre la pauvreté

La gestion durable des huîtres, mollusques et crevette, permet de lutter contre la pauvreté au Sénégal



Photo : Madior FALL

L'OSTREICULTURE AVEC LA TECHNIQUE DES GUIRLANDES PERMET DE GERER DURABLEMENT LA RESSOURCE ET DE TIRER DES REVENUS IMPORTANTS

« Aujourd'hui, notre village ne connaît plus faim », révèle Diarriatou Sarr, membre du groupement

Dans un passé récent, mollusques, huîtres et crevettes se faisaient rares à Médina Sanghako, à Sandicolyl et à Soukouta. Ces espèces halieutiques qui faisaient la fierté et la richesse de ces villages situés dans la communauté rurale de Toubacouta, région de Fatick, au Centre-Ouest du Sénégal, ont refait surface au grand bénéfice des populations, désormais conscientes des enjeux de la protection de l'environnement et de la bonne gestion des ressources naturelles.

Dans les bolongs, les populations ont définitivement tourné le dos aux pratiques qui ont occasionné la raréfaction des ressources. Une véritable révolution silencieuse se dessine. « Nous avons été formés et sensibilisés sur la gestion durable de nos ressources. Ce qui a conduit à une augmentation sensible des rendements », se félicite Doudou Diamé, Vice-Président d'un groupement spécialisé dans l'élevage d'huîtres. Ce groupement qui compte 84 membres, inonde aujourd'hui le marché dakarois en huîtres frais. L'ostréiculture est devenue un moyen efficace de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations.

En effet, dans les bolongs de Soukouta et de Sandicolyl, le visiteur est impressionné par les nouvelles méthodes de récolte des huîtres mises en œuvre par les populations. Il s'agit notamment de l'élevage en guirlandes, une technique qui permet de pratiquer l'ostréiculture sur des fils à hauteur des racines de palétuviers. « Sur une corde, on peut parfois récolter 50 huîtres », informe Vaque Ndiaye, spécialiste des pêches au niveau de l'USAID Wula Nafaa. Cette est une solution à la dégradation de l'écosystème mangrove, marquée, entre autres, par des coupes abusives.

Selon M. Diamé, le chiffre d'affaires de son groupement est passé de 6 à 11 millions de F CFA par an. « Ce qui était impensable il y a quelques années », a-t-il fait remarquer.

SUCCESS STORY

Riziculture : La graine renaît à Boli

Une digue érigée, un appui en labour et en semences. Le bonheur des populations de Boli de voir la renaissance de la culture du riz, est grand.



Photo : Saliou Mbooj

DES FEMMES TRAVAILLANT DANS LA RIZIERE A COTE DE LA DIGUE ERIGEE

« Il y a des ménages qui ne vont plus payer du riz à la boutique du village. On aura assez de riz pour vivre grâce à cette digue et les superficies mises en culture », a soutenu le Président du Comité de Gestion du Bas fonds.

C'était l'ambiance des grands jours. Pour manifester leur joie aux visiteurs venus constater le développement de la culture du riz dans leur bas-fond, les populations de Boli Mandaw dans le département de Foundiougne, région de Fatick, sont sorties en masse au rythme des chansons, danses et tam-tam.

Pour ces populations le bonheur se justifie grâce à la construction d'une digue et l'appui en intrants et labour pour permettre de faire passer les superficies de cultures de riz de 5 hectares à 150 hectares rizicultivables dont 50 sont mises en valeur cette campagne 2011.

Le Programme USAID Wula Nafaa appuie la politique de l'Etat du Sénégal dans l'objectif d'atteindre la sécurité alimentaire à travers la promotion d'une agriculture durable et compétitive.

Dans le bas-fond de Boli Madaw, le récit des populations est pathétique « il n'y avait que de vieilles femmes nostalgiques de la culture du riz que pratiquaient leurs parents. Elles tentaient de valoriser à peine de petites superficies avec des moyens rudimentaires » nous lance un jeune. Poursuivant, il révèle « Actuellement tous les jeunes veulent faire la culture du riz et ne plus aller vers les villes chercher du travail ».

Le Président du comité de gestion de la vallée évoque avec émotion l'appui du Programme USAID Wula Nafaa. « Le Programme a érigé la digue, appuyé en semences et labour et nous sommes satisfaits car nous avons la promesse d'une bonne récolte de riz jamais obtenue dans cette localité. » Le Comité va récupérer les remboursements des appuis en nature ou en argent pour créer un fonds et permettre l'extension progressive et pérenne des superficies et la gestion de l'ouvrage. D'autres partenaires se manifestent pour contribuer aux appuis du Programme USAID Wula Nafaa.

« On ne cultivait qu'avec la main et difficilement. Avec l'appui en labour du Programme, le travail devient facile et on gagne plus » déclare la dame Sagar Fall.

ANNEXE I : RESULTATS VISES

Les principaux résultats visés par le Programme sur une période de cinq ans, s'inscrivent dans 6 Volets :

Volet Agriculture dont l'atteinte des objectifs est mesurée par ces indicateurs suivants:

- Augmentation des quantités produites par les entreprises assistées par le programme, désagrégée par chaîne de valeur ;
- Nombre d'hectares affectés par les systèmes de gestion de l'eau nouveaux ou améliorés ;
- Nombre de petits ménages bénéficiant des systèmes de gestion de l'eau nouveaux ou améliorés
Nombre de petits ménages augmentant leur production à partir des produits agricoles clés ou de produits animaux ;
- Nombre de ménages ruraux bénéficiant directement de l'assistance du GUS ;
- Nombre de nouveaux systèmes de gestion de l'eau mis en place ;
- Nombre de systèmes de gestion de l'eau existants améliorés ou étendus ;
- Nombre de nouvelles technologies ou pratiques de gestion mises à disposition des bénéficiaires grâce à l'aide du GUS ;
- Nombre d'entreprises privées, d'organisation de producteurs, d'association d'utilisateurs d'eau, d'associations de commerce et d'OCB qui ont appliqué les nouvelles technologies ou les pratiques de gestion grâce à l'assistance du GUS ;
- Nombre de producteurs et autres qui ont appliqué les nouvelles technologies ou les pratiques de gestion grâce à l'assistance du GUS ;
- Nombre de petits producteurs formés sur le respect des normes de production établies ;
- Nombre d'associations de producteurs formées sur le respect des normes de production établies ;
- Nombre de petits producteurs recevant de la formation sur les nouvelles technologies ;
- Nombre d'associations de producteurs recevant de la formation dans les nouvelles technologies ;
- Nombre de CR, d'OCB recevant des informations sur les enjeux politiques et les implications au niveau local (y compris agences et services techniques).

Volet Biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles dont l'atteinte des objectifs est mesurée par les indicateurs ci-dessous :

- Nombre d'hectares supplémentaires aménagés grâce à des techniques ou pratiques améliorées de gestion grâce à l'appui du GUS ;
- Nombre d'hectares dans les aires biologiques significatives bénéficiant de gestion améliorée grâce au soutien du GUS ;
- Nombre d'hectares sous gestion améliorée des ressources naturelles ;
- Nombre d'hectares où les surveillants locaux suivent la mise en œuvre des plans d'aménagement et des conventions locales ;

- Nombre d'hectares ayant un fonds d'aménagement forestier géré par la collectivité locale ;
- Nombre d'individus ayant bénéficié d'une formation de courte durée sur la productivité dans le secteur agricole ;
- Nombre de personnes bénéficiant d'une formation en GRN et/ou conservation de la biodiversité.

Volet Amélioration de la Bonne Gouvernance dont l'atteinte des objectifs est mesurée par ces indicateurs :

- Nombre de systèmes de supervision externe de l'utilisation des ressources publiques appuyés par le GUS ;
- Nombre de collectivités locales recevant l'aide du GUS pour augmenter leurs sources de revenus annuels ;
- Nombre de processus appuyés par le GUS pour permettre aux citoyens de participer aux activités de leur collectivité locale ;
- Nombre d'individus formés pour renforcer la gouvernance locale et/ou la décentralisation.

Volet Politique et Communication dont l'atteinte des objectifs est mesurée par les indicateurs ci-dessous :

- Nombre de politiques, lois, protocoles ou accords visant la promotion des ressources naturelles et la conservation, et qui sont mises en œuvre grâce à l'appui du GUS ;
- Nombre d'événements publics d'éducation et de vulgarisation organisés ;
- Nombre de vulgarisation et de publications, bulletins ou communiqués sur les réformes politiques.

Volet Création de Richesses dont l'atteinte des objectifs est mesuré par les indicateurs ci-dessous :

- Nombre de personnes ayant augmenté leurs profits économiques grâce à une gestion / conservation durable des ressources naturelles ;
- Valeur totale des ventes ;
- Nombre d'entreprises recevant l'assistance de l'USAID pour améliorer leurs pratiques de gestion ;
- Variation en pourcentage de la valeur des produits achetés chez les petits producteurs grâce à l'assistance du GUS ;
- Augmentation de la valeur de l'exportation des ressources naturelles, produits agricoles non traditionnels et pêche marine à source durable ;
- Nombre d'entreprises privées, d'organisation de producteurs, d'association d'utilisateurs d'eau, d'associations de commerce et d'OCB recevant l'assistance de l'USAID ;
- Nombre de membres dans les organisations de producteurs et les OCB recevant l'assistance de l'USAID ;
- Nombre d'emploi à plein temps créés ;
- Nombre d'organisation / associations de femmes assistées ;
- Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant directement de l'intervention de l'USAID ;

- Valeur des crédits accordés aux ruraux pour le développement d'activités agricoles ;
- Nombre de petites et moyennes entreprises assistées pour accéder aux institutions financières.

Volet Eau Potable et Assainissement dont l'atteinte des objectifs est mesurée par les indicateurs ci-dessous :

- Nombre de personnes dans les zones ciblées avec accès à un approvisionnement en eau potable amélioré ;
- Nombre de personnes dans les zones cibles avec accès à une installation sanitaire améliorée.

ANNEXE 2 : TABLEAU DES PROGRES REALISES

Indicateur	Cibles 10-11	Progrès réalisés				Progrès réalisés durant l'année	Observations
		T1	T2	T3	T4		
Agriculture							
Augmentation des quantités produites par les entreprises assistées par le Programme, désagrégée par chaine de valeurs (I03)	Mil, sorgho : + 1 041t Maïs : + 1 827t Riz : + 1 200 t Maraîchage : + 101 t	0	0	0	Riz : + 330 t Maraîchage : + 538 t	Riz : + 330 t Maraîchage : + 538 t	Pour le mil/sorgho et maïs, les rendements ne sont pas encore connus. Pour le riz, il s'agit des résultats de l'hivernage 2010. Les résultats de 2011 sont en cours de collecte
Nombre d'hectares affectés par les systèmes de gestion de l'eau nouveaux ou améliorés (I12)	5 350	0	0	0	5 046	5 046	Le Programme a terminé la réalisation d'ouvrages (Ndinderleng, Wassadou, etc.)
Nombre de petits ménages bénéficiant des systèmes de gestion de l'eau nouveaux ou améliorés (I13)	3 000	0	0	0	3 950	3 950	Le Programme a terminé la réalisation d'ouvrages (Ndinderleng, Wassadou, etc.)
Nombre de petits ménages augmentant leur production à partir des produits agricoles clés ou de produits tirés de l'élevage (I14)	3 000	0	0	0	2 529	2 529	La production a démarré dans les sites aménagés
Nombre de ménages ruraux bénéficiant directement de l'assistance du GUS (I15)	3 000	0	0	0	4 663 nouveaux ménages H : 4152 F : 511	4 663	L'adoption de la technique CF a permis de toucher beaucoup de ménages
Nombre de nouveaux systèmes de gestion de l'eau mis en place (I25)	202	0	0	0	201	201	Le Programme a terminé la réalisation d'ouvrages (Ndinderleng, Wassadou, etc.)

Indicateur	Cibles 10-11	Progrès réalisés				Progrès réalisés durant l'année	Observations
		T1	T2	T3	T4		
Nombre de systèmes de gestion de l'eau existants améliorés ou étendus (I26)	5	0	0	0	16	16	Le Programme a continué la promotion des pompes manuelles et des mini-forages
Nombre de nouvelles technologies ou pratiques de gestion mises à la disposition des bénéficiaires grâce à l'aide du GUS (I27)	4	0	0	1	3	4	Le Programme a favorisé la promotion de nouvelles variétés de riz, de maïs, etc.
Nombre d'entreprises privées, d'organisations de producteurs, d'association d'utilisateurs d'eau, d'association de commerce et d'OCB qui ont appliqué les nouvelles technologies ou les pratiques de gestion grâce à l'assistance du GUS (I28)	500	0	0	11	524	535	Le Programme a favorisé la promotion de nouvelles variétés de riz, de maïs, etc.
Nombre de producteurs et autres qui ont appliqué les nouvelles technologies ou les pratiques de gestion grâce à l'assistance du GUS (I29)	2 500	0	0	120	11 445	11 565	Le Programme a favorisé la promotion de nouvelles variétés de riz, de maïs, etc.
Nombre de petits producteurs formés sur les règlements appropriés de production (I35)	7 500	214 H : 99 F : 115	340 H : 338 F : 2	1463 H : 1111 F : 352	1660 H : 1382 F : 278	3 677 H : 2930 F : 747	La formation en technique de compostage a permis d'atteindre ce résultat
Nombre d'associations de producteurs formées sur les règlements appropriés de production (I36)	100	153	50	167	142	512	La formation en technique de compostage a permis d'atteindre ce résultat
Nombre de petits producteurs formés sur les nouvelles technologies (I37)	3 000	0	0	0	3 795 H : 3642 F : 153	3 795 H : 3642 F : 153	La formation en CF a permis d'atteindre ce résultat
Nombre d'associations de producteurs formées sur les nouvelles technologies (I38)	170	0	0	0	269	269	La formation en CF a permis d'atteindre ce résultat
Nombre de Conseils Régionaux, d'OCB, et de Conseils Ruraux recevant des informations sur les enjeux politiques et leurs implications au niveau local (y compris agences et services techniques) (I39)	150	48	0	39	328	415	Beaucoup de rencontres ont été organisées

Indicateur	Cibles 10-11	Progrès réalisés				Progrès réalisés durant l'année	Observations
		T1	T2	T3	T4		
Biodiversité							
Nombre d'hectares sous gestion améliorée des ressources naturelles	421 814	19 000	169 004	0	53 656	241 660	Le Programme a continué ses activités d'aménagement et d'élaboration de conventions locales pour une meilleure gestion des ressources naturelles
Nombre d'hectares dans les aires biologiques significatives bénéficiant de gestion améliorée	30.000	19 000	0	0	0	19 000	Le Programme a continué ses activités d'aménagement
Nombre d'hectares supplémentaires aménagés grâce à des technologies et pratiques de gestion améliorées	391.814	0	169004	0	48 610	217 614	Le Programme a continué ses activités d'aménagement et d'élaboration de conventions locales pour une meilleure gestion des ressources naturelles
Nombre d'hectares ayant un fonds d'aménagement géré par les communautés locales	14.000	0	0	0	14 000	14 000	La production a démarré dans la forêt aménagée de Sakar/Oudoucar
Nombre d'hectares où les surveillants locaux suivent la mise en œuvre des conventions locales et des plans d'aménagement	391.814	0	0	0	127065	127065	Le Programme a démarré une activité test dans la CR de St Malème
Nombre d'individus ayant bénéficié d'une formation de courte durée sur la productivité dans le secteur agricole	2500 indiv. /an	0	181 H : 181 F : 0	1807 H : 1209 F : 598	5449 H : 5128 F : 321	7437 H : 6518 F : 919	Les formations sur la RNA et le CF ont beaucoup contribué à l'atteinte des objectifs
Nombre de personnes formés en gestion des ressources naturelles et/ou en biodiversité	5250 pers. /an	725 H : 540 F : 185	560 H : 490 F : 70	1078 H : 798 F : 280	733 H : 546 F : 187	3096 H : 2374 F : 722	Le Programme s'est beaucoup investi dans les formations sur la GRN
Amélioration de la Bonne Gouvernance							

Indicateur	Cibles 10-11	Progrès réalisés				Progrès réalisés durant l'année	Observations
		T1	T2	T3	T4		
Nombre de collectivités locales recevant l'aide d'USG pour augmenter leurs sources de revenus annuels	3	0	0	2	0	2	Sakar et Oudoucar ont augmenté leurs sources de revenus grâce à l'aménagement de leur forêt communautaire
Nombre de système de supervision externe de l'utilisation des ressources publiques appuyé par le GUS	2	0	7	0	1	8	La COGIRBAF de Ndinderleng a été finalisée ce trimestre
Nombre de processus appuyés par le GUS pour permettre aux citoyens de participer aux activités de leur collectivité locale	10	3	3	0	0	6	Le Programme développe des activités pour permettre aux citoyens de participer aux affaires publiques
Nombre d'individus formés pour renforcer la gouvernance locale et/ou la décentralisation	2000	800 H : 639 F : 161	1145 H : 677 F : 468	2206 H : 1641 F : 565	2523 H : 1846 F : 677	6674 H : 4803 F : 1871	La stratégie concernant à former des formateurs locaux a permis de toucher beaucoup de personnes
Politique et Communication							
Nombre de politiques, lois, protocoles ou accords visant la promotion des ressources naturelles et la conservation qui sont mis en œuvre grâce à l'appui du GUS	5	1	1	0	0	2	Ces activités ne dépendent pas seulement du Programme
Nombre de séances de vulgarisation et de publications, bulletins ou communiqués, sur les réformes politiques	10	3	2	8	8	21	Le Programme a publié beaucoup de documents
Nombre d'événements publics d'éducation et de vulgarisation organisés	100	54	46	66	133	299	L'organisation d'émissions radiophoniques pour promouvoir les activités du Programme et de séances de sensibilisation liées à l'eau et l'assainissement ont permis de dépasser la cible annuelle
Création de Richesses							

Indicateur	Cibles 10-11	Progrès réalisés				Progrès réalisés durant l'année	Observations
		T1	T2	T3	T4		
Nombre de personnes ayant augmenté leurs profits économiques grâce à une gestion/conservation durable des ressources naturelles	5250 pers. /an	0	0	0	13 555 H : 7275 F : 6280	13 555 H : 7275 F : 6280	Le cumul pour les années 2009 à 2011 fait 30315 personnes dont 13961 femmes. L'objectif de 27000 pour les 5ans est déjà atteint après 3 ans d'exécution.
Valeur totale des ventes	7 M USD	0	0	0	18,05 millions USD	18,05 millions USD ²	Le cumul pour les 3 années 2009 à 2011 fait 30,72 millions d'USD pour un objectif de 30 millions sur les 5 ans du Programme
Nombre d'entreprises recevant l'assistance de l'USAID pour améliorer leurs pratiques de gestion	1750 ent. /an	41	98	78	265	482	Le Programme est en train de se désengager vis-à-vis de certaines filières
Variation en pourcentage de la valeur des produits achetés chez les petits producteurs grâce à l'assistance du GUS	101 %	0	0	0	222 %	222 %	Vente des produits agricoles a permis de dépasser la cible
Augmentation de la valeur de l'exportation des ressources naturelles, produits agricoles non traditionnels et pêche marine à source durable	2 M USD	0	0	0	7,39 millions d'USD	7,39 millions d'USD ³	Le cumul des exportations pour 3 ans soit 11,05 M USD dépasse l'objectif visé par programme sur 5 ans 10 millions d'USD
Nombre d'entreprises privées, d'organisation de producteurs, d'associations d'utilisateurs d'eau, d'association de commerce et d'OCB recevant l'assistance de l'USAID	900	13 A : 6 N : 7	34 A : 8 N : 26	63 A : 4 N : 59	898 A : 343 N : 555	1008 A : 361 N : 647	Le Programme est en train de se désengager vis-à-vis de certaines filières

² 1 \$US = 500 FCFA

³ 1 \$US = 500 FCFA

Indicateur	Cibles 10-11	Progrès réalisés				Progrès réalisés durant l'année	Observations
		T1	T2	T3	T4		
Nombre de membres dans les organisations de producteurs et les OCB recevant l'assistance de l'USAID	6000	1477 <u>A : 1109</u> H : 220 F : 889 <u>N : 368</u> H : 220 F : 148	992 <u>A : 128</u> H : 9 F : 119 <u>N : 864</u> H : 331 F : 533	2207 <u>A : 206</u> H : 89 F : 117 <u>N : 2001</u> H : 1731 F : 270	18723 <u>A : 11369</u> H : 6806 F : 4563 <u>N : 7354</u> H : 5494 F : 1860	23399 <u>A : 12812</u> H : 7124 F : 5688 <u>N : 10587</u> H : 7776 F : 2811	
Nombre d'emplois à plein temps créé	3500 emplois / an	193	724	2006	1314	4237 FTF : 1472 H : 1441 F : 31	Dont 684 femmes. L'objectif du programme est de 20000 emplois. La cible pour les 3 ans de 12500 est dépassée si l'on se réfère au cumul actuel de 17442 pour les 3 ans 2009 à 2011
Nombre d'organisations/associations de femmes assistées	100	3 A : 8 N : 3	8 A : 2 N : 8	6 A : 1 N : 6	64 A : 64 N : 64	156 A : 75 N : 81	
Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant directement de l'intervention de l'USAID	2500 expl. /an	0	0	178	5030	5208	Le dépassement de la cible est dû aux efforts particuliers concernant le CF
Valeur des crédits accordés aux ruraux pour le développement d'activités agricoles	150000 USD	0	135 460 USD	0	410 065 USD	545 525 USD	Le dépassement de la cible est dû aux efforts particuliers concernant le CF
Nombre de petites et moyennes entreprises assistées pour accéder aux institutions financières	3000	0	1184	0	5646	6830 H : 6298 F : 532	Le dépassement de la cible est dû aux efforts particuliers concernant le CF
Eau Potable et Assainissement							
Nombre de personnes dans les régions ciblées qui ont un accès amélioré à l'eau potable grâce à l'assistance du GUS	3000	0	0	0	3750	3750	Dont 3150 pour le Projet WADA

Indicateur	Cibles 10-11	Progrès réalisés				Progrès réalisés durant l'année	Observations
		T1	T2	T3	T4		
Nombre de personnes dans les régions ciblées qui ont une installation sanitaire améliorée	1500	0	0	0	1200	1200	Le Programme a financé la construction de 120 latrines

ANNEXE 3 : DOCUMENTS

DEVELOPPES DURANT

L'ANNEE

- Dossier d'Appel d'Offres n°VAG/003/2010 « Construction de puits et de réseaux de distribution de l'eau dans cinq périmètres horticoles du département de Foundiougne », Décembre 2010 ;
- Dossier d'Appel d'Offres n°VAG/001/2011 « pour la construction d'un ouvrage hydroagricole dans le bas fond de Kaymor dans la communauté rurale de Kaymor », Janvier 2011 ;
- Dossier d'Appel d'Offres n°VAG/002/2011 « pour la construction d'un ouvrage hydroagricole dans le bas fond de Wassadou dans la Communauté Rurale de Dialacoto et pour l'aménagement des périmètres rizicoles de Samecoutha et de la Ferme 2 dans la commune de Kédougou », Février 2011 ;
- Dossier d'Appel d'Offres n°VAG/003/2011 « Consolidation des ouvrages des diguettes de Néma Bah (Communauté rurale de Toubacoutha, région de Fatick), Boli et NdourNdour (Communauté Rurale de Djilor, région de Fatick), Djilor (Communauté Rurale de Djilor, région de Fatick). », Mai 2011 ;
- Avis de manifestation d'intérêt n°3/10 du 8 novembre 2010 ;
- Avis de manifestation d'intérêt n°4/10 du 20 décembre 2010 ;
- Rapport « Cartographie des bas-fonds de Bembou, santanko et Ferme 2 », Abdou Mbodj, Consultant SIG/Cartographie, Juin 2011 ;
- Etude topographique des bas-fond de Bembou, santanko et Ferme 2 », Mbaye Dieng, Consultant, Juin 2011 ;
- Rapport « Etude pédologique des bas-fonds de Bembou, Santanko et Ferme1 dans la région de Kédougou », Mankeur Fall, Septembre 2011 ;
- Rapport « Etude socio-économique des bas-fonds de Bembou, Santanko et Ferme 1 », Gallo Sall, Juillet 2011 (version provisoire) ;
- Checklist et EMMP de Kaymor ;
- Checklist et EMMP de Wassadou ;
- Checklist et EMMP de Ferme 2 ;
- Checklist et EMMP de SameCoutha ;
- Checklist et EMMP de Bembou ;
- Checklist et EMMP de Santanko ;
- Checklist et EMMP de Ferme 1 ;
- Rapports Malang Mané contrôle Ndinderleng (en cours) ;
- Rapport Malang Mane contrôle Wassadou (en cours) ;

- Rapports Mody Gaye Ndiaye Ferme 2 et Samecouta (en cours) ;
- Rapport « Estimation sur pied des rendements avec la pratique Conservation Farming et des rendements sans la pratique Conservation Farming en région de Fatick », Octobre 2010 ;
- Rapport « Estimation des rendements avec la pratique Conservation Farming et des rendements sans la pratique Conservation Farming en région de Tambacounda (départements de Tambacounda et de Koumpentoum) », Octobre 2010 ;
- Rapport « Mise au point du ripper de Conservation Farming et formation des équipementiers pour la fabrication du ripper pour le conservation farming », avec GIADRA, Avril 2011 ;
- « Rapport sur la mise au point de ripper adaptés au Conservation Farming, formation des équipementiers et développement et test d'un prototype de ripper attelé sur tracteur », avec GIADRA, Juin 2011 ;
- Rapport « Résultats des tests de fertilisation et des options de gestion intégrée de la fertilité pour le riz de pluvial », AfricaRice, Février 2011 ;
- Rapports mensuels (Juillet 2010 à Janvier 2011) ANCAR Fatick relatifs à l'assistance technique aux activités de Conseil Agricole d'USAID Wula Nafaa en hivernage 2010 en région de Fatick (dans le cadre du Purchase Order signé en juillet 2011) ;
- Rapports mensuels (Juillet 2010 à Janvier 2011) ANCAR Tambacounda relatifs à l'assistance technique aux activités de Conseil Agricole d'USAID Wula Nafaa en hivernage 2010 en régions de Tambacounda et de Kédougou (dans le cadre du Purchase Order signé en juillet 2011) ;
- Rapport « Etude de la fertilité des sols en zone de mise en œuvre du Conservation Farming par USAID Wula Nafaa au Sénégal », Février 2011 ;
- Evaluation à mi-parcours du conservation farming - campagne 2009-2010, Septembre 2010 ;
- Evaluation des Rendements additionnels du conservation farming - campagne 2009-2010, Octobre 2010 ;
- Conservation Farming technical training & support, Mike Mailloux, Février 2011 ;
- Final evaluation of the Usaid Wula Nafaa Conservation Farming program, Mike Mailloux, Février 2011 ;
- Rapport « Compte rendu de l'atelier de restitution des résultats de l'étude sur les prestations de labour et de décorticage auprès des autorités étatiques et structures d'appui », Septembre 2011 (rapport provisoire) ;
- Rapport de « Formation de deux nouvelles équipes de foreurs pour le développement du service de fourniture de forages maraîchers sur une base privée et suivi qualité de l'ensemble des quatre équipes de foreurs au cours de la campagne », Juin 2011 (draft) ;
- Rapport de « Formation de deux nouveaux artisans fabricants de pompes à pédales pour l'irrigation et suivi qualité de l'ensemble des quatre artisans fabricants de pompes au cours de la campagne », Septembre 2011 (draft) ;
- Compte rendu de mission relatif à la tenue du Forum de Dialacoto ;
- Convention Locale pour la Gestion Intégrée des Ressources du Bas Fond de Ndinderleng, Avril 2011 ;
- Plan de formation des organes de gestion et autres acteurs du bas fond de Ndinderleng - Période 2011- 2013 ;
- Compte rendu « Rencontre des acteurs de la filière riz en région de Fatick », au Conseil Régional, 16 juin 2011 ;

- Compte rendu de rencontre du 5 février 2011 de l'Initiative Conservation Farming, Février 2011 ;
- Compte rendu de Rencontre entre les producteurs CF, les acheteurs potentiels et les fournisseurs de semences, Mars 2011 ;
- Rapport de Suivi de la mise en œuvre CF et Formation traçage du 09 au 14 mai 2011 dans les régions de Tambacounda et de Kédougou, Mai 2011 ;
- Rapport de Suivi de la fabrication et de la livraison des outils CF zone Fatick et Kaolack et appui à la livraison sur site de production, démarrage de la formation traçage dans les nouveaux groupes CF zone Fatick et Kaolack, du 16 au 21 mai 2011 dans Toubacouta, Djilor et Kaymor, Mai 2011 ;
- Rapport de Suivi des travaux d'aménagement des parcelles de Samécouta et Ferme 2 et le labour au niveau des rizières de Santanko, Dar Salam et Bembou, du 21 au 25 juin 2011, Juin 2011 ;
- Rapport de Parcellisation des périmètres maraîchers de la zone Toubacouta (Diabang, Darsélamé Sérère et Némabah, du 24 au 31 mai 2011 dans Toubacouta, Mai 2011 ;
- Rapport Suivi des tests de traçage avec tracteur (à titre démonstratif), Suivi sites PROMISO2, du 04 au 07 juillet 2011 dans la zone de Tambacounda (Makacolibantang et Tambacounda ville), Juillet 2011 ;
- Rapport Suivi mise en place des sites d'essais PROMISO2 et appui à l'installation parcelles tests, suivi des villages dont les producteurs n'ont pas bénéficié de crédit afin d'éviter les démissions ou la non application de la technique) et suivi mise en œuvre CF, du 11 au 15 juillet 2011 dans la zone de Toubacouta (Nioro A. Tall, Keur Samba Gueye, Toubacouta), Juillet 2011 ;
- Rapport Répartition parcelle (périmètre maraîcher de Némabah), suivi CF et remplissage fiche évaluation (préparation base de données pour estimation rendement CF et non CF), suivi sites PROMISO2 et rapport d'activités PROMISO2, du 08 au 13 Août 2011, Août 2011 ;
- Compte rendu de la formation organisée par le PROMISO 2 « Renforcement des capacités des "Formateurs Conservation Farming" en : Gestion intégrée de la fertilité, Lutte contre le striga, Multiplication de semences » - du 12-14 avril 2011 ;
- Protocole d'accord restreint USAID Wula Nafaa - DRDR Fatick relatif à « La formation des producteurs de semences de Ndinderleng (département de Foundiougne, région de Fatick) », Juin 2011 ;
- Protocole d'accord restreint USAID Wula Nafaa – DRDR Kédougou relatif à « L'estimation des rendements en 2011 avec la pratique Conservation Farming et des rendements sans la pratique Conservation Farming en région de Kédougou », Septembre 2011 ;
- Protocole d'accord restreint USAID Wula Nafaa – DRDR Tambacounda relatif à « L'estimation des rendements en 2011 avec la pratique Conservation Farming et des rendements sans la pratique Conservation Farming en région de Tambacounda », Septembre 2011 ;
- Protocole d'accord restreint USAID Wula Nafaa – DRDR Kaolack relatif à « L'estimation des rendements en 2011 avec la pratique Conservation Farming et des rendements sans la pratique Conservation Farming en région de Kaolack », Septembre 2011 ;
- Protocole d'accord restreint USAID Wula Nafaa – DRDR Fatick relatif à « L'estimation des rendements en 2011 avec la pratique Conservation Farming et des rendements sans la pratique Conservation Farming en région de Fatick », Septembre 2011 ;
- Protocole d'accord USAID Wula Nafaa – AfricaRice relatif à « L'amélioration de la riziculture pluviale au Sénégal », Juillet 2011 ;

- Lettre d'accord USAID Wula Nafaa – Programme Farmer to Farmer / NCBA pour l'accueil du Volontaire John Grove pour son assistance à l'étude de la fertilité des sols et possibilités d'amélioration dans le cadre du Conservation Farming, Décembre 2010 ;
- Lettre d'accord USAID Wula Nafaa – Programme Farmer to Farmer / NCBA pour l'accueil du Volontaire Pam Karg pour son assistance à l'appui à l'organisation des groupements maraîchers, Mai 2011 ;
- Lettre d'accord USAID Wula Nafaa – Programme Farmer to Farmer / NCBA pour l'accueil du Volontaire Oscar Liburg pour contribuer à mettre en œuvre le « Safe Use Action Plans » (SUAP) du PERSUAP (Pesticide Evaluation Report & Safe Use Action Plans) relatif à l'utilisation des pesticides dans la zone d'intervention du Volet Agriculture, Septembre 2011 ;
- Accord de partenariat USAID Wula Nafaa – FAO, Septembre 2011 ;
- Protocole d'accord USAID Wula Nafaa – PAPIL, Août 2011 (en cours de signature) ;
- Protocole d'accord USAID Wula Nafaa – ISRA relatif à la promotion de la culture du mil et du sorgho (PROMISO), Août 2011 (en cours de signature) ;
- Rapport de formation des comités de gestion des points d'eau et d'assainissement ;
- Rapport de formation des maçons locaux sur les techniques de construction des latrines ;
- Caractéristiques d'une entreprise durable, octobre 2010 ;
- Manuel du participant Formation des facilitateurs sur les techniques de pré diagnostic et de diagnostic des Micro et Petites Entreprises (MPE) du 16 au 30 janvier 2011 à Tambacounda et Kaolack ;
- Manuel du formateur Formation des facilitateurs sur les techniques de pré diagnostic et de diagnostic des Micro et Petites Entreprises (MPE) du 16 au 30 janvier 2011 à Tambacounda et Kaolack ;
- Rapport Formation des facilitateurs sur les techniques de pré diagnostic et de diagnostic des Micro et Petites Entreprises (MPE) du 16 au 30 janvier 2011 à Tambacounda et Kaolack ;
- Rapport participation du Programme à la FIARA 2011 du 2 au 13 février 2011 à Dakar ;
- Manuel d'orientation du participant sur l'initiation aux concepts BDS et sur les techniques élémentaires de marketing ; mars 2011 ;
- Rapport des formations des prestataires de services de Fatick sur les concepts BDS, 8 et 9 avril 2011 à Toubacouta ;
- Manuel du participant : formation prestataires de services de Fatick sur les concepts BDS avril 2011 ;
- Rapport de mission lancement des activités d'AKAD sur l'orpaillage traditionnel à Kédougou, du 21 au 24 avril 2011 ;
- Rapport de mission visite producteurs madd à Kédougou, du 6 au 7 mai 2011 ;
- Rapport d'activités participation du Programme à la Journée Mondiale de l'Environnement le 5 juin 2010 ;
- Rapport des Etudes Socioéconomiques de la CR de Dindéfelo pour la mise en place d'une RNC, Janvier 2011 ;
- Rapport d'inventaire et de caractérisation biophysique de la CR de Dindéfelo pour la mise en place d'une RNC, Janvier 2011 ;
- Module de formation sur la RNA, Avril 2011 ;

- Plan de Gestion des Zones de Cueillette des Mollusques et coques des CLPA de Missirah/CLPA de Toubacouta, Avril 2011 ;
- Plan d'occupation et d'affectation des sols de Bambali, Avril 2011 ;
- Plan d'occupation et d'affectation des sols de Tomboronkoto, Avril 2011 ;
- Conservation du chimpanzé au Sénégal. Etat des connaissances et réactualisation du plan d'actions, Mai 2011 ;
- Rapport de formation en techniques de cueillette du madd, Mai 2011 ;
- Plan d'Aménagement Forestier de Koussanar, Juin 2011 ;
- Rapport des études de caractérisation de la biodiversité des bas-fonds de Ndinderleng et de Kayemor. Rapport d'étude, Juillet 2011 ;
- Rapport de formation des producteurs locaux de la forêt communautaire de Koussanar sur les techniques de coupe et de carbonisation. Du 25 juillet au 03 août 2011 ;
- Rapport de formation des producteurs de la forêt aménagée de Koussanar sur les prescriptions techniques. Du 15 au 19 juillet 2011 ;
- Plan de gestion du bois d'œuvre de la FC de Sare Bidji-Thièty, Novembre 2010 ;
- Plan de gestion des feux des CR de Sakar et Oudoucar, Aout 2011.

ANNEXE 4 : PARTICIPATION A DES REUNIONS, SEMINAIRES OU ATELIERS

- Rencontre de lancement du projet PRODIAKT (Africare) à Kaolack (dernier trimestre 2010) ;
- Forum de Dialacoto, 14 et 15 octobre 2010 à Dialacoto ;
- Rencontre avec USAID PCE et autres partenaires par rapport à la chaîne de valeur mil/sorgho, 14 décembre 2010 ;
- Rencontre avec PCV sur partenariat, 15 décembre 2010 ;
- Atelier Feed the Future de Dakar les 26 et 27 janvier 2011 ;
- Participation atelier de lancement PROMISO (Bambey), 8 mars 2011 ;
- Participation journées bilan SODEFITEX – PCE des 9 et 10 mars 2011 ;
- Renforcement des capacités des "Formateurs Conservation Farming" en Gestion Intégrée de la Fertilité, Lutte contre le Striga, Multiplication de semences (dans le cadre du projet PROMISO) du 12 au 14 avril 2011 ;
- Atelier GDT d'ANCAR Fatick ;
- Rencontres PROMISO de suivi de la mise en œuvre : notamment 12 mai 2011, 15 juillet 2011 ;
- Atelier sur les sols salés à Dakar, du 26 au 29 avril 2011 ;
- Rencontre USAID du 24 mai 2011 « brainstorming sur PTA 2012 » ;
- Atelier de restitution des résultats du Programme de vulgarisation du riz NERICA du PCE à Tambacounda, 7 juin 2011 ;
- Rencontre des acteurs de la filière riz en région de Fatick, sous l'égide du Conseil Régional, 16 juin 2011 ;
- Visite de sites du Steering Committee USAID Sénégal des 26 et 27 juillet 2011 ;
- Atelier de formation PROMISO du 3 au 8 Septembre à Bamako au Mali ;
- Revue annuelle conjointe du PEPAM ;
- Ateliers de la plateforme des acteurs de l'eau hygiène et assainissement de la région de Tambacounda ;
- Participation à l'atelier pro-bono organisé par l'ONUDI pour la validation du plan d'actions national sur l'orpaillage traditionnel avec les parties prenantes nationales à Kédougou, le 3 novembre 2010 ;
- Participation à l'atelier organisé par le FIDA à Dakar du 8 au 11 novembre 2010 sur l'approche chaîne de valeurs, quelles opportunités pour la croissance ;

- Participation du Programme à la FIARA 2011 du 2 au 13 février 2011 à Dakar ;
- Participation à la foire régionale de Kolda, avril 2011 ;
- Participation au lancement des activités d'AKAD sur l'orpaillage traditionnel à Kédougou, du 21 au 24 avril 2011 ;
- Participation à l'Assemblée générale de U-IMCEC à Nguéniéne le 23 avril 2011 ;
- Participation à l'Assemblée générale de U-IMCEC Tambacounda le 7 mai 2011 ;
- Participation à l'atelier organisé par l'USAID sur la stratégie de mise en œuvre du suivi évaluation concernant *Feed the Future* 6-7 juin 2011 ;
- Colloque Scientifique des plus belles baies du Monde, **du 23 au 26 mai à Toubacouta ;**
- Atelier de lancement du Programme USAID/COMFISH, **19 au 23 juillet 2011, à Dakar ;**
- Atelier Régional sur le partenariat dans l'adaptation aux changements climatiques en Afrique de l'Ouest : USAID/West Africa, 29 juin-1^{er} Juillet 2011 à Dakar.

ANNEXE 5 : LISTE DES SUBVENTIONS ACCORDEES DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE

Biodiversité et GDRN

Communauté Rurale	Activité à subventionner
Dindéfelo	Mise en place des vergers de Madd le long du fleuve Diarrah dans le Salémata, le long de la galerie de Bandafassi et le long de la galerie de Dindéfelo et Ségou
Dindéfelo	Conservation des chimpanzés (Institut Jane Goodal)
Kédougou	Construction du BIC de Kédougou
BICs	Soutien établissement BICs (2)
Sous Total 1	

Amélioration de la Bonne Gouvernance

Communauté Rurale	Activité à subventionner
Bambaly	Etat Civil
Dindéfelo	Taxe rurale
Sinthiou Malème	L'organisation du marché hebdomadaire
Djirnda	La gestion des aires d'embarquement des pirogues
Bassoul	La gestion des aires d'embarquement des pirogues
Sabodala	Droit d'abattage et de stationnement
Thiéty/Saré Bidji	Appui à la mise en place et au fonctionnement du GIC
Oudoucar/Sakar	Appui à la mise en place et au fonctionnement du GIC
Casamance	Renforcement de capacités des acteurs de la pêche
Sinthiou B Aly/Koulor	Appui à la mise en place et au fonctionnement du GIC
Sous Total 2	

Politiques et Communication

Nature de l'activité	Intitulé de l'activité à subventionner
Financement radio	Financement de la radio communautaire de Salémata
Equipement	Appui en équipement, matériel et consommables des Radio communautaires (Kédougou, Toubacouta)

Diffusion de l'information au niveau des presses régionales (Tamba et Kolda) et la presse spécialisée nationale en économie et environnement	Week end de Presse USAID Wula Nafaa avec la presse régionale de Tambacounda
Sensibilisation sur l'environnement et l'approche USAID Wula Nafaa en milieu scolaire	Vulgarisation de l'approche Wula Nafaa en milieu scolaire avec la troupe du Collège Quinzambougou (Tamba)
Sous Total 3	

Création de Richesses

Activités/Eléments	Bénéficiaires
Appui à la mise en service de 2 unités de transformation d'anacarde dans le Fatick	1 groupement de production de noix d'anacarde de Fatick et la Coopérative des Producteurs de la Casamance Naturelle
Emballage pour 3 produits de pêche	Groupements féminins de Fatick
2 Aires de séchage stockage d'anacarde	Réseaux de groupements de Sédhiou et de Ziguinchor
3 Magasins de stockage de Baobab	Réseau de : Dindéfelo, Bala, Oudoucar
Amélioration de l'orpaillage traditionnelle	Orpailleurs
Extension ostriculture	Ostreiculteurs
Sous Total 4	

Eau Potable et Assainissement

Activités/Eléments	Bénéficiaires
La construction de latrines individuelles avec les PCV surtout pour Dindéfelo, Ethiolo et Toubacouta	Conseils Ruraux, PCV
La construction de 05 forages pour les CR de Dindéfelo, Missirah Sirmanah et Tomboroncoto	Conseils ruraux
L'équipement en solaire du forage de Dindéfelo construit par la coopération espagnole	Conseils ruraux
La confection de kit d'animation et de manuels pour les comités de gestion des points d'eau	29 Conseils ruraux, Comités de gestion

ANNEXE 6 : ETAT DES ENGAGEMENTS LASF

Etat des engagements LASF pour la chaîne de valeur Riz

Chaîne de valeur	Fournisseur	Titre de l'engagement	FY
Riz	Africa Rice	Mise au point d'itinéraires techniques pour la riziculture pluviale de plateau et de bas-fonds	2010
Riz	Afsit	Construction de digues et d'ouvrages Hydro agricoles Djilor et Néma BAH	2010
Riz	Ancar Fatick	Assistance technique aux activités de Conseil Agricole	2010
Riz	Ancar Tambacounda	Assistance technique aux activités de Conseil Agricole	2010
Riz	DRDR Fatick	Suivi contrôle et certification des semences produites par les producteurs de Ndinderleng et de Ndour Ndour	2010
Riz	NSMTP	Construction de digues et d'ouvrages hydro agricoles Boli 1 Boli2 et Ndour Ndour	2010
Riz	Abdou Mbodj (1)	Cartographie des bas-fonds ciblés dans la région de Fatick	2010
Riz	Moussa Cissokho(1)	Etude socio-économique du bas fond de Ndinderleng	2010
Riz	Souleymane Diallo	CONSULTANT	2010
Riz	Ibrahima Sall	CONSULTANT	2010
Riz	SETICO	Etude APD et élaboration DAO aménagement des bas-fonds de Pakane et Kaymor	2010
Riz	Mankeur Fall 1	Etude Pédologique des bas-fonds et périmètres ciblés dans la région de Fatick	2010
Riz	Abdoulaye Demba Sall (1)	Consultation pour la conception des aménagements de Djilor NdourNdour Boli1 Boli2 et Némabah	2010
Riz	HYDROCONSULT INTEL.	Etude APD et élaboration DAO aménagement des bas-fonds de wassadou Samécouta et Ferme 2	2010
Riz	Gnélé Kanouté	Travaux de labour des champs sur les périmètres de Ferme 2 et Samécouta 2010	2010
Riz	Mouhamadou Kabir Seck	Achat engrais pour la conduite des essais de fertilisation en CF dans la Zone d'intervention de WN	2010
Riz	Mouhamadou Bachir Ndiaye 1	Etude de faisabilité de la mise en place des services de labour dans les zones de Djilor et de Kédougou	2010
Riz	Fallou Dieng	CONSULTANT	2010
Riz	Abdou Mbodj (2)	Cartographie des bas-fonds de Némabah dans la communauté Rurale de Toubacouta	2010
Riz	DRDR Fatick (PA1)	Protocole d'accord 1 avec la DRDR de Fatick	2010
Riz	Malang Mané 1	Contrôle des aménagements des bas-fonds de Ndour Ndour, Boli 1, Boli 2, Néma Bah et Djilor	2010
Riz	Abdoulaye Demba Sall (2)	Consultation des documents EMMP et checklists des bas-fonds de Kaymor Wassadou ferme 2 et Samécouta	2011
Riz	ETS Ezzedine/1	Construction ouvrage hydro agricole dans le bas fond de Ndinderleng	2011
Riz	Malang Mané	Contrôle des travaux de construction de l'ouvrage hydro agricole de	2011

		Ndinderleng	
Riz	Mouhamadou Bachir Ndiaye2	Organisation de l'atelier de restitution des résultats de l'étude sur les prestations de labour et décorticage	2011
Riz	SENTHRAS	Construction ouvrage Hydro-Agricole à Kaymor	2011
Riz	PRESCOM	Aménagement des périmètres rizicoles de Samécouta et Ferme 2	2011
Riz	SETICO	Contrôle des travaux de Kaymor	2011
Riz	Modou Gaye Ndiaye	Contrôleur des travaux de Kédougou	2011
Riz	Gallo Sall	Etude socio-économique du bas fond de Bembo, Santanko et Ferme 1 dans la région de Kédougou	2011
Riz	ETS Ezzedine/2	Construction ouvrage hydro agricole à Wassadou	2011
Riz	GIE TAIF ROSS BETHIO	Travaux d'offsetage à sec au niveau de bas-fonds de la zone de Kédougou et de la zone de Tambacounda	2011
Riz	DG TRAVAUX	Consolidation des travaux des diguettes des CR de Toubacouta et Djilor	2011
Riz	Malang Mané3	Contrôle des travaux de Wassadou	2011
Riz	Abdou Mbodj 3	Cartographie des bas-fonds de Bambou Santanko et ferme 1 dans la région de kédougou	2011
Riz	Mbaye Dieng 2	Etude topographique des bas-fonds de bembo Santanko et ferme 1 dans la région de Kédougou	2011
Riz	Mankeur Fall3	Etude pédologique des bas-fonds de Bambou Santanko et Ferme 1 dans la région de Kédougou	2011
Riz	SODEFITEX BAMTAARE	Fourniture de semences dans le cadre hivernage 2011 en régions de Tambacounda et de Kédougou	2011
Riz	Moussa Cissokho 2	CONSULTANT	2010
Riz	Mbaye Dieng	CONSULTANT	2010

Etat des engagements LASF pour les chaînes de valeur Mil/Sorgho et maïs

Chaîne de valeur	Fournisseur	Titre de l'engagement	FY
Mil/Sorgho, maïs	Modou Magane	Artisans fabricant de rippers et houes 2010	2010
Mil/Sorgho, maïs	Diougal Mboup	Artisans fabricant de rippers et houes 2010	2010
Mil/Sorgho, maïs	Cheikh Fallilou Diongue	Artisans fabricant de rippers et houes 2010	2010
Mil/Sorgho, maïs	Modou Thiam	Artisans fabricant de rippers et houes 2010	2010
Mil/Sorgho, maïs	Lycée Technique UAP	Artisans fabricant de rippers et houes 2010	2010
Mil/Sorgho, maïs	Moustapha Gueye	Artisans fabricant de rippers et houes 2010	2010
Mil/Sorgho, maïs	DRDR Tambacounda	Protocole d'accord (Estimation sur pied des rendements avec la pratique CF et sans la pratique CF)	2010
Mil/Sorgho, maïs	DRDR Fatick (PA2)	Protocole d'accord 2 avec la DRDR de Fatick	2010
Mil/Sorgho, maïs	GIADARA	Mise au point de Rippers et de houes adaptées au CF	2011

Mil/Sorgho, maïs	Aboubacar Sadikh Ndiaye	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Moustapha Gueye2	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Diougal Mboup2	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Nohine Ndao	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Lycée Technique UAP	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Ousmane Ngom	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Alioune Badara Cissokho	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Abdourahmane Mboup	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	El Hadj Thiam	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Modou Magane	Artisans fabricant de rippers et houes 2011	2011
Mil/Sorgho, maïs	Mankeur Fall 2	Etude de la fertilité des sols en zone de mise en œuvre du CF	2010
Mil/Sorgho, maïs	Mankeur Fall 2	Etude pédologique des bas-fonds de Bambou Santanko et Ferme 1 dans la région de Kédougou	2011

Etat des engagements LASF pour le secteur Horticole

Secteur	Fournisseur	Titre de l'engagement	FY
Horticulture	Amadou Seck	Conception du réseau d'irrigation des périmètres maraichers	2010
Horticulture	Saloum Construction	Clôture des périmètres maraichers	2010
Horticulture	Lassané Zongo	CONSULTANT	2010
Horticulture	Lamine Diène	Fabricant de pompes à Pédale	2010
Horticulture	Bassirou Gueye	Fabricant de pompes à Pédale	2010
Horticulture	EMB Mamadou Ndiaye 2	Clôture des périmètres maraichers	2010
Horticulture	EMB Mamadou Ndiaye 1	Clôture des périmètres maraichers	2010
Horticulture	ETL	Clôture des périmètres maraichers	2010
Horticulture	Alioune Diouf	CONSULTANT	2010
Horticulture	Kelountang Sagna (fabrication tarière)		2010
Horticulture	Kelountang Sagna consultation 1	Formation des artisans de Toubacouta et Nioro	2010
Horticulture	Idrissa Diédhiou 1	Deuxième Consultation pour la formation des foreurs	2010
Horticulture	GIE Keur Khadim	Clôture des périmètres maraichers	2010
Horticulture	Gora Bitèye	Constructions de puits de puits, bassins, et de réseau de distribution d'eau.	2011

Horticulture	Idrissa Diédhiou 2	Deuxième Consultation pour la formation des foreurs	2011
Horticulture	PRESCOM	Dessouchage et écrêtage termitières dans les périmètres horticoles Diabang et Nema Bah	2011
Horticulture	Kelountang Sagna (fabrication tarière)		2011
Horticulture	Kelountang Sagna consultation 2	Formation des artisans de Toubacouta et Nioro	2011
Horticulture	ETBGC CONSULT	Construction de puits de puits, bassins, et de réseau de distribution d'eau.	2011
Horticulture	GECTIS ENTREPRISE	Construction de puits de puits, bassins, et de réseau de distribution d'eau.	2011
Horticulture	Entreprise Pape Ndiaye	Construction de puits de puits, bassins, et de réseau de distribution d'eau.	2011
Horticulture	Ngor Diohine Diagne	Contrôleur des travaux (Constructions de puits bassins et de réseaux d'eau)	2011
Horticulture	Alioune Badara Thiam	Fabricant de pompes à Pédale	2011
Horticulture	Amadou Diallo	Achat de fourniture pour les dix sites de démonstration de bassins liés pour l'irrigation dans la zone du programme	2011
Horticulture	Abdoulaye Diallo	Achat Fourniture pour Foreurs	2010
Horticulture	CIEPAC	Achat de mallettes SIGESCO	2010
Horticulture	Abdoulaye Diallo 2	Achat Fourniture pour Foreurs	2010
Horticulture	El Hadj Loum	Confection de 13 modèles présentoirs SIGESCO	2010
Horticulture	Boubacar Diallo	Achat Fourniture pour Foreurs	2010

ANNEXE 7 : PLAN D' ACTIONS OPERATIONNEL DES COGIRBAF

MODALITES ETAPES	CIBLES	ACTIVITES D'APPUI	PERSONNES RESPONSABLES CONCERNES	PRODUITS RESULTATS ATTENDUS	MISE EN OEUVRE
Identification des acteurs et organisations existants par filière ou type d'activité	Usagers des bas-fonds de Ndenderling (producteurs rizières maraîchères éleveurs et autres acteurs)	Campagne d'information et de sensibilisation de tous les acteurs impliqués dans la valorisation du bas-fond au niveau des différents villages polarisés	Consultant Facilitateur zone ciblée	Connaissance et appropriation de la mission par les cibles bénéficiaires Adhésion des acteurs identifiés à l'initiative et à une valorisation du bas-fond portée par une organisation forte en partenariat avec Wula Nafaa	Journées d'animation et de sensibilisation au niveau des différents villages polarisés
		Recensement des organisations et acteurs existants	Consultant Facilitateur zone ciblée	Identification exhaustive des acteurs	Enquêtes auprès des différents villages polarisés Revue documentaire
		Analyse du profit	Consultant Facilitateur zone ciblée	Cartographie des acteurs Profil des organisations	Enquêtes auprès des différents villages polarisés,
Diagnostic institutionnel participatif	Usagers du bas-fond	diagnostic participatif au niveau des villages polarisés (analyse des forces et faiblesses des organisations)	Consultant Facilitateur zone ciblée	Rapport de diagnostic global est élaboré Les problèmes d'ordre de cohésion sociale ou de structuration, de gestion organisationnelle et de vision et	Rencontre/Partage sur les forces et faiblesses des organisations

MODALITES ETAPES	CIBLES	ACTIVITES D'APPUI	PERSONNES RESPONSABLES CONCERNES	PRODUITS RESULTATS ATTENDUS	MISE EN OEUVRE
				d'insertion dans l'environnement des affaires de formalisation	
Proposition d'un modèle d'organisation	Usagers du bas-fond	Restitution des résultats du diagnostic et proposition d'un schéma organisationnel	Consultant Facilitateur zone ciblée	Le schéma organisationnel est validé. Les recommandations sont prises en compte	Organisation d'ateliers de partage au niveau des cinq villages polarisés
AG constitutive pour la mise en place des cellules d'animation et de concertation au niveau des cinq villages polarisés	Usagers du bas-fond	Mise en place des CVAC	Consultant Facilitateur zone ciblée	Les CVAC sont mis en place au niveau des cinq villages polarisés	AG constitutive au niveau de chaque village
Elaboration de la COGIRBAF	Délégués CVAC et autres producteurs identifiés lors de la dernière campagne	Atelier de partage pour l'élaboration de la COGIRBAF	Délégués CVAC ; Equipe WULA NAFAA, Consultant	Elaboration de de la convention pour une gestion intégrée des ressources du bas-fond	Une COGIRAF élaborée et de manière participative est réalisée et restituée au niveau des différentes AG villageoises et services techniques. Cette COGIRBAF fera l'objet d'une délibération des deux CR et validé par le sous-préfet ; il sera en outre présenté aux services techniques pour appréciation.
Structuration organisationnelle : AG constitutive Association des	Délégués CVAC et autres producteurs	Assemblée générale constitutive pour la mise en place des organes dirigeants	Consultant ; Equipe WULA NAFAA ; CR	Comité de gestion et comités techniques mis en place Les restitutions sont effectuées par les délégués au niveau des	Désignation des délégués au niveau de chaque village pour la mise en place de l'association des usagers du

MODALITES ETAPES	CIBLES	ACTIVITES D'APPUI	PERSONNES RESPONSABLES CONCERNES	PRODUITS RESULTATS ATTENDUS	MISE EN OEUVRE
usagers du bas fond	identifiés lors de la dernière campagne			différents villages	bas-fond. Membres dirigeants sont élus de manière démocratique.
Formation en dynamique organisationnelle	Membres dirigeants des différents comités	Formation en dynamique organisationnelle communautaire Contenu du module 1 La vie de nos organisations 2 L'organisation de L'OCB 3 Fonctionnement de L'OCB 4 Règles et Procédures de fonctionnement de L'OCB 5 Communication pour une Dynamique organisationnelle 6 Gestion de réunion 7 Gestion des conflits 8 Evaluation	Consultant Assistant Equipe WULA NAFAA	Connaissances des aspects liés à la création d'une organisation : - Rôles et missions des dirigeants - Fonctionnement d'une organisation	Atelier de trois jours regroupant les membres dirigeants de l'organisation
Structuration organisationnelle : Formation en gestion de base	Membres dirigeants des différents comités	Formation en gestion de base Contenu du module Quatre parties : 1 Définition de la gestion financière et comptable ✓ La gestion financière ✓ La gestion comptable	Consultant Assistant Equipe WULA NAFAA	Les acteurs sont outillés pour tenir une comptabilité simple en langue nationale ou en français.	Membres comité de gestion, et des commissions techniques Atelier de trois jours

MODALITES ETAPES	CIBLES	ACTIVITES D'APPUI	PERSONNES RESPONSABLES CONCERNES	PRODUITS RESULTATS ATTENDUS	MISE EN OEUVRE
		2 les pièces justificatives validité et utilité ✓ La facture ✓ Le bon de caisse ✓ Le reçu 3 Les outils de gestion ✓ Le journal de caisse ; format ; utilité ; moment d'utilisation ✓ Le journal de banque ✓ Le cahier des recettes dépenses ✓ Fiche de suivi des stocks ✓ La fiche de suivi des immobilisations 4 le calcul du résultat			
Plan d'action en vue de valoriser le bas-fond dans un processus impliquant tous les acteurs	Membres organisation usagers du bas-fond	Elaboration d'un plan de formation et de communication	Membres de l'organisation Consultant Assistant Facilitateur Chefs de village	Un plan de formation et de communication articulé au PLD de la CR est réalisé	Atelier de diagnostic participatif
		Elaboration d'un plan	Membres de	Un plan d'affaire spécifiant les	Atelier de diagnostic

MODALITES ETAPES	CIBLES	ACTIVITES D'APPUI	PERSONNES RESPONSABLES CONCERNES	PRODUITS RESULTATS ATTENDUS	MISE EN OEUVRE
		d'affaires	l'organisation Consultant Assistant Facilitateur	activités et le budget pour la prochaine campagne est réalisé	participatif avec membres dirigeants de l'organisation
Mise en œuvre de certaines activités du plan stratégique	Membres organisation	Insertion des acteurs dans l'environnement des affaires pour l'autonomisation et la pérennisation des acquis du programme (mise en relation avec SFD) ouverture des comptes, possibilités de prise en charge de crédits de campagne	Consultant Assistant Equipe Wula Nafaa Membres organisation	Un compte bancaire est ouvert dans une SFD pour le comité de gestion Les redevances portant sur la campagne antérieure sont versées Les besoins en fond de roulement pour la prochaine campagne sont estimés et budgétisés	Appui à l'intermédiation financière

U.S. Agency for International Development

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20523

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

www.usaid.gov